



EUROJUST

Rapport annuel 2016



Criminal justice across borders

© Eurojust, 2017

Le présent document couvre la période du 1er janvier 2016 au 31 décembre 2016

Numéro de catalogue: QP-AA-17-001-FR-N

ISBN: 978-92-9490-126-2

ISSN: 2443-6534

DOI: 10.2812/702296

Demêdes d'informations:

Téléphone: + 31 70 412 5000

E-mail: info@eurojust.europa.eu

Site Internet: www.eurojust.europa.eu



Rapport annuel 2016 d'Eurojust

Table des matières



Avant-propos.....	7
Résumé.....	9

1. Eurojust au travail

1.1 Réunions de niveau II d'Eurojust.....	14
1.2 Réunions de coordination d'Eurojust.....	15
1.3 Centres de coordination d'Eurojust.....	17
1.4 Eurojust et les équipes communes d'enquête.....	18
1.5 Gestion des informations au sein d'Eurojust...	22

Calendrier 2016: évènements de l'année.....	24
---	----

2. Dossiers traités par Eurojust

2.1 Introduction	27
2.1.1 Terrorisme	28
2.1.2 Cybercriminalité.....	30
2.1.3 Trafic de migrants.....	32
2.1.4 Traite des êtres humains	33
2.1.5 Fraude.....	34
2.1.6 Corruption.....	35
2.1.7 Trafic de drogues	35
2.1.8 Atteintes aux biens commises par des GDI.....	36
2.1.9 Infractions criminelles affectant les intérêts financiers de l'UE	36

2.2 Dossiers traités par Eurojust concernant des organisations criminelles mafieuses	36
--	----

Opération Avalanche : une analyse fouillée	38
--	----

3. Les partenaires d'Eurojust

3.1 Coopération avec Europol.....	41
3.2 Coopération avec l'OLAF.....	41
3.3 Relations d'Eurojust avec les États et organisations tiers	42
Accords de coopération.....	42
Dossiers Eurojust concernant des États tiers	42
Procureurs de liaison détachés auprès d'Eurojust ...	42
Points de contact Eurojust dans les États tiers.....	43
Coopération avec la CPI.....	43

4. Défis et bonne pratique

4.1 Interception des télécommunications	49
4.2 Difficultés liées aux dossiers de fraude fiscale ...	49
4.3 Mandat d'arrêt européen	50

Priorité de l'année : Conflits de compétence.....	54
---	----



5. Administration

5.1	Soutien du travail opérationnel et stratégique	61
5.2	Réorganisation de l'Administration	61
5.3	Personnel et budget.....	61
5.4	Avancées organisationnelles	62
5.5	Nouveaux locaux	63

6. Eurojust et les réseaux de praticiens

6.1	RJE.....	65
6.2	Réseau ECE.....	66
6.3	Réseau génocide	66
6.4	Forum consultatif	67

Figures

Dossiers 2002 – 2016	10
Dossiers bilatéraux/multilatéraux 2012 – 2016	10
Dossiers bilatéraux/multilatéraux	11
États membres requérants/requis	11
Réunions de coordination	16
États tiers, partenaires de coopération et organisations internationales engagés dans des réunions de coordination	16
Centres de coordination	17
ECE soutenues par Eurojust, y compris les principales infractions	19
Financement des ECE par État membre	19
Dossiers en rapport avec l'article 13	23
Infractions priorisées par Eurojust	27
Dossiers par procureurs de liaison 2012 – 2016	43
Dix premiers États tiers dans les dossiers Eurojust	45
Dossiers MAE	51

Eurojust College of National Members 2016



Michèle Coninx, Belgium



Kamen Mihov, Bulgaria



Lukáš Starý, Czech Republic



Jesper Hjortenber, Denmark



Klaus Meyer-Cabri, Germany



Raivo Sepp, Estonia



Frank Cassidy, Ireland



Nikolaos Ornerakis, Greece



Francisco Jiménez-Villarejo, Spain



Frédéric Baab, France



Josip Čule, Croatia



Filippo Spiezia, Italy



Katerina Loizou, Cyprus



Gunārs Bundzis, Latvia



Laima Čekelienė, Lithuania



Olivier Lenert, Luxembourg



László Venczl, Hungary



Vincienne Vella (Deputy NM), Malta



Han Moraal, Netherlands



Gabriela Hornbeck, Austria



Mariusz Skowroński, Poland



António Cluny, Portugal



Daniela Buruiană, Romania



Malči Gabrijelčič, Slovenia



Ladislav Hamran, Slovak Republic



Piia Vottonen, Finland



Leif Görts, Sweden



Frances Kennah, UK

Acronymes et abréviations

CBRN-E Substances chimiques, biologiques, radioactives, nucléaires et explosifs

CJM	Registre judiciaire relatif à la cybercriminalité
CJUE	Cour de justice de l'Union européenne
CMS	Système de gestion des dossiers
COAB	Criminalité organisée d'atteinte aux biens
CPI	Cour pénale internationale
CTE	Combattant terroriste étranger
DPI	Droits de propriété intellectuelle
EC3	Centre européen de lutte contre la cybercriminalité
ECE	Équipe commune d'enquête
ECTC	Centre européen de lutte antiterroriste
EJ	Entraide judiciaire
EJCN	Réseau judiciaire européen en matière de cybercriminalité
EMPACT	Plateforme pluridisciplinaire européenne contre les menaces criminelles
EMSC	Centre européen pour la lutte contre le trafic de migrants
FAI	Fournisseur d'accès Internet
GDI	Groupe de délinquance itinérante
IIS	Trafic de migrants
MAE	Mandat d'arrêt européen
OC	Organisation criminelle
PAO	Plan d'action opérationnel
PE	Parquet européen
PIF	Protection des intérêts financiers de l'Union européenne
REFJ	Réseau européen de formation judiciaire
RJE	Réseau judiciaire européen
SNCE	Système national de coordination d'Eurojust
TCM	Registre des condamnations pour terrorisme
TEH	Traite des êtres humains
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée

Décision du Conseil portant sur Eurojust

Décision Eurojust – La décision du Conseil du 28 février 2002 instituant Eurojust dans le but de renforcer la lutte contre la grande criminalité, modifiée en dernier lieu par la décision du Conseil 2009/426/JAI du 16 décembre 2008 relative au renforcement d'Eurojust, sera désignée ci-après en tant que « décision Eurojust ». Une [version consolidée](#) de la décision a été élaborée par le Secrétariat général du Conseil uniquement à titre informatif.

Les statistiques incluses dans ce rapport sur les dossiers traités par Eurojust ont été produites sur la base des données contenues dans le système de gestion des dossiers (CMS) d'Eurojust. Les données numériques ont été extraites le lundi 16 janvier 2017 et reflètent les informations disponibles à ce moment-là. La nature évolutive des dossiers peut donner lieu à de potentielles divergences avec les données numériques rapportées précédemment.

Les publications et les documents de présentation graphique d'Eurojust sont disponibles sur [notre site web](#).



La coopération judiciaire, la coordination et l'échange d'informations entre Eurojust, les autorités nationales compétentes, les agences JAI et les États tiers sont au cœur du travail d'Eurojust.

Avant-propos

J'ai le plaisir de vous présenter notre 15^e rapport annuel, qui dresse le bilan des activités d'Eurojust dans le cadre de la lutte contre la grande criminalité transfrontalière.

L'année 2016 a été difficile dans le contexte sécuritaire. Nous sommes confrontés à une « nouvelle normalité » et sommes appelés à redoubler d'efforts dans les domaines de la lutte contre le terrorisme, la cybercriminalité et les formes graves de criminalité organisée, notamment les filières d'immigration clandestine et le trafic d'êtres humains. La visite de Sir Julian King, Commissaire européen chargé de la sécurité de l'Union, a été une excellente opportunité pour aborder le rôle incontournable d'Eurojust dans le combat que mène l'Union européenne contre le terrorisme et la criminalité organisée, et réaffirmer la position clé d'Eurojust en matière de sécurité sur le territoire. Les conclusions du Conseil sur le rapport annuel 2015 d'Eurojust ont confirmé l'importance du rôle et de la spécialisation d'Eurojust dans l'action prioritaire contre le terrorisme, le trafic de migrants et la cybercriminalité, ainsi que dans la collecte et le partage de bonnes pratiques visant à renforcer la coopération judiciaire.

Le traitement des dossiers est au centre de la mission d'Eurojust. Les États membres ont sollicité l'assistance d'Eurojust dans 2 306 dossiers en 2016, ce qui représente une augmentation de 4 % par rapport à 2015. La coopération judiciaire, la coordination et l'échange d'informations entre Eurojust, les autorités nationales compétentes, les agences JAI et les États tiers sont au cœur du travail d'Eurojust. Ce rapport présente le cycle de vie d'un dossier, souligne l'efficacité des outils de coordination d'Eurojust, en particulier des réunions de niveau II, et évoque le recours croissant aux équipes communes d'enquête.

Eurojust sert de médiateur. Elle réunit sous un même toit 28 membres nationaux qui soutiennent leur État membre dans les enquêtes et les poursuites, et contribuent au partage de bonnes pratiques. Conscients du rôle crucial des correspondants nationaux d'Eurojust dans les affaires de terrorisme, nous œuvrons à intensifier les liens et le soutien envers le désormais officiel réseau judiciaire en matière de cybercriminalité. En outre, nous souhaitons intensifier l'engagement d'Eurojust auprès du centre européen de lutte antiterroriste à Europol en nous appuyant sur l'expérience acquise en matière de coopération avec EC3.

La criminalité ne connaît pas de frontière, d'où l'importance capitale d'une coopération avec les États tiers. Au fil des ans, nous notons également une tendance croissante des États tiers à s'engager dans les dossiers Eurojust et à prendre part aux réunions de coordination et aux équipes communes d'enquête. En 2016, Eurojust a conclu de nouveaux accords de coopération et continué d'élargir son réseau de points de contact judiciaires au niveau mondial. Eurojust dispose de trois procureurs de liaison « in situ » à La Haye, détachés de Norvège, des États-Unis et de Suisse. Dans ce rapport, le procureur de

liaison suisse donne un aperçu du travail qu'elle réalise et décrit la valeur ajoutée de la coopération étroite avec Eurojust.

Un objectif important d'Eurojust est de se développer constamment en tant que centre d'expertise légale et judiciaire dans l'Union européenne. En 2016, Eurojust a publié, *inter alia*, les deux premières éditions du *Cybercrime Judicial Monitor*, un rapport sur les dossiers liés au mandat d'arrêt européen et des directives actualisées sur la prévention et le règlement des conflits de compétence à l'usage des praticiens et, à titre d'information, des institutions européennes.

Face à l'évolution des menaces de sécurité et compte tenu du cadre législatif d'Eurojust, nous avons pris des mesures importantes, en analysant nos structures organisationnelles et processus internes, en vue de rationaliser la mission centrale et les priorités stratégiques d'Eurojust afin de satisfaire les attentes des États membres dans un climat de contraintes budgétaires. L'année prochaine, nous déménagerons dans nos nouveaux locaux, franchissant ainsi une autre étape dans l'histoire d'Eurojust.

La valeur ajoutée d'Eurojust s'exprime dans la réponse immédiate apportée aux demandes d'assistance, dans l'aide à l'échange d'informations au-delà des frontières offerte en un temps minimal, dans le soutien à la levée des obstacles juridiques et pratiques dans les dossiers complexes, et dans l'appui et le financement des équipes communes d'enquête. Je suis convaincue que, de concert avec M. Klaus Meyer-Cabri, vice-président nouvellement élu, et M. Ladislav Hamran, vice-président réélu, ainsi que nos collègues du Collège et de l'Administration, Eurojust continuera d'asseoir son rôle en tant que facilitateur de la coopération et la coordination judiciaires en matière pénale et pourra réaliser son plein potentiel.

Michèle CONINSX
Présidente d'Eurojust

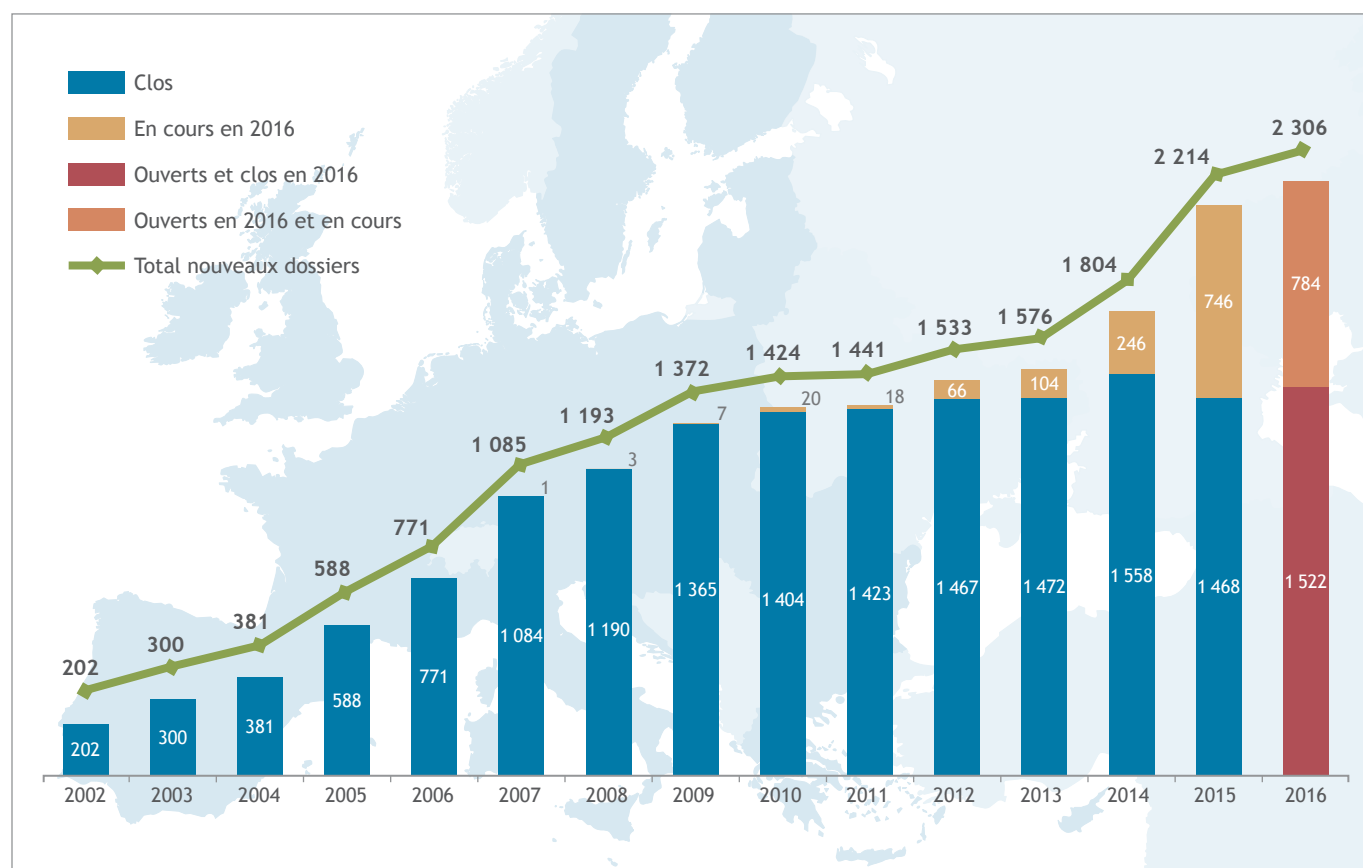




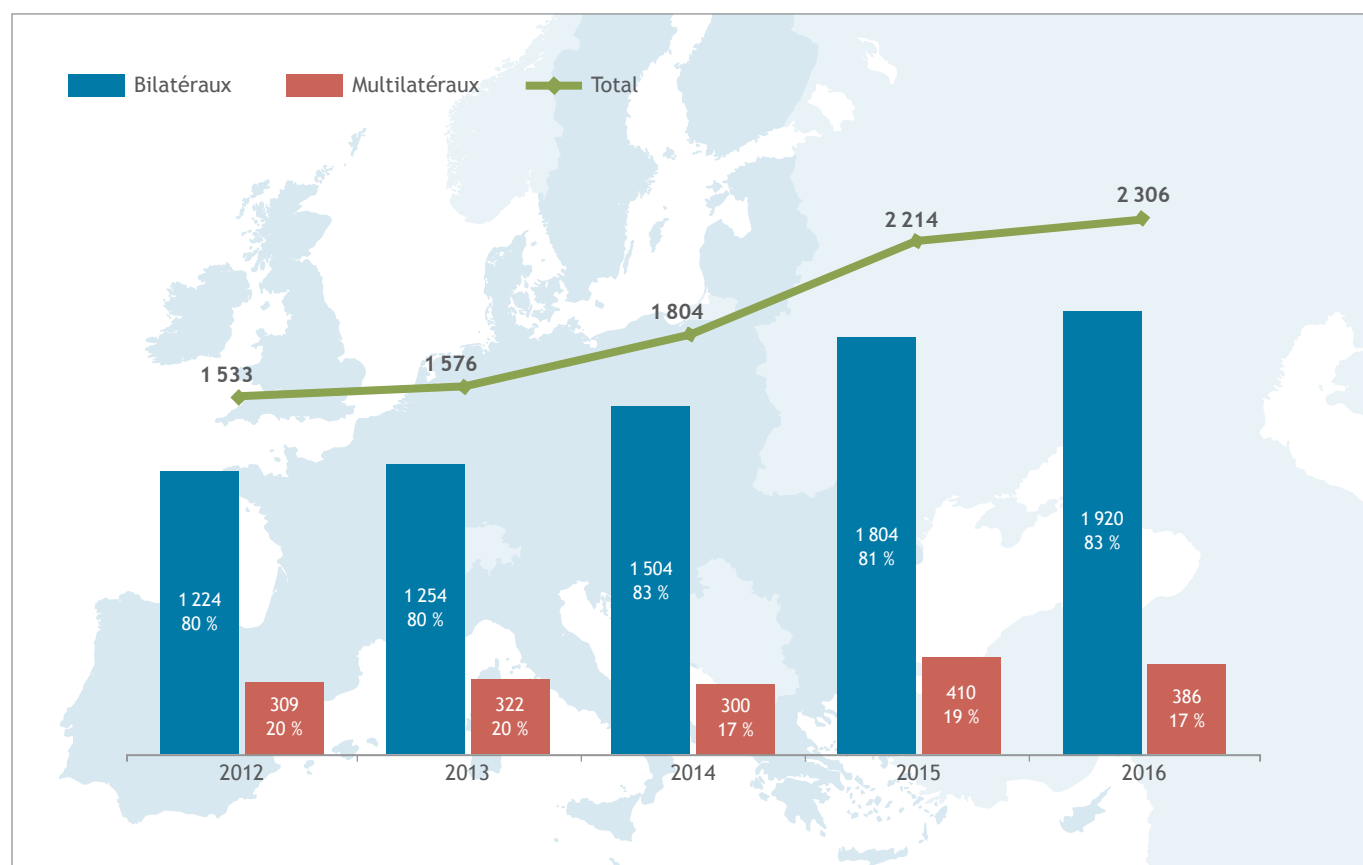
Résumé

- ▶ Le **nombre de dossiers** pour lesquels les États membres ont demandé l'assistance d'Eurojust dans le cadre de la lutte contre la grande criminalité transfrontalière a augmenté de 4 %, passant de 2 214 en 2015 à 2 306 en 2016. Les **États tiers** ont été impliqués dans 300 enquêtes.
- ▶ Le nombre de **dossiers** a augmenté dans les domaines du terrorisme, de l'IIS, de la TEH, de la fraude et du blanchiment.
- ▶ Le cycle de vie d'un dossier est décrit en détail, en insistant sur l'efficacité des **réunions de niveau II**, et illustré par des exemples de dossier.
- ▶ Eurojust a organisé 249 **réunions de coordination** impliquant 288 dossiers avec la participation d'Europol (87) et de l'OLAF (4), ainsi que 10 **centres de coordination**. Les **États tiers** ont été impliqués dans 50 réunions de coordination et 2 centres de coordination.
- ▶ Eurojust a soutenu 148 **ECE**, dont 69 nouvelles équipes, soit une augmentation de 23 % par rapport à 2015. Les **États tiers** ont été impliqués dans 14 ECE.
- ▶ Eurojust a soutenu financièrement 90 **ECE**, soit une augmentation de 32 % par rapport à 2015. Parmi celles-ci, 9 impliquaient des États tiers.
- ▶ Eurojust a offert son assistance dans l'**exécution de MAE** à 315 reprises.
- ▶ Le **Réseau judiciaire européen en matière de cybercriminalité** a été établi par une conclusion du Conseil adoptée le 9 juin 2016. Le réseau doit être soutenu par Eurojust.
- ▶ **Réunions** tenues :
 - réunion tactique sur le trafic de migrants, février
 - séminaire stratégique sur le thème des *clés du cyberspace*, juin
 - réunion commune du Forum consultatif, sous les présidences néerlandaise et slovaque, juin
 - réunion tactique sur le terrorisme, juin
 - séminaire EMPACT sur la COAB, juin
 - réunion tactique sur la *coopération judiciaire en matière pénale fiscale*, octobre
 - réunion de lancement de l'EJCN, novembre
- ▶ **Publications** d'Eurojust :
 - Publications *Terrorism Convictions Monitor* et analyses judiciaires *ad hoc*
 - Quatrième *rapport sur les combattants terroristes étrangers*
 - Résumé du troisième *rapport sur les combattants terroristes étrangers*
 - *Manuel CBRN-E*
 - Publications *Cybercrime Judicial Monitor* et analyses judiciaires *ad hoc*
 - Analyse de la jurisprudence nationale sur le trafic de migrants (ES, FR et IT)
 - Rapport Eurojust-EMCDDA, *New psychoactive substances in Europe: legislation and prosecution – current challenges and solutions*
 - Lignes directrices pour décider à *quelle juridiction confier les poursuites*
- ▶ Eurojust dispose de trois **procureurs de liaison**, détachés de Norvège, des États-Unis et de Suisse. Ce rapport met en avant le travail du procureur de liaison suisse.
- ▶ Eurojust a signé des **accords de coopération** avec le Monténégro et l'Ukraine, ainsi qu'un **protocole d'accord** avec l'EUIPO. L'accord avec la République de Moldavie est entré en vigueur le 21 octobre.
- ▶ Eurojust a étendu son **réseau mondial de points de contact judiciaires dans les États tiers** à un total de 41 États tiers.
- ▶ Pour améliorer la coopération judiciaire, Eurojust s'est penchée sur les difficultés juridiques et pratiques associées à l'**interception des télécommunications**, aux **dossiers de fraude fiscale** et au **mandat d'arrêt européen**. Eurojust a en outre publié une nouvelle version de ses lignes directrices sur les conflits de compétence.
- ▶ Le Collège a adopté une **nouvelle structure organisationnelle** pour l'Administration.
- ▶ En 2016, **Eurojust** a bénéficié d'un **budget** de 43 539 millions d'euros. L'exécution du budget a atteint 99,89 %.

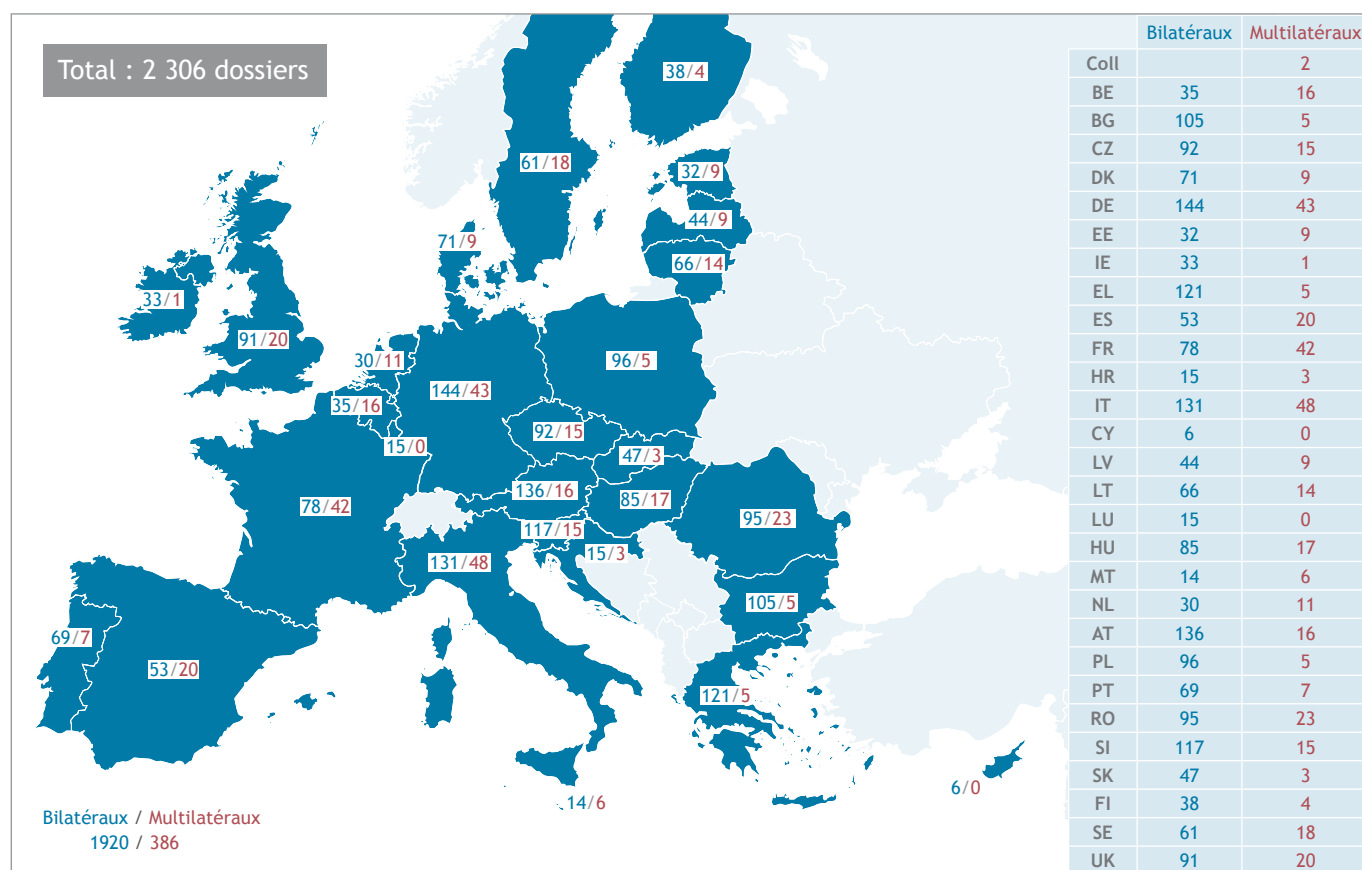
Dossiers 2002 – 2016



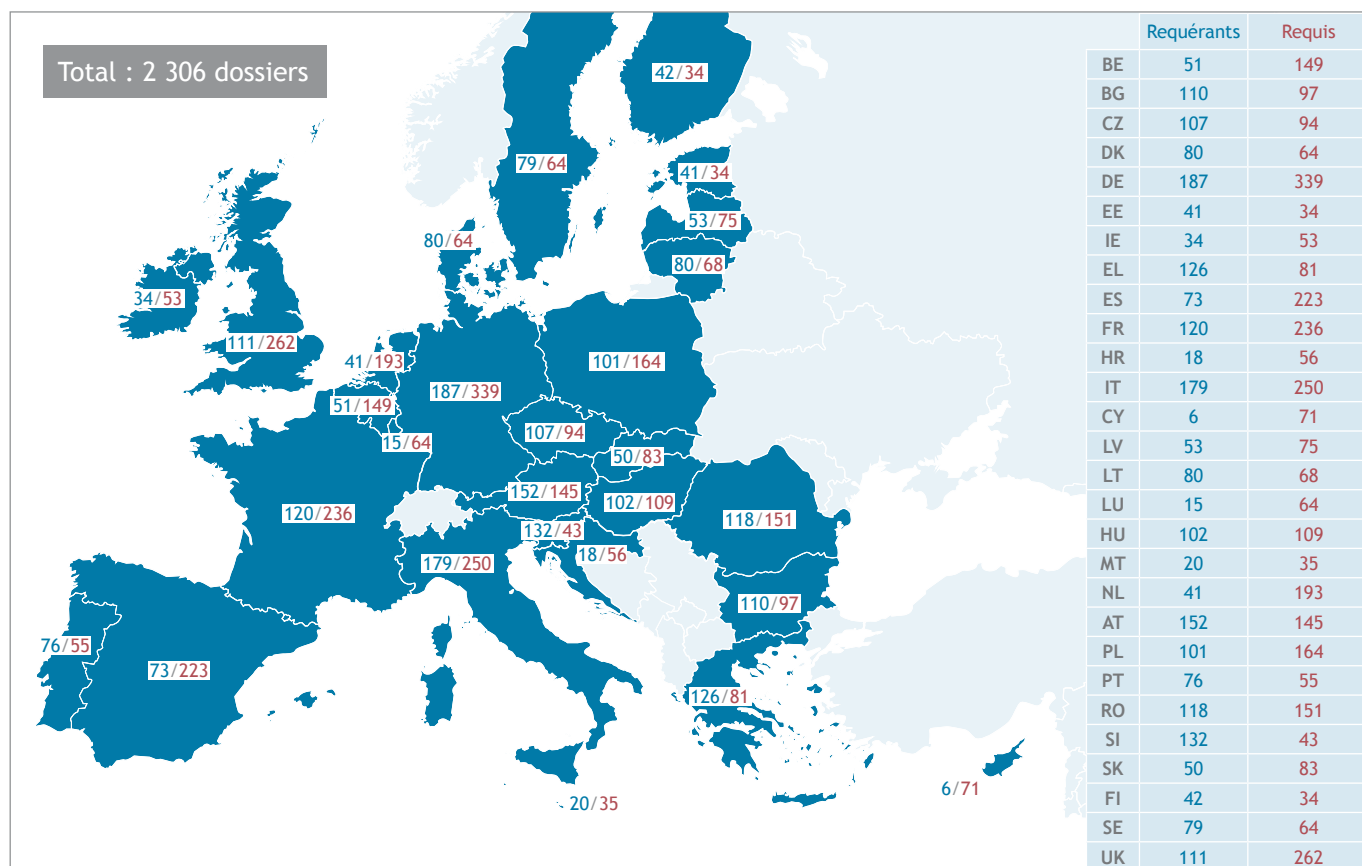
Dossiers bilatéraux/multilatéraux 2012 – 2016



Dossiers bilatéraux/multilatéraux



États membres requérants/requis





Eurojust au travail

Quoi ? Eurojust est l'agence de coopération judiciaire de l'Union européenne. Créée en 2002, elle a pour mission de stimuler et d'améliorer la coordination des enquêtes et des poursuites ainsi que la coopération entre les autorités judiciaires compétentes des États membres en matière de grande criminalité transfrontalière, particulièrement lorsque celle-ci est organisée.

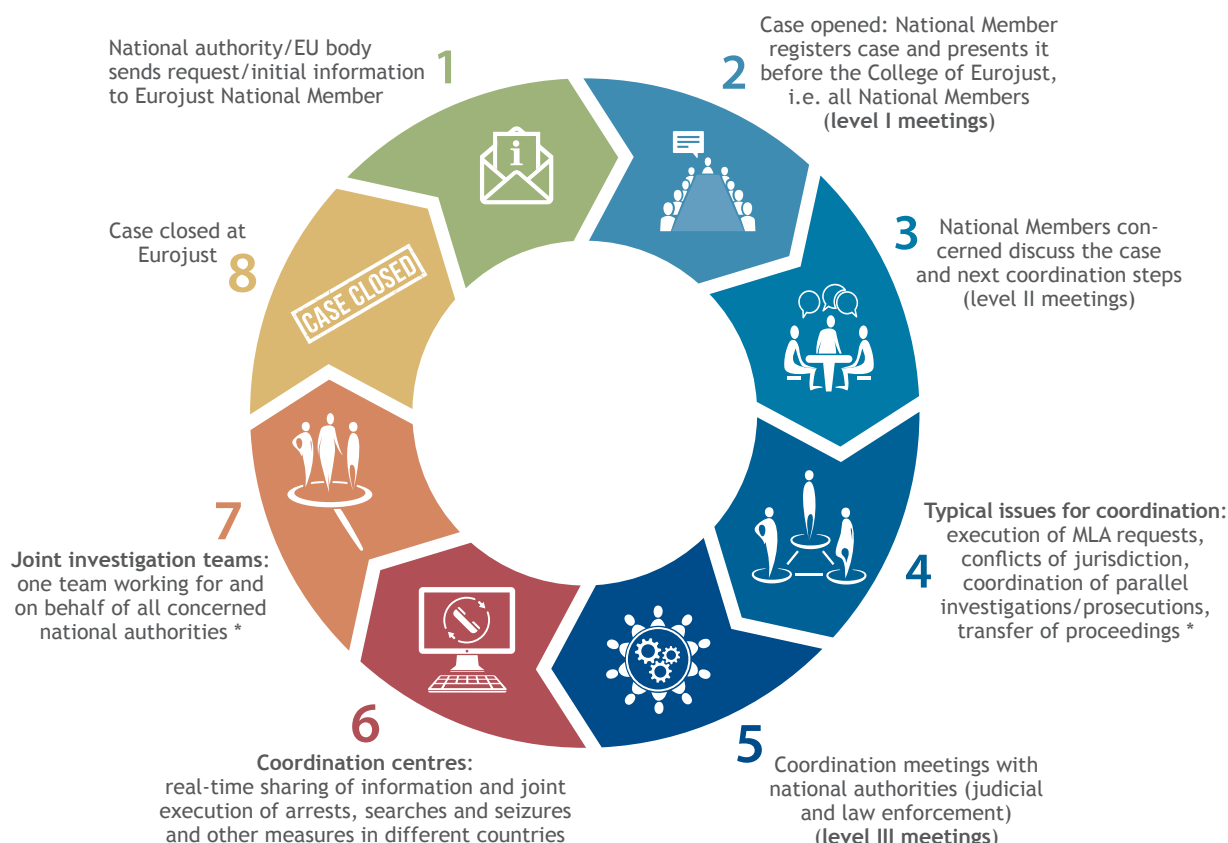
À la requête d'un État membre, Eurojust peut également apporter son soutien à des enquêtes et des poursuites concernant un État membre en particulier et un État non membre si un accord de coopération a été conclu entre ce dernier et Eurojust, ou si une telle assistance présente un intérêt essentiel.

À la requête d'un État membre ou de la Commission, Eurojust peut aussi apporter son soutien aux enquêtes ou poursuites concernant uniquement cet État.

Qui ? Le Collège d'Eurojust compte 28 membres nationaux, qui sont des procureurs et des juges détachés par chaque État membre. Les membres nationaux sont basés au siège d'Eurojust à La Haye. La plupart des membres nationaux sont assistés dans leurs fonctions par un adjoint et/ou un assistant. De plus, des procureurs de liaison venant de Norvège, de Suisse et des États-Unis sont actuellement en poste à Eurojust.

Comment ? Les rôles et pouvoirs fondamentaux d'Eurojust impliquent de répondre aux demandes d'assistance émanant des autorités nationales compétentes des États membres. En contrepartie, Eurojust peut demander aux États membres de lancer une enquête ou des poursuites sur des faits précis. Les membres nationaux d'Eurojust exercent leur mandat dans l'objectif de coordonner le travail des autorités nationales à chaque étape de l'enquête ou des poursuites. Eurojust dirige ses réunions sur les dossiers selon trois niveaux (voir sections 1.2 et 1.3).

Eurojust case cycle



* May also occur at different stages of the cycle

1.1 Réunions de niveau II d'Eurojust

La coopération, la coordination et l'échange d'informations sont au cœur du travail d'Eurojust. Une communication efficace et rapide, notamment entre les bureaux nationaux faisant le lien avec les autorités nationales, constitue la pierre angulaire des activités d'Eurojust. Sur proposition du membre national auprès duquel les autorités nationales ont demandé l'assistance d'Eurojust, le Collège d'Eurojust décide lors de réunions opérationnelles – ou **réunions de niveau I** – de l'enregistrement des dossiers, ainsi que de leur clôture lorsque l'objectif poursuivi par l'engagement d'Eurojust a été atteint.

Dès qu'un dossier est accepté par Eurojust et enregistré, les bureaux nationaux concernés peuvent convoquer, le cas échéant, une réunion de niveau II pour assurer la coordination du dossier. Les **réunions de niveau II** se tiennent entre les membres nationaux et, s'ils sont concernés, les procureurs de liaison détachés auprès d'Eurojust. Ces réunions peuvent être organisées dans un délai très court. Une telle flexibilité est très précieuse dans des situations d'urgence

nécessitant une réponse rapide. Le bureau national qui a ouvert le dossier explique celui-ci en détail et décrit les enjeux juridiques et/ou pratiques de la coopération judiciaire, ainsi que le soutien requis de la part des autres États concernés. Une réunion de niveau II peut parfaitement suffire pour répondre aux besoins du dossier.

Les réunions de niveau II constituent une condition préalable à la tenue de réunions de niveau III, également appelées réunions de coordination (*voir* section 1.2), marquant la transition d'un travail interne vers un travail externe. Si le bureau national souhaite organiser une réunion de coordination, la réunion de niveau II sert à évaluer le bien-fondé, la finalité et les objectifs de la réunion de coordination. Les réunions de niveau II permettent également de s'entendre sur les modalités, la participation externe, les obligations de confidentialité et de déclaration et les questions de sécurité connexes, ainsi que sur l'utilisation de la vidéoconférence. Par ailleurs, les participants à une réunion de niveau II peuvent évaluer la nécessité de faire

Problème de conflits de compétence dans un dossier d'IIS résolues lors d'une réunion de niveau II

Suite au décès tragique de quelque 300 migrants en mer Méditerranée en juin 2016, les autorités italiennes ont ouvert une enquête criminelle sur les circonstances du naufrage ayant entraîné la perte de vies humaines. L'enquête a montré que les migrants ont été repérés par les autorités grecques alors qu'ils tentaient d'atteindre la côte italienne à bord d'une embarcation en bois surchargée et qu'un pétrolier norvégien naviguant à proximité du bateau a été appelé au secours par les migrants. L'embarcation a chaviré avant que les migrants aient pu monter à bord du navire. En raison des conditions de mer forte, le bateau des migrants a heurté la coque du pétrolier à plusieurs reprises et a coulé.

Ce dossier présentait plusieurs problèmes de compétence qui avaient un impact sur les opérations des autorités italiennes. Le naufrage s'était produit en haute mer, c'est-à-dire en dehors de la juridiction des autorités italiennes. Le pétrolier battait pavillon de la Norvège et son capitaine était de nationalité espagnole. Sur la base de ces éléments, la Norvège et l'Espagne avaient un intérêt dans l'affaire.

Contrairement aux dossiers précédents auxquels Eurojust avait apporté son assistance afin de déterminer la juridiction la mieux placée pour mener l'enquête et les poursuites judiciaires, cette affaire avait ceci de particulier qu'elle pouvait comporter un éventuel conflit négatif de compétence. La juridiction italienne était exclue pour les raisons susmentionnées et il n'était pas possible d'établir clairement la prévalence de la Norvège ou de l'Espagne. Le risque était présent qu'aucune des juridictions concernées par l'affaire ne prévale.

Pour éviter tout conflit de compétence, Eurojust a été invitée à aider à déterminer la juridiction la mieux placée pour enquêter et engager des poursuites pénales dans cette affaire. Lors d'une réunion de niveau II organisée par le membre national italien en juin, le membre national espagnol et le procureur de liaison norvégien sont parvenus à un consensus sur les questions de compétence en jeu et ont convenu de présenter une solution privilégiée à leurs autorités nationales respectives. Grâce aux efforts de coordination d'Eurojust, les autorités norvégiennes, soit l'État du pavillon, ont accepté d'exercer la compétence première dans cette affaire, conformément à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (Montego Bay), assurant ainsi une stratégie conjointe et une approche commune dans le cadre des procédures pénales.

appel à l'analyse et à l'éventuelle contribution d'Europol ou de mettre en place et d'exploiter une ECE. Le coût des réunions de coordination étant élevé, les réunions de niveau II garantissent que celles-ci n'ont lieu que dans la me-

sure où elles apportent une plus-value dans la résolution des problèmes de coopération judiciaire en cours. De plus, certaines réunions de coordination peuvent concerner plusieurs dossiers.

1.2 Réunions de coordination d'Eurojust

L'objectif d'une réunion de coordination, également appelée **réunion de niveau III**, est d'encourager et d'obtenir un accord entre les autorités nationales quant à leur coopération et/ou la coordination des enquêtes et des poursuites au niveau national, tout en prenant en considération les difficultés légales et pratiques dues aux différences entre les 30 systèmes judiciaires existants au sein de l'Union européenne.

Les réunions de coordination constituent un outil opérationnel fréquemment utilisé. Eurojust organise en moyenne une réunion de coordination par jour ouvrable, soit un total de 249 réunions en 2016, parmi lesquelles 31 se sont tenues en dehors des locaux d'Eurojust, soit dans des États membres (par exemple, en Grèce, en République tchèque et en Slovaquie), soit dans des États tiers (Bosnie-Herzégovine et Suisse). Les dossiers traités couvraient presque tous les domaines majeurs de la grande criminalité transfrontalière, les types d'infractions les plus fréquents étant le blanchiment, la fraude et le trafic de drogues. Au cours de ces 249 réunions de coordination, 288 dossiers ont été traités. En 2016, Eurojust a accueilli sa plus importante réunion de coordination, qui rassemblait 93 participants venant de 23 États membres et d'Europol.

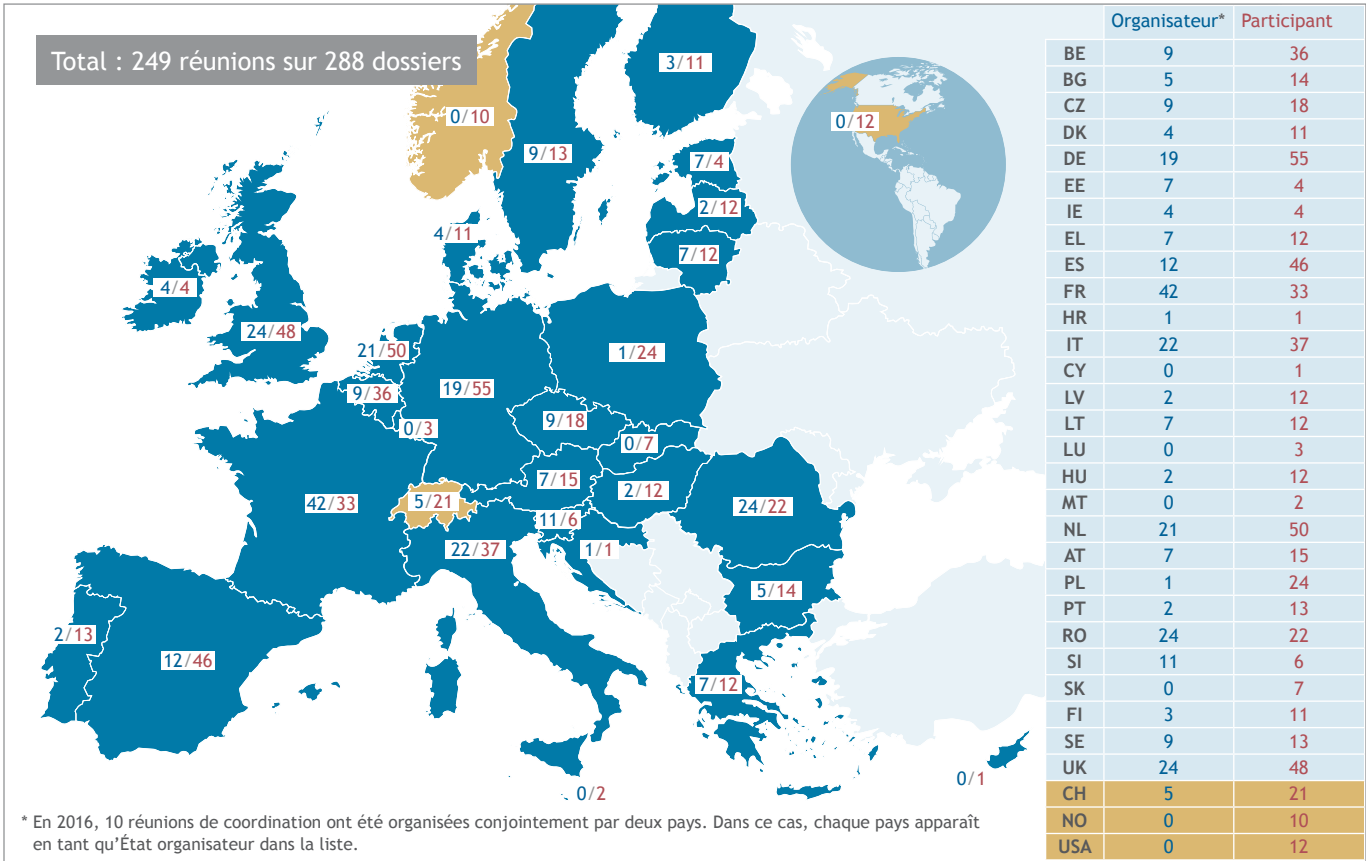
Ces réunions se tiennent en présence de participants extérieurs, à savoir les forces de l'ordre et les autorités judiciaires nationales des États membres. En outre, des représentants des États tiers, ainsi que des représentants de partenaires de coopération (notamment Europol et l'OLAF) et d'organisations internationales (par ex. INTERPOL), peuvent y être invités.

Les réunions de coordination prévoient également un service essentiel d'interprétation simultanée, de sorte que les participants communiquent directement avec leurs interlocuteurs et présentent dans leur propre langue les problèmes de coordination judiciaire liés aux enquêtes et aux poursuites.

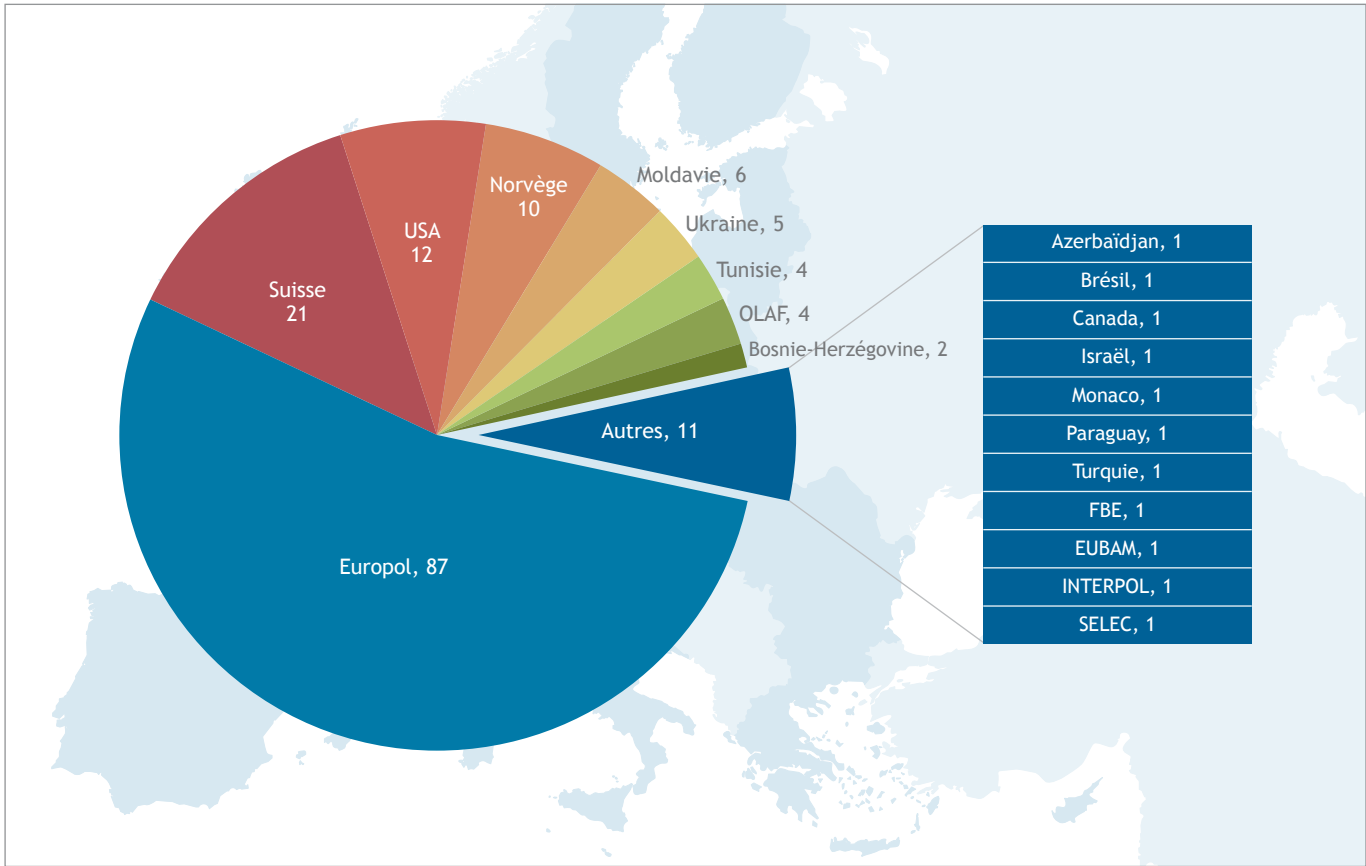
Lors des réunions de coordination, tout est mis en œuvre pour faciliter l'échange d'informations, identifier et mettre en place les moyens et méthodes requis pour soutenir l'exécution des demandes d'entraide judiciaire ou des mesures coercitives (par exemple, mandats de perquisition et mandats d'arrêt), simplifier la création et le fonctionnement des ECE (le cas échéant), coordonner les enquêtes et les poursuites en cours et détecter, prévenir ou résoudre les conflits de compétence, les questions en rapport avec le principe *ne bis in idem* ou d'autres problèmes juridiques et de recueil de preuves.



Réunions de coordination



États tiers, partenaires de coopération et organisations internationales impliquées dans les réunions de coordination



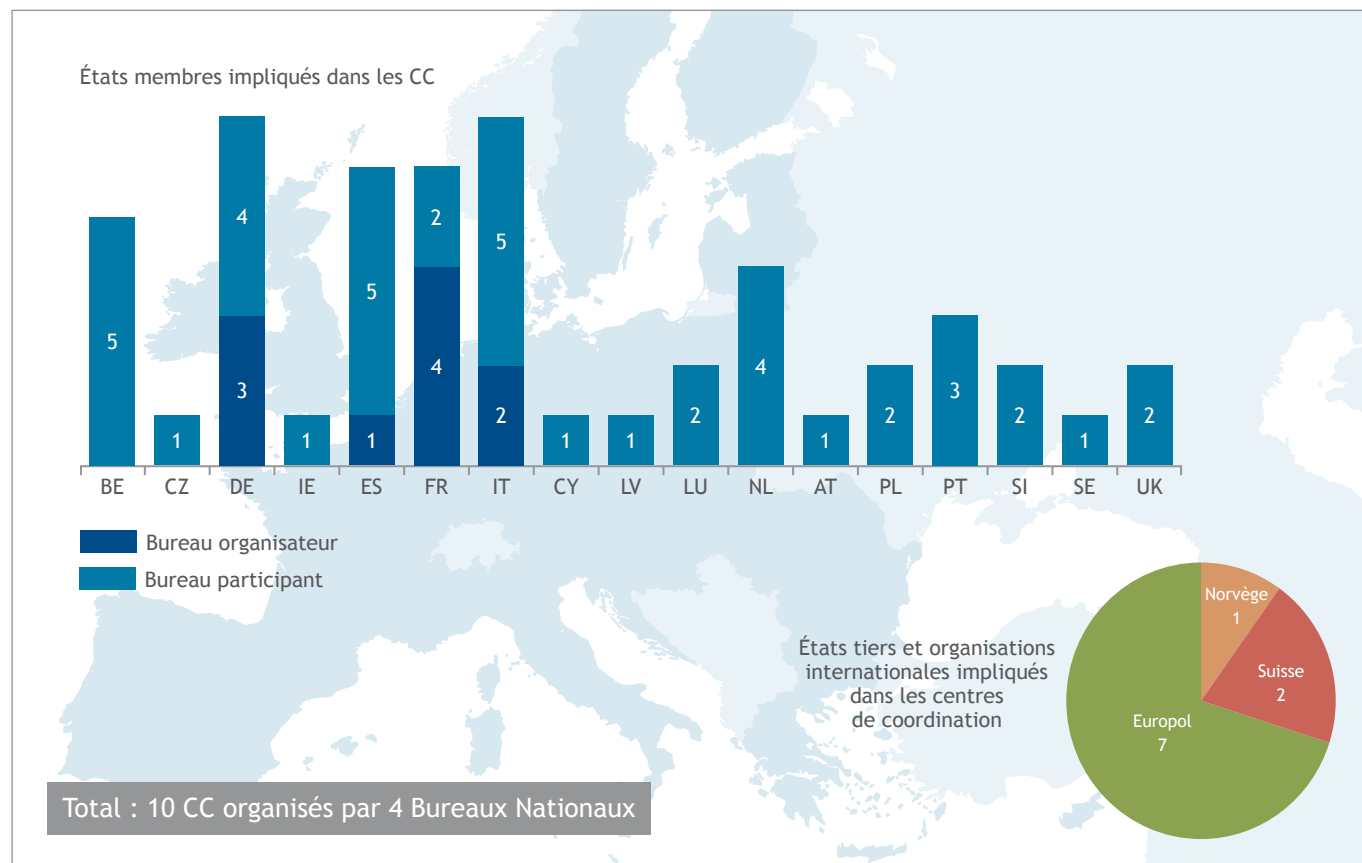
1.3 Centres de coordination d'Eurojust

Dans le cas où des affaires complexes requièrent un échange d'informations en temps réel et des opérations multilatérales de grande envergure (par ex. l'exécution de plusieurs mandats d'arrêt dans des pays différents), il arrive qu'Eurojust apporte son soutien aux autorités nationales concernées en mettant en place un centre de coordination dans ses locaux. Conçus pour servir de plateforme centrale, les centres de coordination permettent d'échanger des informations en temps réel et de coordonner l'exécution conjointe des mesures judiciaires et policières dans les différents pays (saisies, arrestations, perquisitions de domiciles ou de locaux d'entreprises, décisions de gel des avoirs et auditions de témoins).

Grâce aux centres de coordination, toutes les autorités participantes sont reliées à tout moment par des lignes téléphoniques et des ordinateurs spécialisés, et la transmission des informations s'effectue rapidement entre ces autorités par l'intermédiaire d'Eurojust. L'exécution conjointe des mesures est soumise à une surveillance et à une coordination constantes en vue d'anticiper et de lever tout obstacle opérationnel ou judiciaire qui pourrait affecter le succès des opérations.



Centres de coordination



En outre, préalablement à la création d'un centre de coordination, Eurojust remet généralement aux autorités participantes une synthèse des informations pertinentes sur toutes les cibles faisant l'objet des opérations conjointes, notamment leurs numéros de téléphone, emplacements et comptes bancaires, le cas échéant.

Parmi les dix centres de coordination organisés en 2016, sept portaient principalement sur des délits financiers (par ex. fraude et blanchiment d'argent). À quatre reprises, les centres de coordination ont suivi des dossiers pour lesquels une ECE avait été mise en place.

1.4 Eurojust et les équipes communes d'enquête

Eurojust joue un rôle déterminant dans ce domaine, tant en soutenant les ECE qu'en conseillant les praticiens en tant que centre d'expertise légale et judiciaire. En 2016, Eurojust a offert son soutien à 148 ECE, dont 69 nouvellement créées. Suite à l'entrée en vigueur en Italie en mars 2016 de la législation appliquant la décision-cadre 2002/465/JAI du Conseil, Eurojust a assisté les autorités nationales dans huit nouvelles ECE impliquant l'Italie. Eurojust a également soutenu 14 ECE impliquant des États tiers (Bosnie-Herzégovine (2), Moldavie (2), Norvège (3), Serbie (3), Suisse (2), États-Unis (1) et Ukraine, Australie et Malaisie (participation conjointe dans 1 ECE)), parmi lesquelles trois ont été mises sur pied en 2016.

Dans le contexte de l'afflux de migrants sans précédent sur le territoire de l'Union européenne, et face à l'implication croissante des OC dans les filières d'immigration clandestine liées à cette crise, Eurojust a organisé des discussions avec les praticiens afin, d'identifier les problèmes pratiques et juridiques, de partager les bonnes pratiques et de renforcer l'utilisation des ECE. Onze ECE étaient relatives au trafic de migrants (IIS), dont cinq nouvellement créées et une impliquant la Serbie.

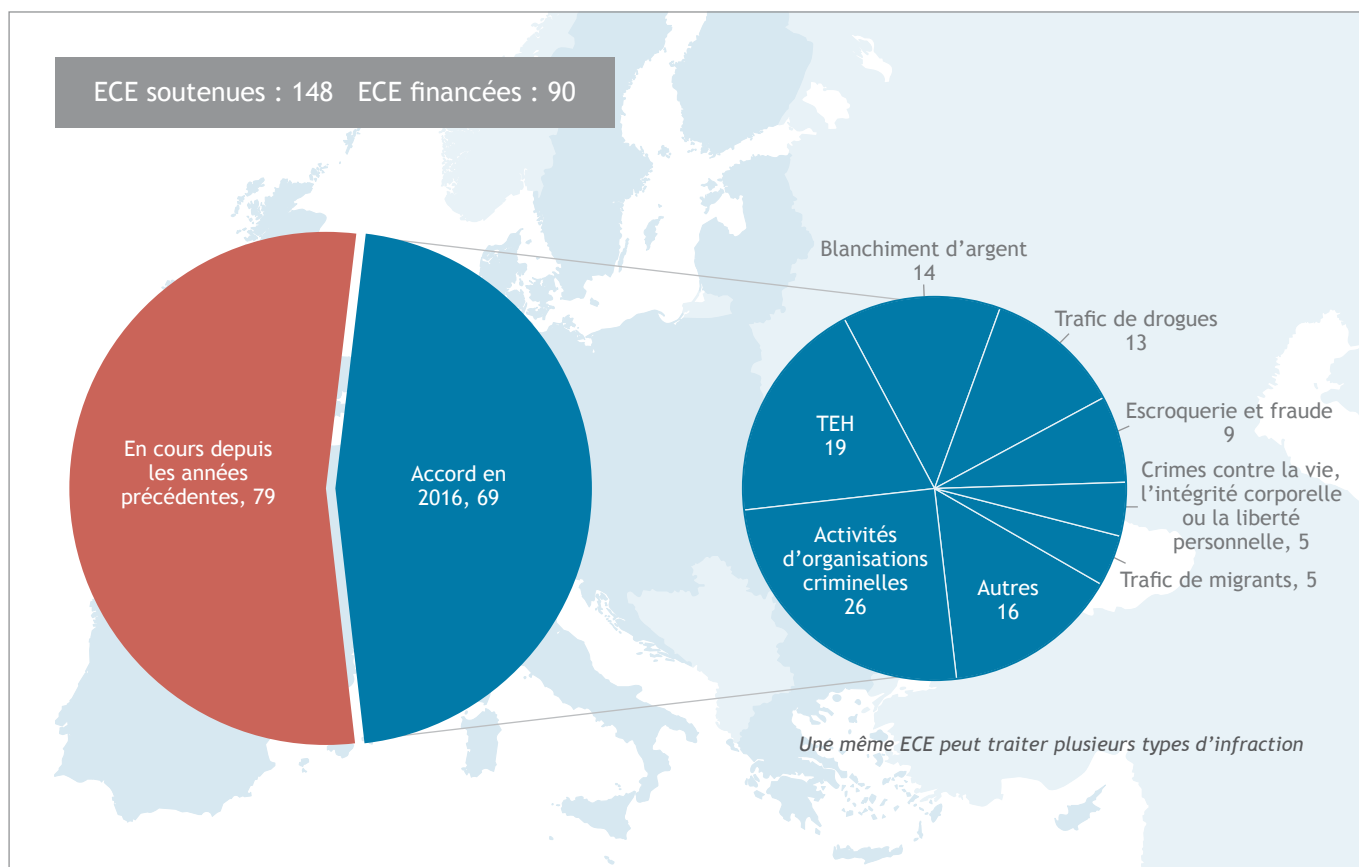
La réunion tactique sur les défis judiciaires posés par le trafic de migrants et la 12^e réunion annuelle des experts ECE ont permis d'aborder les enjeux et les opportunités suscités par les ECE dans les dossiers d'IIS, et d'évoquer une possible stratégie pour permettre aux praticiens de lancer des enquêtes transfrontalières et d'utiliser de façon plus proactive les ECE afin de démanteler les réseaux de passeurs. La plus-value que représente l'engagement des États tiers a également été soulignée. Pour faciliter leur participation, Eurojust et le Réseau ECE ont développé un outil permettant à chaque État tiers d'identifier la base juridique applicable pour l'établissement d'une ECE et de connaître l'expérience pratique du pays concerné dans ce domaine. Présenté à l'occasion de la réunion annuelle, l'outil est disponible via l'espace à accès restreint du Réseau ECE et fait l'objet de mises à jour régulières.

L'évaluation des ECE a permis d'obtenir un retour d'informations sur les avantages de telles équipes pour les États tiers. L'ECE formée par la Bosnie-Herzégovine et la France dans le cadre d'un dossier de TEH (voir [Rapport annuel 2015 d'Eurojust](#), p. 51) illustre la valeur des équipes communes d'enquête. Cette ECE s'est avérée être la méthode la plus efficace possible pour répondre adéquatement à la mobilité des membres de l'organisation criminelle, mener des opérations coordonnées dans un délai court et adopter facilement une approche conjointe de soutien aux victimes.

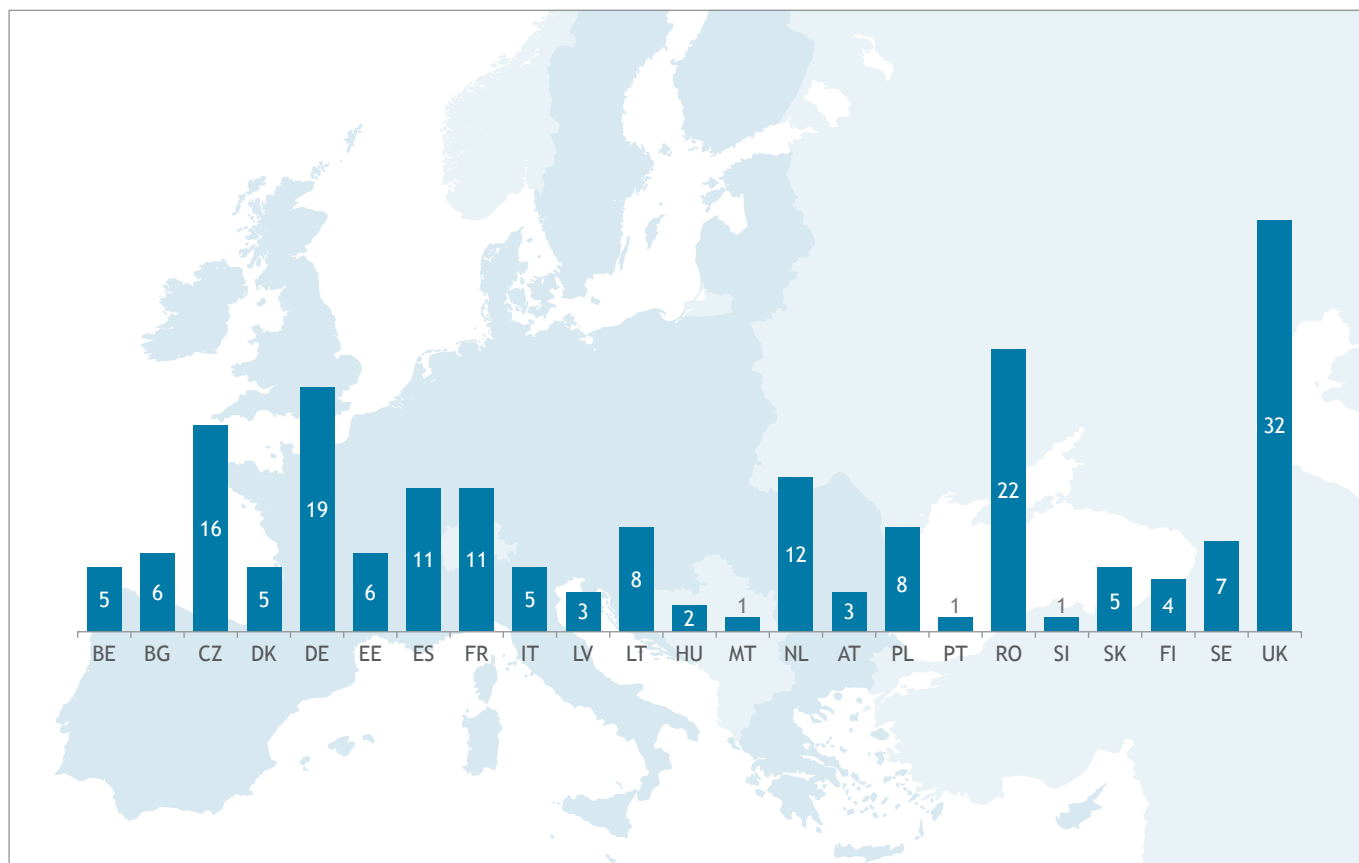
En 2016, l'ECE relative à l'accident tragique du vol MH17 le 17 juillet 2014 et constituée par les Pays-Bas, la Belgique, l'Ukraine, l'Australie et la Malaisie (voir [Rapport annuel 2014 d'Eurojust](#), p. 22) a franchi une étape décisive avec la présentation des premiers résultats de l'enquête. Le dossier a tiré parti de la flexibilité et de la rapidité de l'échange d'informations, favorisées par l'ECE. Dans une enquête aussi médiatisée et complexe (et dont il est difficile de prévoir

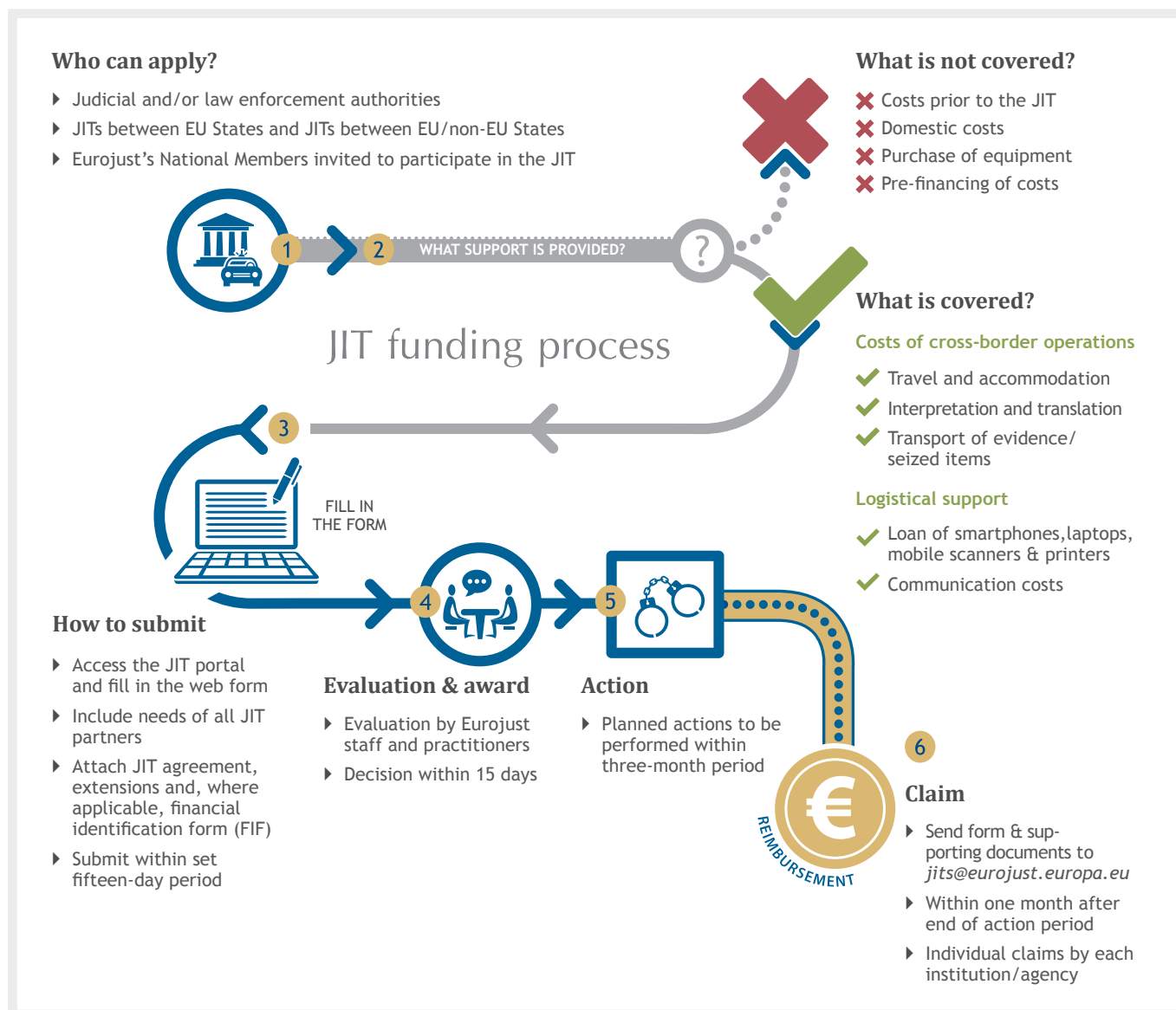


ECE soutenues par Eurojust, y compris les principales infractions



Financement des ECE par État membre





la direction), le recours à l'entraide judiciaire serait extrêmement lourd et peu pratique. Sur place, l'ECE a facilité la participation de membres détachés (des officiers néerlandais et australiens), lesquels ont contribué à l'audition de témoins en Ukraine et à l'analyse des preuves, pour la plupart également situées sur le sol ukrainien. Le climat de confiance instauré par l'ECE a favorisé une approche commune à l'égard des victimes, coordonnée par les autorités néerlandaises. Après la phase de lancement, l'ECE a fonctionné de manière indépendante en bénéficiant du financement d'Eurojust, ce qui a simplifié la tenue de réunions et la communication avec les autorités ukrainiennes.

L'élargissement des ECE aux États tiers a été pris en compte lors de la révision des outils pratiques élaborés pour soutenir l'utilisation des ECE par les praticiens : l'[Accord-type sur les ECE](#) et le [Guide pratique des ECE](#). Le nouvel accord-type n'est plus uniquement fondé sur les instruments légaux de l'Union européenne. Il intègre d'autres fondements juridiques pour les ECE qui ne manqueront pas de faciliter la

mise en place de telles équipes avec la participation d'États tiers. Il contribuera à accélérer la rédaction d'accords futurs. Le Guide pratique des ECE a quant à lui été conçu pour faciliter l'accès des praticiens aux ECE, en particulier ceux issus d'États tiers.

Soutien financier d'Eurojust aux opérations des ECE

L'utilisation croissante des ECE se traduit par l'augmentation du nombre de demandes de financement reçues par Eurojust : 180 demandes de financement ont été traitées par le Secrétariat du Réseau ECE (144 en 2015). Le nombre de demandes émanant d'ECE impliquant des États tiers (18) suit cette tendance à la hausse (13 demandes en 2015) Quinze subventions ont été octroyées, finançant neuf ECE impliquant la Serbie (2), la Suisse (2), la Norvège (2), la Moldavie (1), la Bosnie-Herzégovine (1) et l'Ukraine, l'Australie et la Malaisie (participation

conjointe dans 1 ECE). Au total, 90 ECE (68 en 2015) ont bénéficié d'un soutien financier. Parmi celles-ci, 58 ont été financées pour la première fois au cours de l'année.

Les processus de financement ont été révisés pour plus d'efficacité et une meilleure prise en compte des besoins opérationnels. Les mesures suivantes ont été mises en œuvre :

- ▶ introduction d'une nouvelle catégorie de coûts (transfert transfrontalier de preuves/objets saisis) ;
- ▶ extension du support financier aux personnes qui contribuent aux activités opérationnelles transfrontalières de l'ECE sans être désignées formellement comme membres (par ex. interprètes, experts légistes, etc.) ;

▶ introduction de coûts unitaires pour une catégorie (frais de déplacement et d'hébergement) pour accélérer le remboursement ;

▶ implémentation de crédits dissociés inscrits au budget pour pouvoir utiliser et réutiliser les fonds libérés avec plus de flexibilité ; et

▶ simplification des documents justificatifs pour le remboursement.

Pour guider les praticiens des ECE tout au long du processus de financement, une [présentation graphique](#) et un [guide de financement des ECE](#) (traduit dans la plupart des langues officielles de l'UE) sont disponibles sur notre site web.

Participation de la Serbie dans une ECE luttant contre la contrefaçon de monnaie

Une enquête tchèque sur la contrefaçon de billets en dollars américains et en euros a permis de découvrir une OC composée essentiellement de citoyens serbes, également impliqués dans un trafic de drogues. L'OC proposait à la vente de grandes quantités de faux billets, principalement à Prague. Les enquêteurs ont pu localiser une imprimerie près de Belgrade, en Serbie. L'organisateur principal était soupçonné d'avoir servi d'intermédiaire entre des malfaiteurs dans d'autres États membres. L'OC se servait de compartiments secrets dans des camions pour transporter les faux billets. Ces derniers étaient proposés à 15-20 % de leur valeur nominale aux clients réguliers et à 30 % aux autres.

Une coopération policière intensive a été mise en place dès décembre 2014 entre la République tchèque, la Hongrie, l'Autriche, la Serbie et Europol. Europol a confirmé que des faux billets portant les mêmes numéros de série avaient été signalés non seulement en République tchèque, mais aussi en Autriche, en Hongrie, en Allemagne, en République slovaque, en Slovénie, en Roumanie, en Croatie et en Lettonie, ainsi qu'aux États-Unis. Tous les billets contrefaits saisis étaient de très bonne qualité.

Au début de 2015, Eurojust a été sollicitée afin de faciliter la coopération entre les autorités nationales tchèques, autrichiennes, hongroises, serbes et slovaques, et de fournir son assistance à la création d'une ECE. À la suite d'une réunion de coordination en mars, les délégations tchèque et serbe ont accepté d'établir une ECE et de soumettre une demande de financement par Eurojust. Dans la mesure où aucune enquête n'avait débuté en République slovaque et en Hongrie, et où les autorités autrichiennes n'en étaient qu'au tout début de leur enquête, ces États membres n'ont pas rejoint l'ECE, mais ont toutefois offert leur soutien. Sur la base d'une demande d'entraide judiciaire, la Hongrie a collaboré avec les autorités tchèques pour mener une opération secrète au cours de laquelle un agent infiltré a acheté des dollars contrefaits à l'un des suspects en Hongrie.

Eurojust a joué un rôle important pour établir les contacts entre les autorités tchèques et serbes et créer un climat de confiance entre celles-ci. Au départ, les parties ont adopté une approche prudente, démontrant une certaine lenteur dans l'échange des informations. Les réunions de l'ECE et une deuxième réunion de coordination ont toutefois contribué à améliorer rapidement la relation entre les autorités nationales et assuré le succès de la coopération au sein de l'ECE. Un agent de liaison de la police tchèque a participé activement à toutes les réunions et aidé à surmonter les obstacles linguistiques. Le cadre de travail offert par l'ECE a facilité les efforts des deux parties, en particulier lors de l'échange des preuves et de la vérification de leur recevabilité. Les preuves recueillies en Serbie, notamment les résultats d'une perquisition à domicile et des données dactyloscopiques, ont été transmises rapidement aux autorités tchèques.

En dépit de la bonne collaboration, les parties ont été confrontées à plusieurs obstacles juridiques concernant la recevabilité des preuves. Ainsi, la provocation policière étant illégale en République tchèque, le tribunal tchèque s'est d'abord montré prudent par rapport au dossier de police sur les activités de l'agent infiltré. Il a finalement considéré la preuve recevable, de même que les enregistrements de la surveillance de suspects en Serbie, échangés dans le cadre de l'ECE.

Autre problème soulevé : l'une des personnes arrêtées en Serbie devait être entendue comme témoin en République tchèque, alors qu'elle était considérée comme suspect en Serbie. Le fait que la personne avait finalement été entendue en tant que suspect a créé un obstacle juridique, et le témoignage a été déclaré irrecevable par le tribunal. Heureusement, suffisamment d'autres preuves étaient disponibles pour obtenir une condamnation.

En septembre 2015, deux suspects ont été arrêtés et 130 000 dollars américains en billets contrefaits ont été saisis en République tchèque. En Serbie, sept autres personnes ont été arrêtées et une maison a été perquisitionnée. On y a découvert une imprimerie entièrement équipée qui abritait 33 000 dollars américains en billets contrefaits prêts à être distribués, d'autres billets de banque en préparation et tout le matériel indispensable à la contrefaçon. Les deux suspects arrêtés en République tchèque ont été traduits en justice. En septembre 2016, chacun a été condamné à 8 ans et demi de réclusion. Fin 2016, aucun jugement définitif n'avait encore été rendu en République tchèque. En Serbie, l'affaire contre certains membres de l'OC avait atteint le stade du procès.

1.5 Gestion des informations au sein d'Eurojust

Eurojust s'est efforcée d'augmenter les fonctionnalités et l'opérabilité du CMS. Cette base de données interne conçue pour le stockage et le traitement des données d'enquêtes facilite le contrôle de conformité des règles de protection des données.

Deux mises à niveau du CMS ont été publiées : l'une pour accélérer le traitement des données et l'autre pour mettre en place un système de gestion de la messagerie électronique qui permette aux utilisateurs d'importer ou de lier de grandes quantités d'e-mails à partir des boîtes de messagerie CMS partagées des bureaux nationaux vers le CMS.

Eurojust a contrôlé le flux des notifications visées à l'article 13(5) à (7) de la décision Eurojust et reçues des États membres. Après consultation des correspondants nationaux d'Eurojust, le Collège a approuvé une version améliorée du formulaire lié à l'article 13. Ce dernier a été réorganisé pour en faciliter l'usage par les États membres. Il est en outre directement importable dans le CMS.

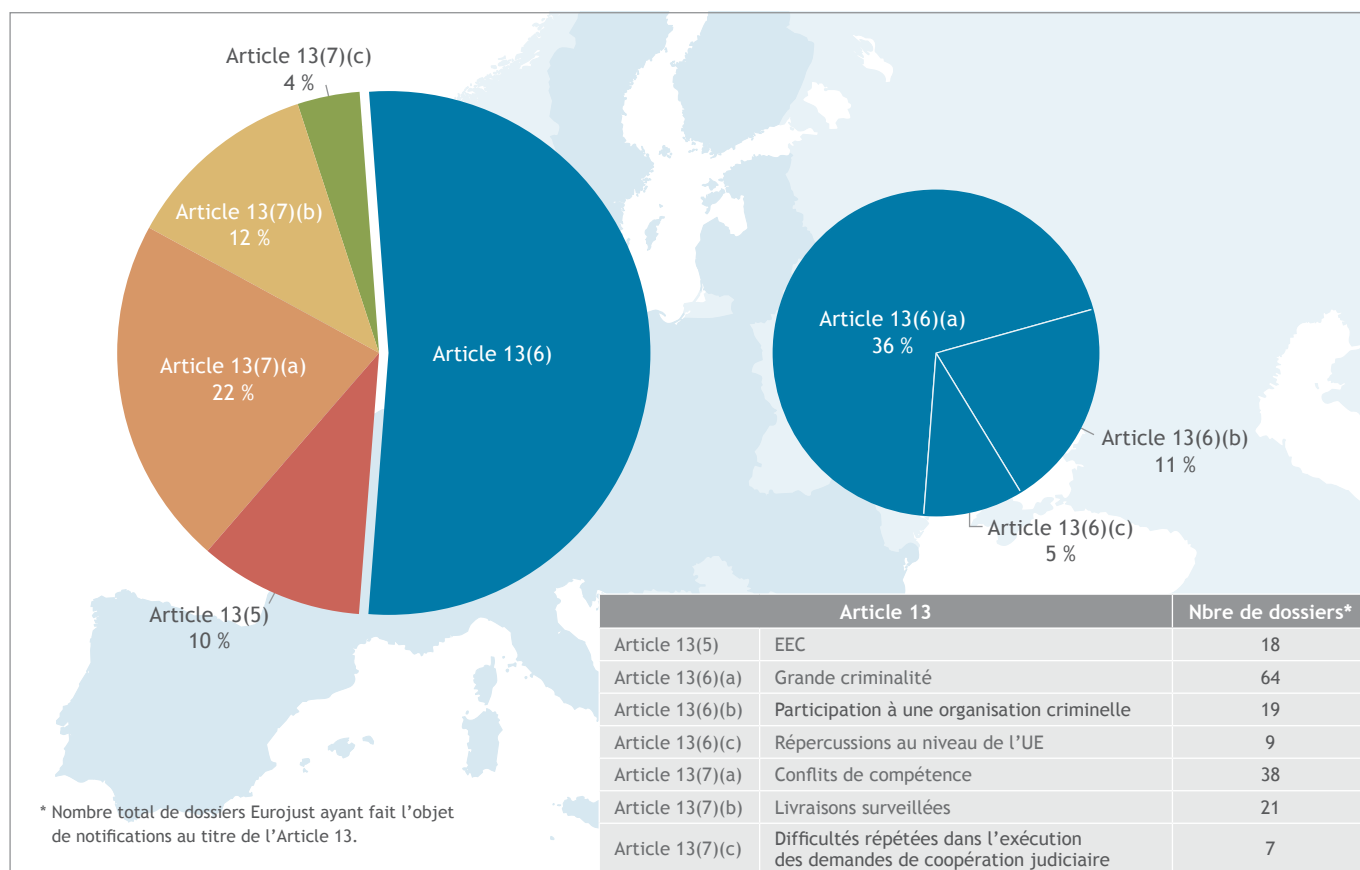
La mise en œuvre des connexions réseau avec les 28 États membres en vue d'améliorer la sécurité générale de l'échange d'informations entre Eurojust et les États membres a progressé. La connexion réseau sécurisée avec l'Autriche est désormais opérationnelle, portant à 14 le nombre total de telles connexions (BE, BG, CZ, ES, LV, LU, HU, NL, PL, RO, SI, FI et SE).

À cause des contraintes financières, le développement et l'implémentation de solutions permettant de connecter les membres des SNCE dans les États membres avec le CMS ont été suspendus. De nouvelles approches ont été élaborées pour renforcer la capacité d'Eurojust à conserver les connaissances opérationnelles et stratégiques : le formulaire d'informations des dossiers (CIF) pour collecter des

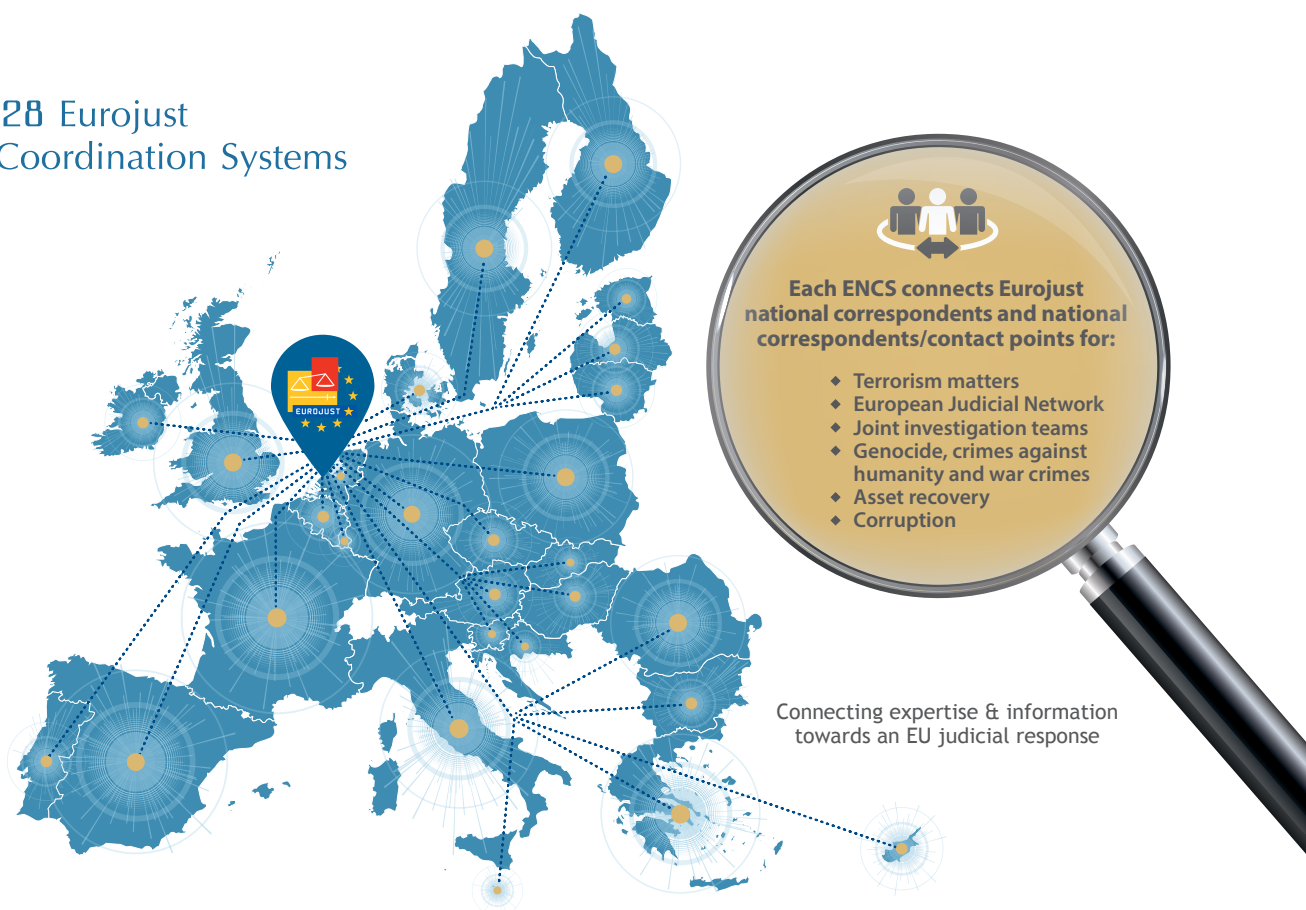
données qualitatives (à l'exception de données personnelles) sur les dossiers d'Eurojust, en isolant les tendances, les bonnes pratiques et les leçons apprises, et l'interface de gestion des connaissances, permettant de centraliser les données stratégiques, notamment les rapports sur l'utilisation des instruments de coopération judiciaire et les domaines criminels jugés prioritaires, les exemples de dossier et les résultats des réunions.

Fiches suédoises

À ce jour, le SNCE a été mis en place dans 25 États membres. Les *Fiches suédoises* fournissent : (1) une synthèse de la structure et du fonctionnement des SNCE dans les États membres, et (2) un recueil des directives nationales concernant la mise en œuvre de l'article 13 de la décision Eurojust en vue d'améliorer le transfert d'informations des États membres vers Eurojust et la distribution des dossiers entre Eurojust et le RJE. Pour mieux répondre aux besoins des praticiens, Eurojust a élaboré un nouveau modèle en 2016, lequel décrit en détail chaque SNCE nationale. De plus, les nouvelles *Fiches* incluent une section spécifique sur les bonnes pratiques et les expériences nationales afin de partager ces informations avec tous les États membres. Les *Fiches* sont régulièrement mises à jour et sont à la disposition des correspondants nationaux d'Eurojust dans l'espace à accès restreint du site web d'Eurojust.



28 Eurojust National Coordination Systems



2016

Calendrier



2 juin, La Haye

Séminaire stratégique sur le thème des clés du cyberspace sous la présidence européenne néerlandaise



3 juin, La Haye

Forum consultatif conjoint sous les présidences européennes néerlandaise et slovaque

7-9 juin, Amsterdam/La Haye

46^e réunion plénière du RJE et atelier avec les bureaux nationaux d'Eurojust



11-15 avril, La Haye
Visite d'étude du RÉFJ



15-16 juin, La Haye
12^e réunion annuelle des experts nationaux ECE

JANVIER

FÉVRIER

MARS

AVRIL

MAI

JUIN



4-5 février, La Haye
Réunion tactique sur les défis judiciaires posés par le trafic de migrants



3 mai, Bruxelles
Signature d'un accord de coopération entre Eurojust et le Monténégro



23 mai, La Haye
1^{ère} journée européenne contre l'impunité des génocides, des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre

24-25 mai, La Haye
20^e réunion du Réseau génocide

22-23 juin, La Haye
Réunion tactique sur la mise en œuvre d'une réponse judiciaire efficace à la problématique des combattants terroristes étrangers



27 juin, La Haye
Signature d'un accord de coopération entre Eurojust et l'Ukraine

29-30 juin, La Haye
Réunion de l'EMPACT sur la criminalité organisée d'atteinte aux biens



12-13 octobre, La Haye
21^e réunion du Réseau génocide



28 octobre, La Haye
Réunion organisée par la présidence slovaque sur la coopération judiciaire en matière de délits fiscaux



11 octobre, La Haye
Visite d'Eurojust par Sir Julian King, Commissaire européen chargé de la sécurité de l'Union



9 novembre, La Haye
Élection de M. Klaus Meyer-Cabri au poste de vice-président d'Eurojust



21-23 novembre, Bratislava
47^e réunion plénière du RJE



12 juillet, La Haye
Signature d'un protocole d'accord par Eurojust et l'Office de l'Union européenne pour la propriété intellectuelle

JUILLET

AOÛT

SEPTEMBRE

OCTOBRE

NOVEMBRE

DÉCEMBRE



1^{er} septembre, La Haye
Détachement de Mme Hilde Stoltenberg auprès d'Eurojust en tant que procureur de liaison pour la Norvège



24 novembre, La Haye
Réunion du Réseau judiciaire européen en matière de cybercriminalité



30 novembre, La Haye
Adieux au bâtiment d'Eurojust



13 décembre, La Haye
Réélection de M. Ladislav Hamran au poste de vice-président d'Eurojust



Dossiers traités
par Eurojust



2.1 Introduction

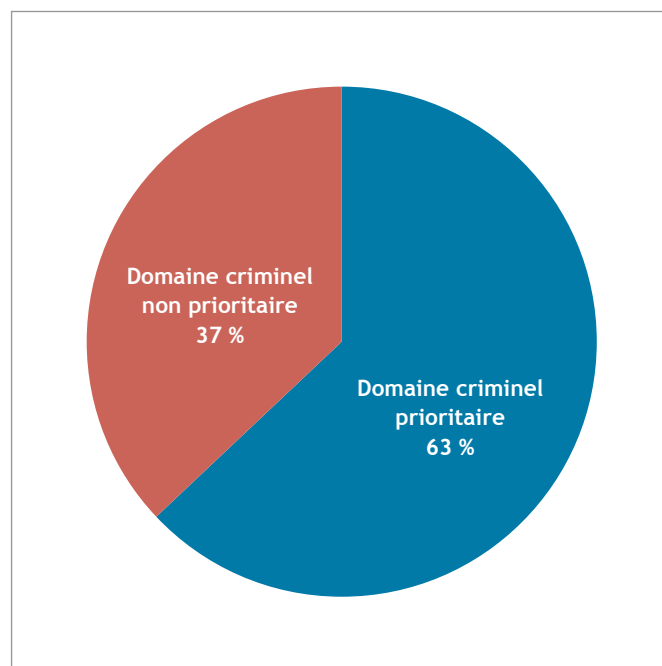
L'accent mis par Eurojust sur la dimension opérationnelle est en accord avec les priorités établies dans les agendas européens sur la sécurité et la migration, adoptés par la Commission européenne en 2015. L'agenda sur la sécurité donne la priorité à la lutte contre le terrorisme, la cybercriminalité et le crime organisé pour la période 2015-2020 du fait de la menace croissante qu'ils constituent et de leur nature transfrontalière. L'agenda sur la migration exige une action immédiate pour démanteler les filières d'immigration clandestine. En outre, le plan d'action européen contre le trafic de migrants 2015-2020 définit les mesures spécifiques indispensables à la mise en œuvre des deux agendas.

Le rôle d'Eurojust en matière de coopération et de coordination judiciaires est primordial pour le démantèlement des OC, la poursuite des aspects financiers de la criminalité, la résolution des conflits de compétence et la collecte de preuves recevables afin de traduire les coupables en justice. Eurojust contribue à la mise en œuvre des agendas de l'UE et a d'ailleurs intensifié son action, en particulier dans la lutte contre le terrorisme, la cybercriminalité et la criminalité organisée, notamment l'IIS et la TEH. Le soutien opérationnel se concrétise par la résolution de problèmes juridiques, l'élaboration de bonnes pratiques, la coopération avec les États tiers et les partenaires de l'UE, ainsi qu'une collaboration étroite avec les réseaux d'experts judiciaires spécialisés.

En 2016, le Conseil a reconnu la menace émergente posée par la cybercriminalité dans ses conclusions du 9 juin 2016 instituant l'EJCN. Ce réseau de procureurs et de juges spé-

cialisés a pour mission de répondre aux défis posés par la cybercriminalité, la criminalité liée aux technologies de l'information et les procédures d'enquêtes dans le cyberspace, ainsi que les obstacles à la sécurisation et à l'obtention des preuves électroniques. Conformément aux attentes du Conseil, Eurojust offre son appui au réseau en réalisant ses objectifs.

Infractions prioritaires par Eurojust



Domaine criminel prioritaire	Dossiers			Réunions de coordination			ECE		
	2014	2015	2016	2014	2015	2016	2014	2015	2016
Terrorisme	14	41	67	4	15	18	2	3	4
Cybercriminalité	42	62	60	15	19	13	6	11	8
IIS	32	60	65	10	20	12	9	9	11
TEH	71	79	93	12	32	33	18	21	32
Fraude	560	647	654	60	76	44	32	34	35
Corruption	55	90	74	9	10	15	4	4	2
Trafic de drogues	283	274	254	52	57	41	31	25	24
GDI	128	201	199	13	21	19	13	13	12
Infractions affectant les intérêts financiers de l'UE	70	69	41	7	11	11	2	5	5
Domaine criminel non prioritaire									
Blanchiment d'argent	220	283	295	41	55	67	24	30	35
Criminalité environnementale	5	5	6	0	1	0	0	0	0

Les priorités opérationnelles d'Eurojust reflètent sensiblement les priorités du Conseil dans le contexte de la lutte contre la grande criminalité et la criminalité organisée entre 2014 et 2017. Comme les activités d'Eurojust sont dictées par les demandes et les événements, elle compte également la corruption et le terrorisme parmi ses priorités.

2.1.1 Terrorisme

La succession d'attentats terroristes meurtriers en Europe mis en exergue la nécessité d'une lutte coordonnée des États membres contre le terrorisme en vue de garantir la réussite des enquêtes et des poursuites et de favoriser la coopération judiciaire. Il apparaît que les autorités judiciaires accordent une confiance grandissante à Eurojust et que son appui est de plus en plus sollicité dans les dossiers de terrorisme.

L'année dernière, le nombre de dossiers de terrorisme soumis à Eurojust a été multiplié par cinq par rapport à 2014. De plus, des progrès importants ont été réalisés quant à la transmission d'informations à Eurojust sur des procédures terroristes, conformément à la décision 2005/671/JAI du Conseil. Eurojust a apporté son assistance dans 67 dossiers de terrorisme, dont celui des attentats de Bruxelles, contre 14 en 2014, organisé 18 réunions de coordination et soutenu 4 ECE, dont une nouvellement établie.

Eurojust s'est vu transmettre des informations sur des poursuites liées à des affaires de terrorisme à 133 reprises, contre 30 en 2014, et sur des dossiers jugés quelque 275 fois, contre 180 en 2014. L'échange d'informations relatives au terrorisme avec Eurojust est une priorité majeure de l'agenda politique, et l'on s'attend à ce qu'il survienne de manière plus rapide et systématique.

Eurojust a continué à publier le TCM (*Terrorism Convictions Monitor*) et des analyses *ad hoc* portant sur des condamnations marquantes liées au terrorisme. Ces publications permettent de diffuser parmi les praticiens les bonnes pratiques, des questions juridiques diverses et complexes, des délibérations et conclusions de tribunaux, des avancées législatives au niveau européen et national, ainsi que des renseignements déterminants, concernant notamment de nouvelles techniques de recrutement et des signes précoces de radicalisation.

Parmi les décisions de justice majeures analysées, citons celle concernant l'opération CESTO, une initiative importante des autorités espagnoles contre un réseau de recrutement et de facilitation qui envoyait des CTE en Syrie. L'analyse judiciaire (document Eurojust à diffusion restreinte) résume les nombreux défis juridiques rencontrés, dont l'utilisation de rapports de renseignement dans les poursuites judiciaires et les difficultés liées à la détermination de la nature terroriste d'un groupe. L'analyse a servi de source d'inspiration pour construire des poursuites efficaces dans les États membres.

Registre des condamnations pour terrorisme

Le TCM (*Terrorism Conviction Monitor*) est un document Eurojust à accès limité, distribué aux procureurs et juges traitant des dossiers de terrorisme et publié régulièrement depuis 2008. Il offre une vue d'ensemble des condamnations pour terrorisme et des acquittements à travers l'Union européenne, des mises à jour juridiques, ainsi que des analyses judiciaires de jugements intéressants.

Le TCM est basé sur des données de sources publiques et des informations sur les condamnations pour terrorisme fournies par les autorités nationales dans le contexte de la mise en œuvre de la décision 2005/671/JAI du Conseil. Les chapitres d'analyse des numéros parus en 2016 incluaient une analyse des jugements rendus par les tribunaux belges, danois, français, suédois et suisses dans les affaires relatives aux CTE et aux réseaux de recrutement de terroristes.

Comme exigé par le Conseil en 2015 dans ses conclusions sur le renforcement des mesures de justice pénale contre la radicalisation menant au terrorisme et à l'extrémisme violent, Eurojust a surveillé les condamnations pour terrorisme, en vue d'établir si les tribunaux imposaient des programmes de réhabilitation et des alternatives à l'emprisonnement. Cette initiative a favorisé l'échange de pratiques et de leçons apprises entre les États, notamment concernant les outils d'évaluation du risque utilisés par les juges et les procureurs pour établir le niveau de menace posé par les CTE et évaluer les programmes de déradicalisation.

En novembre, Eurojust a offert un aperçu de son travail et de ses observations lors de l'audience de la commission LIBE sur la prévention et la lutte contre la radicalisation.

En 2016, l'analyse d'Eurojust de la réponse apportée par la justice pénale au phénomène des CTE s'est concentrée sur des sujets spécifiques : (i) les pouvoirs spéciaux et extraordinaires applicables en cas d'attentats terroristes, (ii) la recevabilité de renseignements (étrangers) en tant que preuves dans des procédures pénales, (iii) les programmes de déradicalisation et autres alternatives à la poursuite et à la détention, et (iv) les liens entre le terrorisme et la criminalité organisée.

La réunion tactique sur la *mise en œuvre d'une réponse judiciaire efficace à la problématique des combattants terroristes étrangers*, à laquelle ont participé les correspondants nationaux d'Eurojust pour les affaires liées au

terrorisme (parmi lesquels des procureurs spécialisés dans la lutte contre le terrorisme détachés de Suisse, de Norvège, des États-Unis, de Turquie, du Monténégro, d'Albanie, de Serbie et de Bosnie-Herzégovine, le coordinateur de la lutte antiterroriste de l'UE, le responsable de l'ECTC et le directeur de l'INTCENT), a permis de partager les expériences opérationnelles et d'aborder des problématiques telles que les réseaux de recrutement, les liens transfrontaliers et les actes préparatoires aux attentats terroristes.

Le quatrième rapport sur les CTE (classifié comme « restreint UE »), publié en décembre, rassemble toutes les conclusions pertinentes d'Eurojust au cours de l'année, sa position concernant la réponse de la justice pénale face au phénomène des CTE, les avancées législatives dans les États membres et plusieurs recommandations à l'intention de l'UE et des États membres, ainsi que les mesures de suivi pour Eurojust.

En 2016, Eurojust a également publié, sous la forme d'un document Eurojust à accès limité, une synthèse des constats principaux de son rapport 2015 sur les CTE. Au mois d'avril, au cours d'une réunion des rapporteurs fictifs de la commission LIBE, fort de ses expériences opérationnelles et à la suite des recommandations formulées dans les rapports 2014 et 2015 sur les CTE quant à l'actualisation du cadre juridique de l'UE pour la lutte contre le terrorisme, Eurojust a présenté ses suggestions sur la proposition de directive relative à la lutte contre le terrorisme.

Eurojust joue un rôle déterminant pour encourager la coopération judiciaire entre les États membres et les États tiers, en particulier les pays des Balkans occidentaux et de la région MENA. Eurojust a établi des points de contact en Algérie, en Égypte, en Irak, en Israël, en Jordanie, au Liban, en Arabie saoudite, en Tunisie et auprès de l'Autorité palestinienne. Le 8 juin, Eurojust a participé au Dialogue UE-Turquie sur la lutte contre le terrorisme. À cette occasion, les parties ont réitéré leur engagement à redoubler d'efforts pour lutter contre la menace posée par les CTE, et la Turquie a affirmé sa détermination à collaborer étroitement avec Eurojust et d'autres agences européennes pertinentes afin de contrer ce phénomène.

Le réseau de correspondants nationaux d'Eurojust pour les affaires de terrorisme a servi de premier point de contact pour la réponse aux attentats terroristes de Bruxelles en 2016. Dans l'heure qui a suivi les attentats du 22 mars, impliquant des attentats suicides coordonnés dans le métro bruxellois et l'aéroport de Bruxelles-Zaventem, faisant 32 morts et des centaines de blessés, Eurojust a activé son réseau de correspondants nationaux en matière de terrorisme pour s'assurer que les autorités judiciaires compétentes de tous les États membres puissent être disponibles en permanence afin de recevoir et de traiter immédiatement toute demande urgente ou décision de coopération judiciaire.

L'activation du réseau a permis d'offrir une assistance rapide et complète à l'enquête belge sur cet acte terroriste d'envergure, en soutenant et en complétant l'action menée au niveau national par une attention particulière sur la dimension internationale des attentats et sur l'identification des réseaux criminels et des activités criminelles liées. Par ailleurs, Eurojust est restée en état d'alerte afin de pouvoir répondre rapidement à toute demande d'assistance et de coordination émanant des autorités nationales compétentes.

L'enquête menée en Belgique a mis au jour un réseau terroriste complexe ayant des liens avec d'autres États membres, ainsi qu'avec les attentats de Paris, impliquant un soutien des kamikazes par d'autres individus et des connexions avec la grande criminalité et des réseaux de trafic d'armes et de contrefaçon de documents. L'individu aperçu à côté de l'un des kamikazes sur la vidéo provenant de caméras de surveillance du métro bruxellois et qui s'est enfui quelques minutes avant l'explosion a été identifié comme un CTE connu en Syrie. Son ADN, découvert dans plusieurs « planques » et véhicules utilisés par le réseau terroriste, a permis d'établir des liens avec d'autres États membres et de démontrer son engagement auprès des auteurs des attentats de Paris.

Le bureau du procureur fédéral belge a demandé l'appui urgent d'Eurojust pour faciliter l'exécution d'une demande d'entraide judiciaire soumise à un autre État membre. La réaction rapide d'Eurojust s'est avérée particulièrement décisive pour identifier, en un minimum de temps, l'autorité adéquate avec laquelle coopérer au-delà des frontières afin d'exécuter la demande sans délai et d'accélérer l'échange d'informations au niveau judiciaire.

L'appui d'Eurojust a permis de localiser et de capturer l'un des complices des attentats de Bruxelles. Son arrestation a eu lieu le 8 avril, en coordination avec l'interpellation, le même jour, de l'« homme au chapeau » aperçu sur les enregistrements de vidéosurveillance aux côtés du kamikaze.

Manuel CBRN-E

Le *Manuel CBRN-E* est une publication Eurojust régulièrement actualisée qui offre un soutien juridique spécialisé et multisectoriel aux praticiens de l'UE dans le cadre d'enquêtes et de poursuites relatives à la criminalité transfrontalière impliquant des substances chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires ainsi que des explosifs (CBRN-E).

Il présente une vue d'ensemble des législations européennes et internationales les plus pertinentes concernant les CBRN-E, ainsi que les entités supranationales et les systèmes et bases de données relatifs aux CBRN-E. Une version mise à jour a été publiée en 2016.

2.1.2 Cybercriminalité

La coopération judiciaire dans le domaine de la cybercriminalité pose de nombreux problèmes, la plupart découlant de la nature intrinsèquement transfrontalière de ce phénomène criminel et des différences notables entre les cadres législatifs des États. Eurojust a soutenu 60 dossiers, 13 réunions de coordination et 8 ECE, dont deux récemment établies.

Outre le soutien opérationnel, Eurojust a mené d'autres activités dans le domaine de la cybercriminalité qui ont contribué au partage d'expérience et de savoir-faire entre les praticiens nationaux dans des domaines cruciaux tels que la coopération avec des FAI situés aux États-Unis et le chiffrement de données.

Eurojust a joué un rôle décisif dans la formation d'une communauté de praticiens spécialistes de la cybercriminalité et a salué la mise en place de l'EJCN. L'EJCN comprend au moins un représentant national des autorités judiciaires disposant de l'expertise adéquate pour chaque État membre.

L'EJCN facilitera et améliorera la coopération entre les autorités judiciaires compétentes en permettant l'échange du savoir-faire, des bonnes pratiques et d'autres connaissances pertinentes relatives aux enquêtes et aux poursuites en matière de cybercriminalité. Le réseau encouragera également le dialogue entre les différents acteurs et intervenants qui œuvrent à garantir la primauté du droit dans le cyberspace. Eurojust a été chargée de fournir un soutien au réseau et d'assurer la coopération avec celui-ci.

Registre judiciaire relatif à la cybercriminalité

En 2016, Eurojust a rédigé le CJM (*Cybercrime Judicial Monitor*). Le CJM est un document Eurojust à accès limité, publié une fois par an et conçu comme un outil de déclaration pour soutenir les praticiens dans le cadre d'enquêtes et de poursuites relatives aux dossiers de cybercriminalité. Il met en avant les progrès législatifs pertinents dans le domaine de la cybercriminalité et de la criminalité liée aux technologies de l'information. De plus, il analyse en détail plusieurs décisions de justice nationales dans des affaires de cybercriminalité et consacre un chapitre entier à une thématique précise, choisie selon les débats en cours ou les nouvelles menaces émergentes.

Ainsi, le CJM publié l'an passé couvrait deux thématiques : les décisions de justice dans le dossier Yahoo! en Belgique et l'accès distant à des données ou à un système informatique.

En novembre, la réunion de lancement de l'EJCN dans les locaux d'Eurojust a essentiellement porté sur les obstacles techniques, juridiques et pratiques quant au cryptage et à la cyberinfiltration.

Les experts d'Eurojust ont participé aux réunions sur la preuve électronique organisées par la Commission conformément aux conclusions du Conseil du 9 juin 2016 sur l'amélioration de la justice pénale dans le cyberspace. Ces réunions ont abordé trois thèmes qui, de l'avis des praticiens, nécessitent d'être améliorés : l'exécution des demandes d'entraide judiciaire, la coopération directe avec les FAI et les mécanismes de détermination de compétence dans le cyberspace. Eurojust a présenté son point de vue et réflexions sur les principaux défis posés aux praticiens et présenté des bonnes pratiques pour relever ces défis, dont la problématique de détermination de compétence dans le cyberspace.

Eurojust a continué à collaborer étroitement avec d'autres parties prenantes et partenaires institutionnels pour garantir l'efficacité des enquêtes et poursuites dans les dossiers portant sur la cybercriminalité. En particulier, l'expert national détaché en charge des affaires de cybercriminalité d'Eurojust a aidé au rapprochement d'Eurojust et d'Euro-pol, facilitant l'échange d'informations tout en soutenant et en coordonnant la coopération avec EC3.

Dans le cadre du projet EMPACT sur la cybercriminalité, et plus particulièrement sur l'exploitation sexuelle des enfants, Eurojust a analysé les dossiers concernant l'exploitation sexuelle d'enfants sur Internet, soulignant les difficultés rencontrées lors des enquêtes et poursuites de telles affaires, et proposant des solutions et des bonnes pratiques.

De janvier à mars 2016, un procureur américain spécialisé dans la cybercriminalité a été détaché auprès d'Eurojust afin de collaborer avec les bureaux nationaux et EC3 pour, d'une part, instaurer une coopération opérationnelle plus étroite avec le représentant américain en matière de cybercriminalité et, d'autre part, permettre une meilleure compréhension du système pénal américain. Tant Eurojust que les autorités américaines ont salué cette initiative, qui a donné de très bons résultats.

Eurojust a rejoint une coalition grandissante d'entités publiques et privées soutenant le projet « No More Ransom », présenté à l'origine par les autorités néerlandaises, EC3 et deux sociétés privées du secteur de la cybersécurité. L'objectif du projet est d'apporter une aide active aux victimes de rançongiciels en mettant à leur disposition des clés de déchiffrement découvertes au cours d'enquêtes judiciaires.

Eurojust est membre du comité directeur du Projet cybercriminalité lancé par le Forum économique mondial en 2015 pour optimiser la collaboration public-privé dans la lutte contre la cybercriminalité. C'est dans ce cadre qu'ont été publiées en 2016 les « Recommandations sur le partenariat public-privé contre la cybercriminalité ».



Meeting of the European Judicial Cybercrime Network, November 2016

Déclaration de M. **Branislav Boháčik**,
Procureur, Bureau du Procureur général de la République tchèque :

La mise en place de l'EJCN est la réalisation d'un souhait de longue date des praticiens. Dans ce réseau, ils pourront partager leur expérience et leur savoir-faire, et collaborer étroitement avec leurs collègues des autres États membres pour relever les nombreux défis qui jalonnent les enquêtes et les poursuites d'infractions cybercriminelles ou liées aux technologies de l'information, notamment le cryptage.

2.1.3 Trafic de migrants

Toujours confrontés à de graves difficultés découlant de la forte progression du trafic de migrants, les États membres se sont tournés vers les agences et institutions européennes pour identifier et mettre en œuvre de nouveaux moyens d'action plus efficaces face à cette urgence humanitaire sans précédent. Eurojust a réitéré ses efforts pour aider les États membres à démanteler et à poursuivre les OC derrière les réseaux d'immigration illégale et de TEH.

Eurojust a enregistré 65 dossiers, soit une légère augmentation par rapport à 2015, au plus fort de la crise humani-

taire, tenu 12 réunions de coordination et soutenu 11 ECE, dont cinq nouvellement établies. L'une des ECE impliquait un État tiers (Serbie). Le recours aux ECE dans les dossiers d'IIS et l'engagement des États tiers au sein des ECE ont constitué les thèmes de la réunion annuelle des experts ECE (*voir* sections 1.4 et 6.2).

Eurojust soutient les États membres de la ligne de front exposés à des pressions migratoires considérables aux frontières extérieures de l'UE. Les activités menées dans les Hotspots concernent principalement l'identification, l'enregistrement et le contrôle des migrants. Bien que physiquement absent dans les Hotspots, Eurojust a établi des

Compétence dans le cadre d'un dossier de trafic de migrants

En août 2015, un camion était retrouvé abandonné le long d'une autoroute en Autriche, à proximité de la frontière hongroise. Les corps de 71 migrants gisaient à l'intérieur. Cet événement a immédiatement déclenché des enquêtes en Hongrie et en Autriche. Quelques jours plus tard, quatre suspects de nationalité bulgare et un suspect afghan, tous membres d'une OC impliquée dans des réseaux d'immigration clandestine, ont été identifiés et arrêtés en Bulgarie. Des complices présumés ont été arrêtés par la suite en Allemagne, et des procédures ont également été engagées contre des suspects en Bulgarie et en Serbie.

Soucieuses de garantir une coopération judiciaire rapide entre les pays concernés, les autorités hongroises ont demandé l'appui d'Eurojust. Dans un délai de 48 heures, une réunion de coordination a été organisée, précédée d'une réunion opérationnelle à Europol. La réunion de coordination d'Eurojust a permis de mettre en évidence l'existence de plus de 10 enquêtes en cours en Allemagne sur des activités de transport de migrants planifiées, organisées et exécutées par la même OC, soulignant la nécessité d'une coopération et d'un échange d'informations. Une ECE intégrant la Hongrie, l'Autriche et l'Allemagne a été envisagée, mais les participants ont finalement jugé qu'une coopération basée sur des demandes d'entraide judiciaire serait plus adéquate. L'Autriche avait déjà envoyé plusieurs demandes d'entraide judiciaire à la Hongrie et émis trois MAE à l'égard de la Hongrie et la Bulgarie.

Au lendemain de la réunion de coordination, Eurojust a surveillé et facilité l'exécution de demandes d'entraide judiciaire envoyées en Serbie, en République slovaque et en Italie pour recueillir des informations et des preuves liées à l'affaire. Un obstacle juridique lié à la rétention de données est apparu lorsqu'une demande d'entraide judiciaire hongroise relative à des données de télécommunication a été soumise à la République slovaque. Suite à l'invalidation de la directive sur la rétention de données par la CJUE en 2015, aucune législation sur la rétention de données n'était en vigueur en République slovaque à l'époque. L'entrée en vigueur en janvier 2016 d'une nouvelle législation slovaque fixant une période de rétention de six mois a permis aux autorités nationales, avec l'aide d'Eurojust, d'assurer l'exécution de la demande dans les délais.

Pour éviter l'apparition de conflits de compétence si des enquêtes étaient menées ou des mandats d'arrêt émis en parallèle, Eurojust a veillé à l'élaboration d'une stratégie juridique efficace. Étant donné l'étendue des activités de l'OC, il était nécessaire de répartir précisément les tâches pour garantir le succès des poursuites. Dans la mesure où les enquêtes indiquaient que les meurtres et le trafic de migrants présumés avaient eu lieu sur le territoire hongrois, il a été question de transférer les poursuites depuis l'Autriche. En effet, il semblait que la concentration des poursuites dans un seul État membre améliorerait l'efficacité et la solidité du dossier contre les membres de l'OC. L'enquête parallèle a continué jusqu'en novembre 2015, date de la transmission par l'Autriche, et les autorités hongroises se sont engagées à engager des poursuites sur tous les éléments. À cet effet, les preuves rassemblées en Autriche (y compris les avis d'experts, rapports d'autopsie et tests ADN) ont été soumises pour utilisation dans la procédure hongroise. Simultanément, l'Autriche a transféré les poursuites relatives à une autre affaire liée aux autorités hongroises. Les autorités allemandes, quant à elles, devaient poursuivre les complices arrêtés en Allemagne. Pour faciliter la distinction entre les chauffeurs et les organisateurs au sein de l'OC, les autorités hongroises ont fourni à leurs homologues allemands les dispositions légales sur la base desquelles les charges avaient été retenues en Hongrie. Fin 2016, les procédures hongroises et allemandes étaient dans la phase préliminaire au procès.

points de contact judiciaires dédiés en Grèce et en Italie pour soutenir les Hotspots et transmettre les informations et dossiers pertinents aux bureaux nationaux d'Eurojust, dans le but d'assurer un suivi et une coordination judiciaires au niveau de l'UE.

Le Groupe thématique sur le trafic de migrants, établi en 2015, vient en aide aux praticiens confrontés à des filières d'immigration clandestine transfrontalières. Eurojust a entrepris des analyses de la jurisprudence nationale relative à l'IIS et à des infractions connexes en Espagne, en Italie et en France, identifiant les difficultés juridiques et pratiques rencontrées dans les enquêtes et les poursuites, et suggérant de bonnes pratiques. Eurojust collecte des informations et développe des outils à l'intention des praticiens concernant la législation nationale applicable relative à l'IIS et aux infractions connexes dans les États membres. L'objectif est d'aider les praticiens à élaborer des stratégies efficaces en matière de poursuites, notamment en leur fournissant un aperçu des forces et faiblesses des diverses lois. Eurojust a également apporté son soutien à la Commission pour évaluer la législation européenne de lutte contre l'aide à l'immigration clandestine, apportant une contribution sous l'angle des poursuites.

En février, Eurojust a organisé une réunion tactique sur les *défis judiciaires posés par le trafic de migrants*. Les participants ont présenté un aperçu de la coopération opérationnelle entre les partenaires européens dans la lutte contre le trafic de migrants et ont décrit l'expérience des points de contact et des magistrats de liaison détachés auprès d'autres États membres, ainsi que dans les Hotspots situés en Italie et en Grèce. Les débats ont principalement porté sur le partage, la collecte et l'admissibilité des preuves et d'autres questions pratiques de coopération judiciaire. La problématique de la traduction et de l'interprétation a également été abordée, dans la mesure où elle pose des difficultés importantes aux autorités nationales pour plusieurs raisons, notamment le coût de ces prestations, le volume élevé de preuves et la difficulté d'identifier des traducteurs et interprètes fiables et agréés pour les langues et dialectes rares parlés par les migrants et les membres d'OC. Citons le cas, soulevé lors de la réunion, d'un procureur qui n'a pas été en mesure d'utiliser les preuves (écoutes téléphoniques) d'un autre État membre parce qu'aucun budget n'était disponible pour couvrir les frais de traduction élevés. Autre exemple : le manque de moyens financiers pour la traduction d'une demande de placement en détention provisoire de plus de 350 pages a eu un impact sur un dossier complexe enregistré auprès d'Eurojust, dans la mesure où une traduction était indispensable pour l'ouverture d'enquêtes dans d'autres juridictions. Par conséquent, certains États membres n'ont pas été en mesure d'ouvrir des enquêtes. Le rapport a été publié en tant que document 9456/16 de l'UE.

En avril, Eurojust a rassemblé les praticiens de la justice et de la police de France, du Royaume-Uni, de Belgique et des Pays-Bas au cours d'une réunion opérationnelle sur

l'IIS dans la région de la mer du Nord. Les participants ont insisté sur la nécessité d'améliorer le partage d'informations, de faciliter les enquêtes financières visant à saisir les profits considérables générés par les réseaux de passeurs, d'accorder plus d'attention à l'utilisation de documents officiels contrefaits ou falsifiés, et d'améliorer les opérations de surveillance transfrontalière pour mieux définir les délits relatifs au trafic de clandestins et monter des dossiers d'accusation plus solides.

Eurojust a continué à œuvrer pour améliorer la coopération opérationnelle avec les États tiers et d'autres partenaires institutionnels, et a participé au groupe de contact des agences européennes de la Commission sur le trafic de migrants.

Une délégation EUNAVFOR MED de haut niveau s'est rendue auprès d'Eurojust en juillet pour discuter de ses activités avec le Collège, échanger divers points de vue sur des aspects judiciaires et sur la qualité du partage d'informations, mais aussi pour explorer d'autres pistes afin de renforcer leur relation mutuelle dans le cadre du protocole d'accord signé en octobre 2015. Des rencontres avec Europol ont été régulièrement organisées pour examiner l'engagement dans les dossiers à haute priorité et les progrès de l'équipe opérationnelle commune (EOC) MARE. Eurojust a participé aux activités visées par le volet d'aide à l'immigration clandestine d'EMPACT.

2.1.4 Traite des êtres humains

Eurojust a renforcé son soutien aux enquêtes et poursuites liées à la traite d'êtres humains. Eurojust a enregistré 93 dossiers et tenu 33 réunions de coordination. Pour la première fois, deux pays d'Amérique latine (la Colombie et le Paraguay) sont intervenus dans des dossiers en tant que pays requis. Le recours aux ECE a augmenté de façon significative : 32 ECE ont travaillé dans des dossiers de TEH en 2016 (21 en 2015), dont 19 ECE nouvellement formées cette même année.

Eurojust a combiné son soutien opérationnel avec des activités stratégiques pour améliorer l'efficacité de la coopération judiciaire internationale et renforcer son partenariat avec d'autres institutions et agences européennes, dans le but de rationaliser les opérations et d'optimiser les ressources dans la lutte contre la TEH.

En juin, la coordinatrice européenne de la lutte contre le trafic de personnes a rendu visite à Eurojust pour évoquer l'impact des législations nationales qui criminalisent les consommateurs finaux, les utilisateurs de services ou les activités résultant de l'exploitation de victimes de la traite, conformément à l'article 18 de la directive 2011/36/UE contre la traite des êtres humains. Elle a également présenté au Collège les conclusions du rapport de la Commission sur les progrès réalisés en matière de TEH et l'*Étude sur la jurisprudence et les pratiques en matière de traite aux fins d'exploitation économique*, publiée en octobre 2015.

Eurojust a apporté sa contribution à la *Stratégie de lutte contre la traite d'êtres humains* de l'UE post-2016, qui suit la *Stratégie de l'UE en vue de l'éradication de la traite des êtres humains pour la période 2012-2016*. Eurojust a identifié les priorités suivantes : améliorer la coopération judiciaire dans les dossiers de TEH transfrontalière (notamment avec les États tiers), étudier les liens entre la TEH et l'IIS et examiner les caractéristiques des affaires de TEH ayant des enfants comme victimes.

Eurojust a apporté son soutien au projet *Travail d'équipe ! Renforcer la coopération pluridisciplinaire contre la traite des êtres humains à des fins d'exploitation de leur travail* » et animé l'atelier sur les poursuites dirigées contre la TEH aux fins d'exploitation économique. C'est ainsi qu'a vu le jour un manuel sur la coopération multidisciplinaire dans la lutte contre la TEH aux fins d'exploitation par le travail, destiné aux experts. Celui-ci demande la pleine utilisation du soutien qu'Eurojust peut apporter aux procureurs traitant des dossiers de TEH transfrontalière.

Eurojust a également contribué à la rédaction du rapport qui a suivi l'atelier pour experts du réseau des agences JAI, organisé en avril par la France au sujet des victimes de la grande criminalité et de la criminalité organisée, intitulé *Comment les agences JAI peuvent-elles améliorer leur travail relatif aux victimes de la grande criminalité et de la criminalité organisée ?*. Eurojust a insisté sur l'importance de protéger non seulement les victimes de la traite, mais aussi leurs familles dans le pays d'origine, et de sensibiliser les procureurs au sort des victimes.

2.1.5 Fraude

Les affaires de fraude représentent la plus grande part des dossiers enregistrés (654), lesquels ont mobilisé des réunions de coordination (44), des centres de coordination (5) et des ECE (35), dont neuf nouvellement établis. Eurojust a soutenu les autorités nationales en leur offrant son expertise, notamment dans les domaines de la lutte contre la fraude à la TVA et les délits fiscaux, ainsi que la protection des DPI.

Les dossiers de fraude à la TVA (également appelée « carrousel TVA ») sont particulièrement complexes, impliquant des négociants malhonnêtes qui importent et exportent des biens non soumis à la TVA via divers États membres. De la TVA est ajoutée à chaque étape de ce commerce frauduleux (parfois jusqu'à 25 %), les entreprises impliquées dans le carrousel disparaissant ensuite. Le dernier exportateur réclame une restitution de la TVA, puis disparaît lui aussi.

La coopération avec les parties prenantes et les partenaires institutionnels s'est poursuivie. En juillet, Eurojust et l'Office de l'Union européenne pour la propriété intellectuelle (EUIPO), anciennement l'Office de l'harmonisation dans le marché intérieur (OHMI), ont signé un protocole d'accord pour élargir leur coopération déjà fructueuse et

aider les procureurs européens qui traitent des dossiers de violation de DPI. Le protocole d'accord permet de poursuivre le développement de projets de coopération spécifiques, notamment des séminaires conjoints, des formations et des renseignements censés aider les procureurs. Par ailleurs, le protocole d'accord renforce les capacités du réseau européen des procureurs dans le domaine de la propriété intellectuelle (EIPPN).

En octobre, en coopération avec la présidence slovaque de l'UE, Eurojust a organisé une réunion tactique sur la *coopération judiciaire en matière de délits fiscaux*, rassemblant des procureurs importants spécialisés dans la lutte contre la fraude dans les États membres, en Suisse et aux États-Unis (voir section 4.2).

Eurojust a participé à une audience publique du Parlement européen, *Lutte contre le blanchiment de capitaux et l'évasion fiscale : qui fixe les règles et comment ?*, organisée en novembre.

Eurojust est devenue membre du Comité consultatif des parties prenantes de la Coalition coordonnée contre les atteintes à la propriété intellectuelle (IPC3), établi à Europol en juillet 2016. L'objectif de cette initiative est de réunir les parties prenantes des secteurs privé et public et de créer

Accord sur une stratégie relative à un dossier de corruption lors d'une réunion de niveau II

Une enquête espagnole sur des faits de corruption avec blanchiment de capitaux dans des opérations de commerce international a été ouverte en 2013 suite à une demande d'entraide judiciaire émanant du Luxembourg qui indiquait qu'une partie des activités criminelles menées dans cet État membre pourrait être dirigée depuis l'Espagne. Les pratiques illégales impliquaient des organismes publics en Angola et des sociétés publiques et privées en Espagne. Les infractions auraient été commises par les dirigeants d'une société publique espagnole chargée de fournir des véhicules, des uniformes et d'autres fournitures à la police nationale angolaise. En octobre 2014, le juge d'instruction luxembourgeois a officiellement clos le dossier et l'a remis aux autorités espagnoles sous la forme d'un échange spontané d'informations en vertu de l'article 7 de la Convention en matière d'entraide judiciaire de 2000.

Les enquêtes au Luxembourg et en Espagne avaient révélé que les autorités angolaises avaient versé plus de 150 millions d'euros à l'entreprise espagnole par l'intermédiaire d'un compte ban-

caire en Chine. Pourtant, l'entreprise espagnole en question n'avait fourni du matériel de police à l'Angola que pour environ 50 millions d'euros. Les autres 100 millions auraient été détournés par des individus en Angola et en Espagne. Les suspects avaient créé un réseau de comptes bancaires et de sociétés-écrans en Angola, en Europe et en Asie pour dissimuler la destination finale de l'argent détourné, selon les trois étapes du schéma classique de blanchiment de capitaux : placement, empilage et intégration.

Pour recueillir des témoignages et des renseignements sur les comptes bancaires utilisés en Angola, les autorités espagnoles ont soumis une demande d'entraide judiciaire à l'Angola en février 2015, conformément à la Convention contre la corruption de l'ONU de 2003. Dans la mesure où des banques et des individus situés dans plusieurs pays européens étaient également impliqués dans les faits, les autorités espagnoles ont contacté Eurojust en juin 2015, au départ pour obtenir des informations sur l'état d'exécution des demandes d'entraide judiciaire déjà émises vers le Luxembourg, la Belgique et la Suisse en vertu de la Convention de l'OCDE en matière de lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales.

Le bureau national espagnol a tenu une **réunion de niveau II** avec le bureau national belge et le procureur de liaison suisse pour convenir d'une stratégie de coopération. Ainsi, Eurojust a permis l'exécution rapide de plusieurs demandes d'entraide judiciaire vers la Suisse et la Belgique afin d'obtenir des informations sur les comptes bancaires détenus par les suspects et de geler ces comptes de toute urgence. Au fur et à mesure que le dossier progressait et que les preuves s'accumulaient, l'Espagne a émis des demandes d'entraide judiciaire vers la France, l'Italie, le Portugal et le Royaume-Uni en octobre 2015. Pour déterminer les besoins de coopération restants, Eurojust a fourni un examen du schéma de blanchiment, une analyse des suspects impliqués et une vue d'ensemble de l'état d'exécution des demandes.

Eurojust a aidé les autorités espagnoles au moment de l'émission d'une demande d'entraide judiciaire supplémentaire vers l'Angola, demandant aux autorités angolaises d'inculper quatre suspects. Pour accélérer l'exécution des demandes d'EJ, le bureau national portugais a recommandé l'assistance du procureur angolais agissant comme point de contact pour la coopération judiciaire internationale de la Communauté des pays de langue portugaise. Cette action a débouché sur une coopération fructueuse avec les autorités angolaises. En octobre 2016, les demandes d'entraide judiciaires étaient exécutées.

Grâce au soutien apporté aux enquêtes et à la coopération judiciaire internationale par Eurojust, des poursuites ont été engagées contre certains suspects en Espagne en 2016.

des synergies entre les actions entreprises par les diverses entités engagées dans la lutte contre les atteintes à la propriété intellectuelle.

2.1.6 Corruption

La corruption érode la confiance accordée aux secteurs public et privé. Résolue à aider les autorités de poursuites et judiciaires à lutter contre la corruption, Eurojust a traité 74 dossiers de corruption, organisé 15 réunions de coordination et soutenu 2 ECE, dont l'une nouvellement établie.

Dans le souci d'informer d'éventuels partenaires opérationnels du travail réalisé par Eurojust dans la lutte contre la corruption, Eurojust a reçu la visite de représentants du CHN (Corruption Hunters' Network), ainsi que de deux délégations d'autorités ukrainiennes, à savoir le Bureau national, un organisme d'État chargé du respect des lois, responsable des enquêtes sur les délits de corruption de hauts fonctionnaires sous sa compétence, et le Bureau du procureur spécial en charge de la lutte anticorruption, responsable de l'instruction des affaires ayant fait l'objet d'enquêtes du Bureau national.

Eurojust participe en tant qu'observateur aux discussions du réseau Camden regroupant les autorités compétentes en matière de recouvrement d'avoirs (CARIN) et de la plateforme du Bureau de recouvrement des avoirs (ARO) depuis 2004 et 2008, respectivement.

2.1.7 Trafic de drogues

Eurojust a traité un nombre important de dossiers de trafic de drogues (254), lesquels ont donné lieu à des réunions de coordination (41), un centre de coordination (1) et des ECE (24, dont 13 nouvellement établies). En étroite collaboration avec les partenaires institutionnels, Eurojust s'est employée à renforcer la capacité des États membres à lutter efficacement contre les menaces émergentes liées aux nouvelles substances psychoactives, et à pratiquer des livraisons surveillées.

En novembre, Eurojust et l'OEDT ont publié un rapport intitulé *New psychoactive substances in Europe: legislation and prosecution – current challenges and solutions*. Le rapport vise à aider les autorités nationales confrontées à l'évolution rapide du marché des nouvelles substances

psychoactives en Europe, qui nécessite la mise en place des mécanismes de contrôle pertinents et efficaces. Le rapport s'appuie, d'une part, sur l'expérience d'Eurojust dans les poursuites transfrontalières liées à la drogue et sur l'analyse de l'arrêt rendu le 10 juillet 2014 par la CJUE sur les produits thérapeutiques (affaires jointes C-358/13 et C-181/14) et, d'autre part, sur les capacités analytiques et de surveillance des stupéfiants de l'OEDT.

Eurojust conseille les autorités nationales sur la conversion en preuves des informations collectées à l'occasion d'une livraison surveillée, et facilite l'échange d'informations et de documents faisant suite à des demandes d'entraide judiciaire. En octobre 2015, le Collège a tenu une discussion thématique sur les obligations légales et les questions opérationnelles relatives aux livraisons surveillées (voir [Rapport annuel 2014 d'Eurojust](#), p. 60). Eurojust a continué à assurer la liaison avec le Conseil de l'Europe et Europol pour identifier d'éventuelles synergies et a partagé son rapport *Legal and Operational Issues Identified by Eurojust in Controlled Deliveries* au sein de chaque projet EMPACT concerné. Eurojust contribue à la rédaction d'un manuel sur les livraisons surveillées – une initiative du Groupe Pompidou (Conseil de l'Europe) – dont la parution est prévue en 2017.

2.1.8 Atteintes aux biens commises par des GDI

Les atteintes aux biens commises par des groupes de délinquance itinérante (GDI) recouvrent un large éventail d'infractions, comme les vols de véhicule, les vols de métaux, le vol à la tire, les braquages et les cambriolages en série. Eurojust a apporté son soutien dans 199 dossiers ainsi qu'à 19 réunions de coordination et à 12 ECE, dont quatre fraîchement établies. De plus, Eurojust a organisé deux centres de coordination traitant de vols de véhicules.

Un programme de trois ans, élaboré conjointement par Eurojust et l'Espagne dans le cadre d'une action opérationnelle au sein du projet EMPACT sur les COAB, s'est achevé en juin par un séminaire organisé par Eurojust, qui a réuni des spécialistes en matière d'enquêtes et de poursuites des COAB, notamment des représentants des autorités judiciaires et policières nationales des États membres, de Norvège et d'Islande, de la Commission, du CEPOL et d'Europol. Les objectifs du séminaire étaient de sensibiliser les officiers de police, les procureurs et les juges aux aspects uniques des enquêtes et poursuites des COAB et GDI, d'échanger des avis sur de possibles failles juridiques et difficultés pratiques et d'identifier les bonnes pratiques.

Le rapport final, publié en décembre, résume les discussions, observations et conclusions du programme. Selon le rapport, bien qu'aucun vide juridique important n'affecte les enquêtes et les poursuites des COAB, les autorités nationales doivent examiner leurs pratiques et stratégies actuelles, notamment en ce qui concerne les ressources et approches utilisées lors d'enquêtes complexes sur des formes graves de criminalité organisée (par ex. preuves médico-légales (ADN) ou techniques d'enquête spéciales (par ex. interception des communications)), et renforcer la coopération internationale, y compris avec Eurojust et le RJE.

2.1.9 Infractions criminelles affectant les intérêts financiers de l'UE

Le soutien opérationnel offert par Eurojust dans les dossiers traitant d'infractions qui affectent directement ou indirectement les intérêts financiers de l'UE n'a pas évolué par rapport à 2015, avec 11 réunions de coordination et 5 ECE (dont l'une nouvellement établie), bien que le nombre de dossiers PIF enregistrés en 2016 ait baissé de 69 à 41. Dans les statistiques d'Eurojust, la fraude à la TVA est traitée comme une catégorie d'infractions à part.

2.2 Dossiers traités par Eurojust concernant des organisations criminelles mafieuses

Depuis 2012, plus de 145 dossiers Eurojust ont traité des OC mafieuses italiennes, telles que la Cosa Nostra, la Camorra et la 'Ndrangheta. Tous ces dossiers confirment la dimension transnationale des OC mafieuses italiennes. Au fil des ans, celles-ci ont consolidé leurs partenariats à l'échelle mondiale avec d'autres organisations criminelles, actives notamment dans le trafic de stupéfiants et le blanchiment d'argent.

En plus de blanchir à l'étranger les revenus de leurs activités illicites en Italie, ces OC ont infiltré massivement l'économie officielle de nombreux États membres, dont l'Espagne (particulièrement prisée par la Camorra italienne), les Pays-Bas, la Roumanie, la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni, notamment grâce à la présence sur place de dangereux fugitifs italiens disposant de réseaux d'associés et de complices. Ces infiltrations sont générale-

ment le fait d'associés de l'OC ou d'hommes de paille par le biais d'investissements immobiliers et de prises de participation dans des contrats publics ou privés, en particulier dans les secteurs de la construction, des services publics et de la gestion des déchets.

En vertu de la législation pénale italienne, la participation à une organisation criminelle est une infraction distincte punissable d'une peine d'emprisonnement de longue durée conformément aux articles 416 et 416bis du Code pénal italien, comme prévu à l'article 2 de la décision-cadre 2008/841/JAI du Conseil sur la lutte contre la criminalité organisée. Toutefois, seuls certains États membres ont adopté des dispositions semblables punissant la participation à une OC comme une infraction distincte. En outre, dans ces États, le degré d'application et les sanctions

attachées à ces infractions varient grandement, de même que les possibilités et les conditions de recours à des techniques spéciales d'enquête (comme l'écoute téléphonique).

L'expérience montre que l'existence de différentes définitions légales et l'absence d'équivalence à l'article 416*bis* du Code pénal italien constituent d'importantes entraves juridiques et opérationnelles à une coopération judiciaire efficace.

Eurojust a soutenu des opérations couronnées de succès en identifiant les défis sur le plan judiciaire et en suggérant des solutions (notamment l'utilisation accrue des ECE) qui prennent en compte les divers cadres juridiques et approches de poursuites disponibles à l'encontre des OC italiennes présentes au niveau national. Avec le soutien du bureau italien d'Eurojust, les autorités italiennes ont informé leurs homologues dans les États membres concernés du risque réel posé par les OC mafieuses italiennes agissant sur leur territoire. Elles ont également apporté leur assistance dans l'identification et le recueil de preuves concernant le délit prérequis (généralement le blanchiment de capitaux), et ont examiné et approuvé des moyens opérationnels coordonnés pour démanteler ces groupes, à l'aide de techniques d'enquête spéciales telles que les écoutes téléphoniques et, plus récemment, les ECE. Plusieurs dossiers enregistrés par le bureau national italien sont toujours en cours. Pour bien comprendre les défis en jeu, prenons l'exemple d'un dossier soutenu par Eurojust :

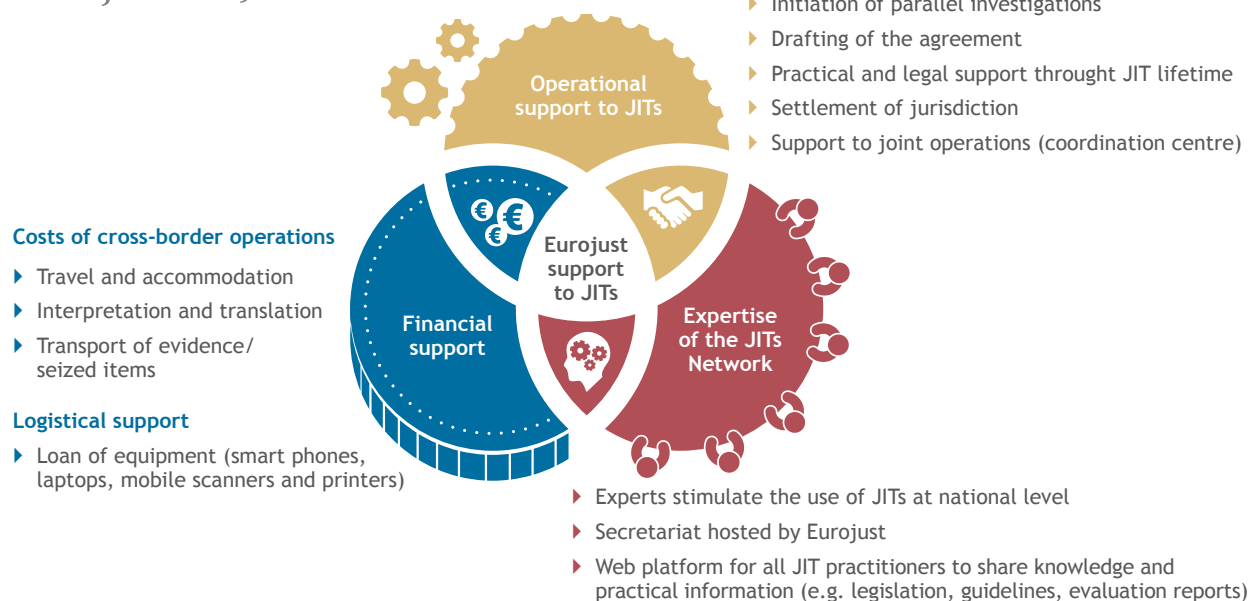
Une enquête italienne s'est penchée sur une OC liée à la Camorra, active dans le commerce de produits contrefaits (par ex. des générateurs électriques, des tronçonneuses, des perceuses à percussion et des vêtements). Les produits illégaux étaient fabriqués en Chine, puis des étiquettes contrefaites d'entreprises connues étaient apposées en Italie.

Les marchandises étaient distribuées partout dans le monde au départ du port de Naples. En outre, les outils et appareils électriques négociés par l'OC n'étaient pas conformes aux normes de sécurité de l'UE. Cette activité criminelle était extrêmement rentable (par ex. un générateur produit en Chine pour 35 EUR était vendu 400 EUR, alors que le modèle légitime coûte 1 250 EUR). L'OC était établie dans les environs de Naples, mais les opérations illicites s'étendaient dans plus de 20 pays en Europe, en Australie et en Islande.

Les efforts de coordination d'Eurojust ont aidé les autorités nationales italiennes et autres à retracer les activités de l'OC et à parvenir à une interprétation commune de son fonctionnement au niveau national. Une stratégie opérationnelle conjointe et des opérations coordonnées ont été décidées. La stratégie s'est concentrée sur l'ouverture et la conduite d'enquêtes nationales sur le blanchiment d'argent, parallèlement aux enquêtes initiales menées en Italie sur la participation à une OC mafieuse. Eurojust a soutenu les enquêtes nationales concomitantes et l'exécution de plus de 30 demandes d'entraide judiciaire italiennes. Les opérations, coordonnées par Eurojust avec le soutien analytique d'Europol, ont connu un dénouement favorable. En effet, elles ont débouché sur plusieurs actions simultanées menées dans sept États membres (CZ, DE, ES, FR, IT, SE et UK), qui ont conduit à l'arrestation de 67 individus, à la perquisition de 143 entrepôts et à la saisie de plus de 800 tonnes de matériaux contrefaits, soit un recouvrement de plus de 11 millions d'euros.

Eurojust a pris note de la résolution du Parlement européen du 25 octobre 2016 sur la lutte contre la corruption suivant la résolution de la commission spéciale CRIM invitant la Commission à soumettre un rapport d'évaluation de la transposition de la décision-cadre 2008/841/JAI du Conseil sur la lutte contre la criminalité organisée.

Eurojust & JITs



Opération Avalanche : une analyse fouillée

Principales menaces

Suite à un déferlement d'attaques de type rançongiciel par cryptage ayant bloqué un grand nombre de systèmes informatiques et privé les utilisateurs de l'accès à leur ordinateur, l'Allemagne a ouvert une enquête en 2012 sur une OC appelée Avalanche, impliquée dans des activités d'attaque par logiciel malveillant, d'hameçonnage et d'envoi de courrier indésirable. L'enquête a révélé l'existence d'une infrastructure technique extrêmement sophistiquée qui avait servi à infecter des millions de systèmes informatiques d'entreprise et de particuliers à l'aide de logiciels malveillants (par exemple, des rançongiciels et des chevaux de Troie bancaires), permettant ainsi aux cybercriminels d'exploiter les réseaux et de recueillir les mots de passe de comptes bancaires et de messagerie électronique.

Grâce à ces informations, les criminels avaient pu effectuer des transferts bancaires à partir des comptes des victimes. Ces sommes avaient ensuite été redirigées vers les cybercriminels par l'intermédiaire d'une infrastructure créée spécifiquement pour protéger les revenus des activités criminelles. Outre le lancement et la gestion d'attaques de masse par des logiciels malveillants partout dans le monde, le réseau Avalanche était également utilisé dans le cadre de campagnes de recrutement de « passeurs d'argent ». L'infrastructure Avalanche avait été conçue de manière à être extrêmement résistante aux tentatives de démantèlement et aux opérations des forces de l'ordre (grâce à une technique de fast-flux double).

Eurojust et Europol

Le besoin d'une vaste coopération internationale s'est fait sentir en 2015. Le parquet et les forces de police allemands ont demandé l'appui d'Eurojust et d'Europol. À ce stade, des actions avaient été entreprises contre certaines parties du réseau, mais aucune coopération de grande envergure n'avait été établie et les auteurs n'avaient pas encore été identifiés.

Plusieurs réunions opérationnelles et de coordination, réunissant un grand nombre d'États membres et d'États tiers (dont les États-Unis et l'Azerbaïdjan), ont été tenues à Eurojust et Europol, les deux agences collaborant étroitement. Avant la réunion de coordination finale, une réunion de niveau II, à laquelle assistaient exceptionnellement des procureurs et officiers de police américains et allemands,

Eurojust a soutenu le travail des autorités judiciaires en modélisant les obligations légales liées à l'exécution des interventions nécessaires et en facilitant la rédaction et l'exécution des lettres de demande dans un délai opportun.

EC3 a apporté son soutien à l'enquête en facilitant l'échange d'informations sécurisées, en offrant des analyses détaillées et un appui lors des investigations numériques poussées, mais aussi en encourageant la coopération entre les partenaires privés et les forces de l'ordre.

s'est tenue à Eurojust avec un groupe restreint de pays qui ne seraient pas présents lors de la réunion de coordination suivante. Les réunions opérationnelles et de coordination ont permis de planifier une journée d'opérations communes et de clarifier certains concepts et notions juridiques liés à cette forme de cybercriminalité.

Impact

Utilisée depuis 2009, l'infrastructure Avalanche est responsable de dommages estimés à 6 millions d'euros à la suite de cyberattaques concentrées sur des systèmes bancaires en ligne rien qu'en Allemagne. Par ailleurs, les pertes monétaires associées aux attaques de logiciels malveillants menées sur le réseau Avalanche ont été estimées à plusieurs centaines de millions d'euros dans le monde. Il est difficile de connaître les chiffres exacts étant donné le grand nombre de familles de logiciels malveillants gérés sur la plateforme. Initialement, une journée d'action était prévue en 2015. Elle a toutefois été reportée à la fin de l'année 2016 pour permettre l'identification des auteurs, grâce à une coopération rapprochée avec les autorités américaines.

La présence des serveurs à démanteler dans plusieurs juridictions a d'abord soulevé des inquiétudes liées à la souveraineté, mais des consultations entre les autorités concernées ont permis de résoudre le problème. Pareillement, certains se sont inquiétés du sort des domaines « en gestation » dans la mesure où les législations de plusieurs pays participants ne permettaient pas de les saisir. L'expert national détaché en charge des affaires de cybercriminalité d'Eurojust a pu informer les autorités nationales que le problème ne se poserait pas. En effet, les domaines en question auraient changé de statut et seraient bien « réels » au moment des opérations. Il a continué à tenir un rôle de conseiller auprès des bureaux nationaux et des autorités nationales tout au long de l'enquête. De plus, il a fourni les coordonnées d'autorités judiciaires de pays situés en dehors du réseau de contacts d'Eurojust.

Secteur privé

Une collaboration a été initiée avec des partenaires des secteurs privé et non marchand afin d'analyser plus de 130 To de données capturées et d'identifier la structure de serveurs du réseau de robots (*botnet*), aboutissant à l'arrêt

des serveurs et au démantèlement de l'ensemble du réseau criminel. Parmi ces partenaires figuraient le *Fraunhofer-Institut für Kommunikation, Informationsverarbeitung und Ergonomie* (Allemagne), la Shadowserver Foundation, le Registrar of Last Resort et l'ICANN (Internet Corporation for Assigned Names and Numbers). D'autres partenaires, notamment INTERPOL et le Réseau ibéro-américain de coopération judiciaire internationale (IberRed), ont joué un rôle important, en particulier pour préparer la journée d'opérations communes. IberRed a servi de liaison avec les pays hispanophones, surtout en Amérique du Sud.

Résultats

Le jour des opérations, en novembre 2016, Europol a hébergé le poste de commandement, auquel participait Eurojust pour offrir un soutien immédiat aux autorités judiciaires prenant part aux opérations. Au poste de commande, le procureur et les officiers de police allemands ont collaboré avec les représentants des pays concernés et les partenaires du secteur privé pour garantir le succès de ces opérations à grande échelle. Ces efforts internationaux visant le démantèlement du réseau ont bénéficié du soutien de procureurs et d'enquêteurs de 29 pays.



Dans un premier temps, cinq individus ont été arrêtés, 37 locaux perquisitionnés et 39 serveurs saisis. Des victimes infectées par les logiciels malveillants ont été identifiées dans plus de 180 pays. En outre, 221 serveurs ont été mis hors ligne grâce à l'envoi de notifications d'abus aux fournisseurs de services d'hébergement. Plus de 800 000 domaines associés à l'infrastructure criminelle ont été reroutés et des pages web dédiées ont été créées à l'intention du public pour aider les victimes à supprimer les logiciels malveillants de leurs ordinateurs et empêcher d'autres intrusions.



Leçons apprises

La collaboration étroite entre Eurojust et Europol dans l'organisation des réunions conjointes a aidé les pays concernés à mener leurs enquêtes tout en gagnant du temps et de l'argent.

L'opération Avalanche a démontré que seule la collaboration d'entités publiques et privées pouvait aboutir au démantèlement d'un réseau criminel complexe et étendu. La cybercriminalité est un phénomène mondial qui nécessite une coopération entre les autorités, et la façon la plus efficace d'établir une telle coopération consiste parfois à faire appel à des réseaux régionaux de praticiens.

Derrière toute entreprise cybercriminelle florissante se cache un modèle d'exploitation spécifique. C'est en ciblant le modèle d'exploitation du réseau Avalanche, en trouvant les moyens de gêner les malfaiteurs et de s'immiscer dans l'infrastructure technique et en identifiant et soutenant les victimes qu'il a été possible de mettre hors d'état de nuire l'un des réseaux cybercriminels les plus sophistiqués de ces dernières années. Les opérations ont permis de recueillir des informations précieuses sur le mode opératoire des cybercriminels. Parallèlement, la relation de confiance établie entre les entités publiques et privées s'avérera un atout inestimable dans la lutte future contre la cybercriminalité. Depuis le jour des opérations, l'approche adoptée dans cette affaire est considérée comme une pratique exemplaire par les procureurs et les enquêteurs spécialisés dans la cybercriminalité.



M. Frank Lange, procureur principal :

La mise en place d'une coopération internationale fiable et rapide, au-delà de l'approche traditionnelle de l'entraide judiciaire, a été essentielle au succès de l'opération Avalanche. Eurojust et EC3 ont joué un rôle important en créant une ambiance propice à la coopération entre les participants judiciaires et les forces de police. L'organisation de réunions de coordination à Eurojust et de réunions opérationnelles à Europol ainsi que le soutien offert par les deux agences dans le cadre de l'envoi d'informations et de demande d'entraides aux destinataires concernés ont posé les bases d'une stratégie véritablement multinationale. Nous leur en sommes vraiment reconnaissants.



Les partenaires
d'Eurojust



3.1 Coopération avec Europol

La coopération a été renforcée grâce au travail des Comités directeurs Eurojust-Europol pour les questions opérationnelles et stratégiques. Ceux-ci ont permis d'aborder de nombreux sujets, notamment le soutien d'Eurojust aux points focaux Europol et aux journées d'opérations communes 2016, le questionnaire CARIN sur la confiscation sans condamnation pénale, des projets de rétention de données, le financement des ECE et le programme d'échange. Le Rapport annuel commun 2015 a été présenté au Conseil et à la Commission le 19 mai.

Eurojust explore actuellement les moyens de jeter un pont entre les centres Eurojust et Europol. Lors de la réunion de haut niveau Eurojust-Europol, un soutien a été apporté au détachement de représentants d'Eurojust auprès de l'ECTC et de l'EMSC, en suivant le bon exemple donné par l'expert national en charge des affaires de cybercriminalité d'Eurojust détaché auprès d'EC3.

L'échange régulier d'informations sur les réunions opérationnelles (Europol) et de coordination (Eurojust) planifiées s'est poursuivi. Europol a assisté à 87 réunions de coordination.

Eurojust a contribué aux activités menées dans le cadre des PAO dans tous les domaines de priorité EMPACT et au sein des points focaux. Eurojust a participé en tant que lea-

der, co-leader et participant aux actions entreprises pour étendre les enquêtes et poursuites coordonnées au sein des PAO et identifier les défis et bonnes pratiques judiciaires. Le Collège a décidé de rationaliser le rôle et les missions de ses points de contact auprès des points focaux, en les alignant sur la nouvelle structure adoptée par Europol et sur les priorités opérationnelles et stratégiques d'Eurojust.

Eurojust s'est associée officiellement aux dossiers APATE (fraude) et HYDRA (terrorisme d'inspiration religieuse islamique), portant à 25 le nombre de dossiers Europol soutenus par Eurojust.

Eurojust a contribué aux ouvrages stratégiques *État de la menace de la grande criminalité organisée* (SOCTA), à paraître en 2017, ainsi qu'à la section « Condamnations et sanctions » et aux annexes statistiques pertinentes du *Rapport sur la situation et les tendances du terrorisme* (TE-SAT).

À la suite d'une initiative de la présidence néerlandaise du conseil d'administration d'Europol, une réunion conjointe du conseil d'administration et du Collège d'Eurojust a été organisée en décembre pour examiner des réflexions conjointes sur la coopération, promouvoir une meilleure compréhension des mandats respectifs d'Eurojust et d'Europol et renforcer la complémentarité afin de mieux aider les autorités nationales.

3.2 Coopération avec l'OLAF

Les efforts communs d'Eurojust et de l'OLAF se sont poursuivis pour lutter contre la fraude, la corruption et d'autres crimes affectant les intérêts financiers de l'Union européenne, mettant en évidence la nécessité d'une approche multiagence efficace dans les dossiers transfrontaliers, en particulier par le biais d'un partage d'informations et d'un engagement mutuel. Les agents de l'OLAF ont collaboré avec Eurojust sur quatre dossiers et ont participé à quatre réunions de coordination. La coopération a été

assurée grâce à l'équipe de liaison d'Eurojust et de l'OLAF, laquelle a, entre autres, échangé régulièrement des synthèses de dossiers et organisé une formation conjointe sur le volet pratique de la coopération, s'appuyant sur des affaires pour démontrer aux praticiens que la coopération et l'échange de bonnes pratiques entre l'OLAF et Eurojust contribuent à la protection des intérêts financiers de l'Union européenne.

Roadshows et séminaires de marketing

Eurojust a organisé, en coopération avec les autorités nationales respectives, des *séminaires de marketing* en Lituanie (mai), Bulgarie (juin) et Irlande (juillet) ainsi qu'un *roadshow* en Espagne pour promouvoir les missions, le travail et la valeur ajoutée apportée par Eurojust dans les questions opérationnelles et encourager la reconnaissance d'Eurojust en tant que centre d'expertise légale et judiciaire de l'Union européenne.

Des procureurs, des juges et/ou des autorités policières ont pris part à ces séminaires.

Eurojust et la formation

Les réunions thématiques d'Eurojust, auxquelles assistent les praticiens, permettent de partager l'expérience et les bonnes pratiques. Ces réunions peuvent être considérées comme une formation pratique. Plus particulièrement, Eurojust soutient la formation sur la coopération judiciaire dans les affaires criminelles sur la base d'un protocole d'accord signé avec le REFJ.

Dans le cadre du programme d'échange du REFJ, 16 procureurs/juges de 9 États membres (BE, BG, ES, IT, HU, AT, PL, PT et SI) ont participé à de longues périodes de formation (3 ou 4 mois) dans les bureaux nationaux d'Eurojust, soutenant leur travail opérationnel. En avril, Eurojust a également organisé une visite d'étude d'une semaine, à laquelle 27 procureurs/juges de 17 États membres ont assisté.

De plus, les membres des bureaux nationaux d'Eurojust ont participé activement aux quatre séminaires REFJ dans le cadre du Projet sur la justice criminelle I, *Coopération Judiciaire Internationale dans les affaires criminelles en pratique : simulations de MAE et d'entraide judiciaire*. Lors de ces séminaires, les représentants d'Eurojust supervisent le travail des praticiens et fournissent des renseignements sur le rôle d'Eurojust.

Conformément au protocole d'accord avec le CEPOL et dans le contexte des PAO 2015 (EMPACT), Eurojust a soutenu des formations dans divers domaines : enquêtes financières et fraude aux accises, trafic de cocaïne et d'héroïne, CTE, contrefaçon de marchandises et DPI, TEH et IIS.

Conjointement avec le CEPOL, le REFJ et le secrétariat du réseau ECE, Eurojust a continué à participer à la formation *Équipes communes d'enquête*.

Enfin, dans le cadre du projet 2014 d'IAP, financé par l'UE, *La coopération internationale dans la justice criminelle : le réseau des procureurs des Balkans occidentaux*, Eurojust a donné une formation et organisé une visite d'étude d'une semaine pour les praticiens des Balkans occidentaux en juillet.

3.3 Relations d'Eurojust avec les États et organisations tiers

Accords de coopération

L'entrée en vigueur, le 21 octobre, de l'accord de coopération avec la République de Moldavie, porte à sept le nombre d'accords de coopération conclus par Eurojust. Des accords de coopération ont été signés avec le Monténégro le 3 mai et avec l'Ukraine le 27 juin, mais ceux-ci ne sont pas encore entrés en vigueur. Des négociations officielles sont également en cours pour conclure un accord de coopération avec l'Albanie.

Des contacts ont été maintenus avec la Bosnie-Herzégovine, le Brésil, la Géorgie, Israël, le Mexique, la Serbie, la Tunisie et la Turquie pour examiner les possibilités de renforcement de la coopération. En outre, la mise en œuvre pratique des dispositions des accords de coopération en vigueur a été évaluée. Dans ce contexte, des réunions de concertation ont été régulièrement organisées en Suisse et en Norvège.

Dossiers Eurojust concernant des États tiers

Eurojust a apporté son soutien à 300 dossiers impliquant 61 États tiers différents et traitant principalement de fraude et de blanchiment d'argent. Les États tiers ont

été représentés à 50 réunions de coordination, les participants les plus assidus étant la Suisse, les États-Unis et la Norvège. La Suisse et la Norvège ont également participé à des centres de coordination. Les États tiers ont collaboré à 14 ECE soutenues par Eurojust (voir section 1.4).

Procureurs de liaison détachés auprès d'Eurojust

Un accord de coopération fournit la base juridique pour le détachement d'un procureur de liaison. Eurojust dispose de trois procureurs de liaison, détachés par la Norvège, les États-Unis et la Suisse.

Le procureur de liaison pour la Suisse a enregistré 90 dossiers, traitant principalement d'escroquerie et de fraude, de blanchiment d'argent et d'infractions portant atteinte à la vie, à l'intégrité corporelle et à la liberté de la personne. Il a en outre participé à 21 réunions de coordination et à deux centres de coordination. Le procureur de liaison pour la Norvège a enregistré 65 dossiers, traitant principalement de trafic de drogues, de TEH et d'infractions portant atteinte à la vie, à l'intégrité corporelle et à la liberté de la personne. Il a participé à 10 réunions de

coordination et à un centre de coordination. Le procureur de liaison pour les États-Unis a enregistré un dossier de piraterie maritime et a participé à 12 réunions de coordination. Leur présence à Eurojust et leur engagement dans les dossiers apparaissent bénéfiques, dans la mesure où ils peuvent accélérer et faciliter la coopération judiciaire entre les autorités compétentes des États membres et des États tiers.

Points de contact Eurojust dans les États tiers

Eurojust a continué à étendre son réseau mondial de points de contact judiciaires dans les États tiers avec l'ajout de points de contact en Colombie et en Libye. Aujourd'hui, un nombre total de 41 États tiers ont des points de contact Eurojust. Ces points de contact, par le biais d'Eurojust, facilitent la coopération entre les autorités compétentes des États membres et des États tiers.

Coopération avec la CPI

Eurojust et le bureau du procureur de la CPI ont signé un protocole d'accord sur la coopération en 2007. En 2016, Eurojust et la CPI ont exploré les liens entre les crimes fondamentaux (tels que définis dans le Statut de Rome de la CPI), le terrorisme et d'autres crimes. En juin, Eurojust



Maria Schnebli, Liaison Prosecutor for Switzerland

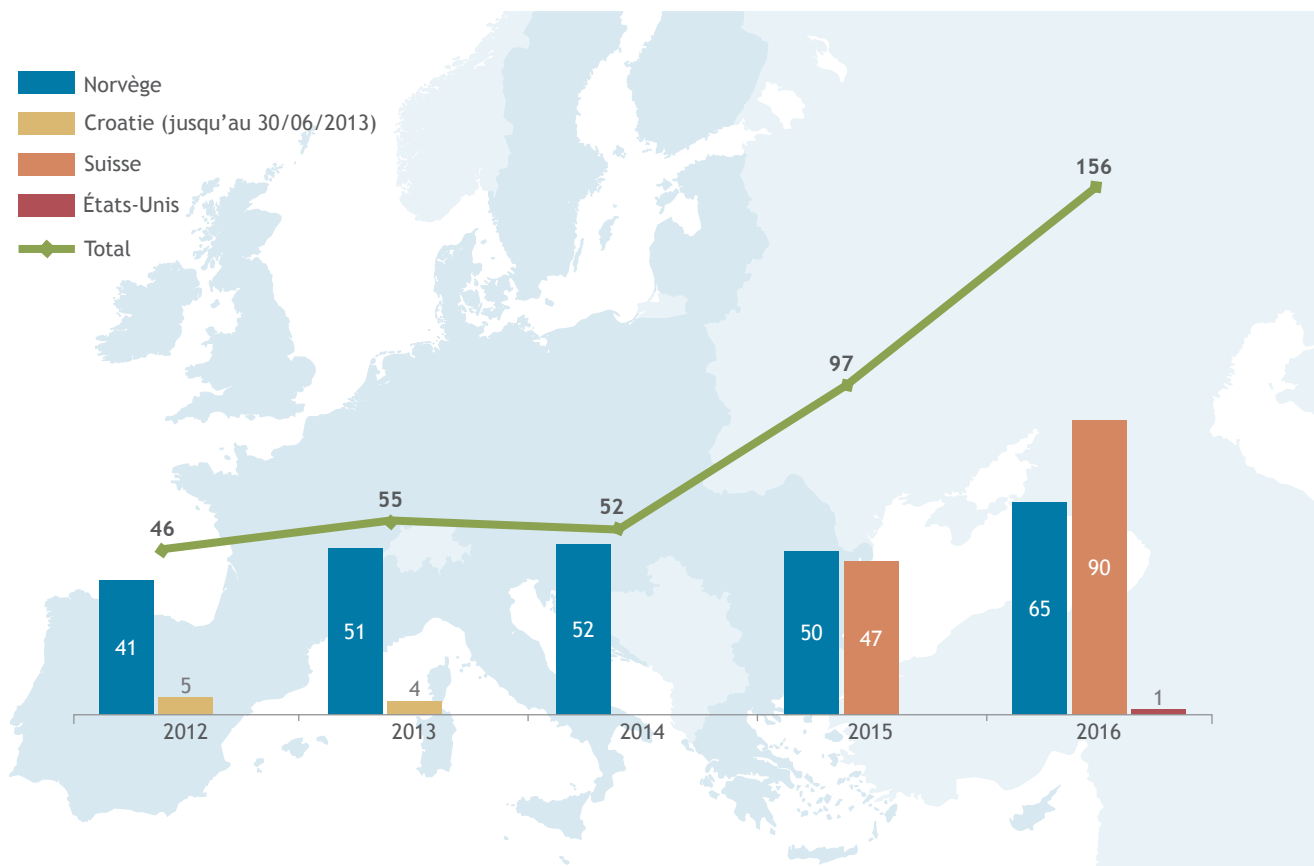


Michael Olmsted, Liaison Prosecutor for the USA



Hilde Stoltenberg, Liaison Prosecutor for Norway

Dossiers par procureur de liaison 2012 – 2016



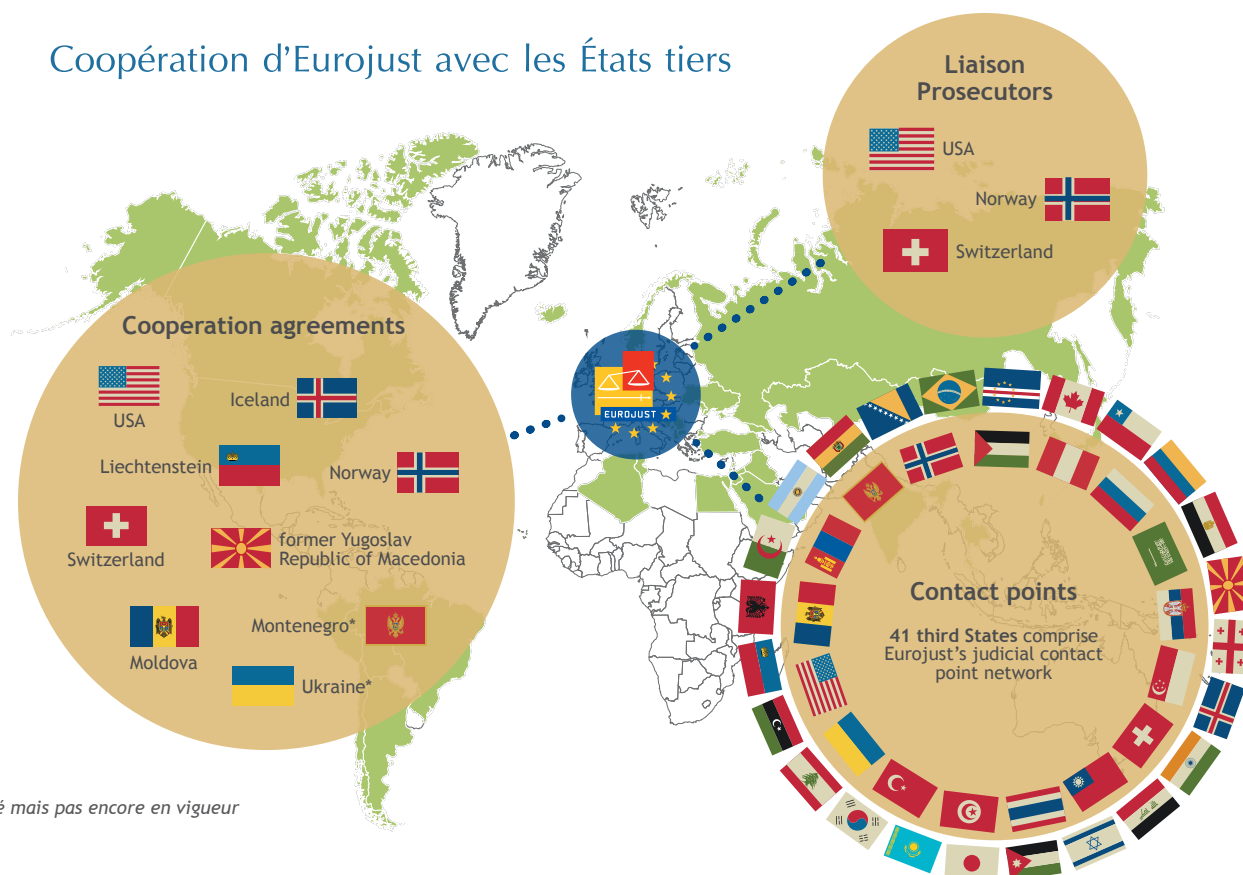
Coopération avec l'Ukraine et la Moldavie dans un dossier de vol d'œuvres d'art

Les autorités de poursuites italiennes ont ouvert une enquête sur un vol perpétré dans un musée de Vérone (Italie) en novembre 2015. Dix-sept toiles de maître avaient été dérobées, dont des œuvres de Rubens, Tintoretto et Pisanello. Les auteurs présumés étaient membres d'une OC composée d'Italiens, d'Ukrainiens et de Moldaves. Un dossier a été ouvert à Eurojust pour faciliter la localisation des tableaux, l'arrestation des coupables et, en fin de compte, la saisie et le retour des œuvres d'art en Italie.

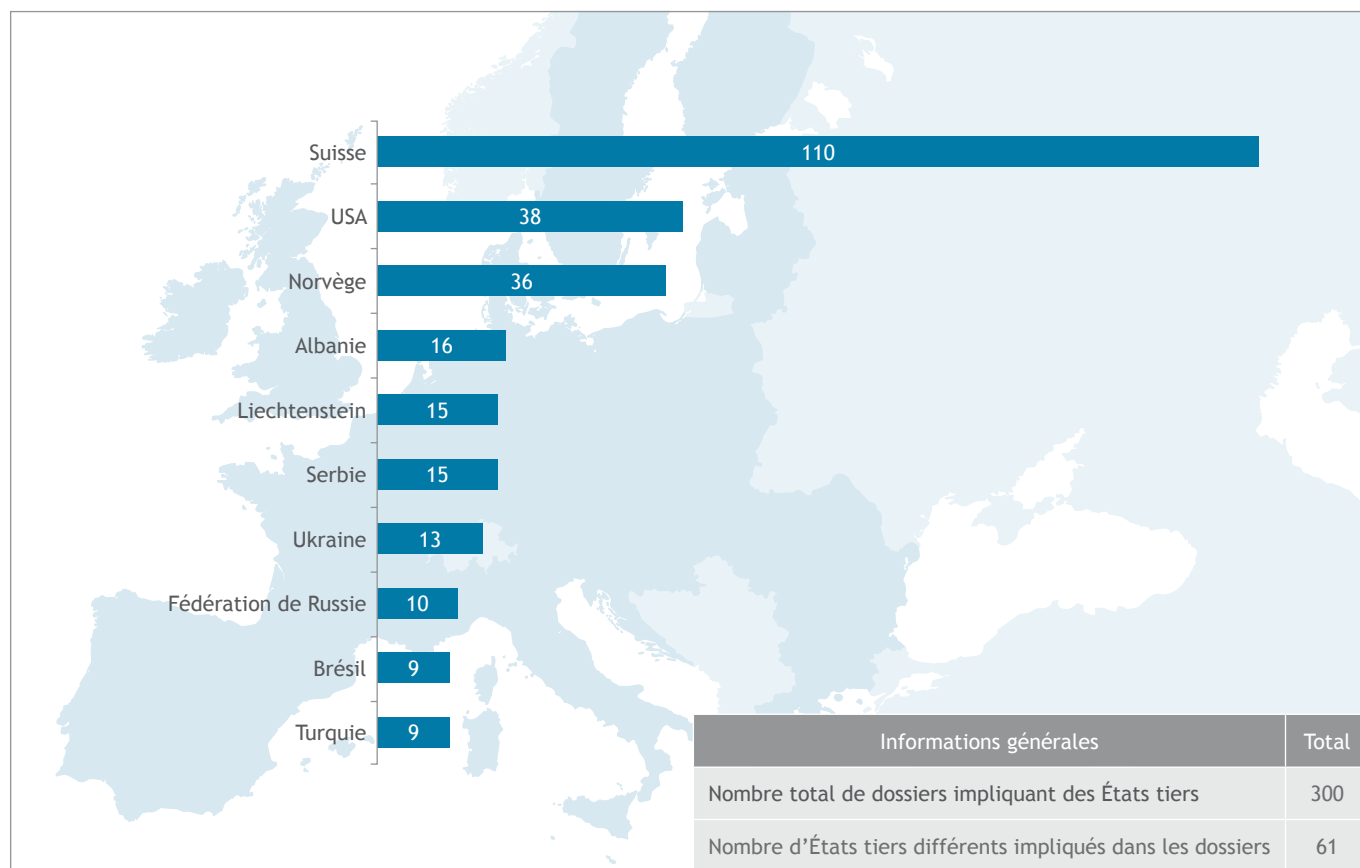
Début 2016, l'Italie a envoyé deux demandes d'EJ à la Moldavie. En mars, douze personnes ont été arrêtées (sept en Italie et cinq en Moldavie). Néanmoins, deux suspects de nationalité moldave étaient toujours en fuite, vraisemblablement à Odessa (Ukraine), et en possession des dix-sept tableaux volés. Une réunion de coordination a été organisée à Eurojust en avril pour vérifier si des procédures liées étaient en cours dans d'autres pays et pour éviter tout conflit de compétence ou problème *ne bis in idem*.

L'appui d'Eurojust a été essentiel pour parvenir à une interprétation commune de la part des autorités nationales, laquelle a abouti à un accord sur l'échange d'informations concernant les activités opérationnelles récentes et garanti l'exécution d'une demande d'EJ italienne via un point de contact en Ukraine. Ce point de contact a joué un rôle important dans l'établissement d'une relation de confiance et d'une interprétation commune entre les parties concernées. De plus, Eurojust a favorisé l'ouverture d'une enquête parallèle en Ukraine et la mise en place d'un groupe de travail informel composé d'enquêteurs des pays concernés, qui étaient tenus de se consulter les uns les autres en vue de coordonner leurs actions, conformément à l'article 15(5) de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale de 2000. L'issue de la réunion de coordination a permis d'assurer la résolution rapide du dossier. Quelques jours après la réunion de coordination, les efforts de coopération judiciaire permettaient de retrouver les tableaux à Odessa. Les deux suspects moldaves ont été appréhendés en mai 2016.

Coopération d'Eurojust avec les États tiers



Dix premiers États tiers dans les dossiers Eurojust



a invité les représentants de la CPI à rencontrer les correspondants nationaux d'Eurojust pour les questions de terrorisme et les experts du contreterrorisme de Norvège, de Suisse et des États-Unis afin de leur présenter le travail de la CPI en Libye concernant les liens découverts entre les crimes fondamentaux et le terrorisme. La CPI a témoigné de sa volonté d'aider à faciliter l'entraide judiciaire et l'échange d'informations dès lors que de tels liens sont

identifiés. Eurojust a offert la possibilité aux autorités judiciaires nationales d'établir des contacts directs avec les enquêteurs de la CPI pour poursuivre efficacement les crimes fondamentaux et les infractions liées au terrorisme. En juillet, le Directeur des enquêtes a présenté les activités de la CPI au Collège, et des avis ont été échangés sur les moyens d'améliorer la coopération.



Coup de projecteur sur le procureur de liaison pour la Suisse

« J'ai été nommée premier procureur de liaison suisse auprès d'Eurojust en mars 2015. Pour la Suisse, le fait de détacher un procureur de liaison ici, à Eurojust, de manière permanente est certainement un pas décisif. La Suisse entretenait une relation de travail de longue date avec Eurojust bien avant l'entrée en vigueur en 2011 de l'accord de coopération entre Eurojust et la Suisse. En tant que procureur fédéral auprès du Ministère public de la Confédération suisse, j'étais le point de contact opérationnel pour Eurojust depuis 2002. Comme procureur de liaison, je suis désormais détachée auprès d'Eurojust de façon permanente, avec un bureau entièrement équipé. »

Même si je connaissais Eurojust depuis des années, les choses ont changé d'une façon radicale depuis que je suis procureur de liaison. La grande différence, c'est qu'en tant que procureur de liaison, je peux ouvrir mes propres dossiers à Eurojust et approcher directement les bureaux nationaux dont le procureur suisse demande le soutien ou la coopération dans le cadre de son enquête.

Les procureurs de liaison peuvent assister au *tour de table* opérationnel de la séance plénière du Collège et organiser des réunions de niveau II et de coordination, ces dernières avec l'aimable soutien de l'Administration d'Eurojust. Je participe régulièrement aux réunions de coordination organisées par les bureaux nationaux à Eurojust, soit pour accompagner les enquêteurs et procureurs suisses qui y prennent part, soit pour les y représenter quand ils ne peuvent pas se rendre à La Haye.

Depuis que je suis à Eurojust, l'une de mes tâches consiste à organiser et à favoriser la participation active et l'engagement des experts nationaux suisses dans plusieurs domaines clés, notamment la lutte contre le terrorisme et la cybercriminalité, pour lesquels Eurojust fournit des plateformes très précieuses avec des réunions tactiques et des réseaux d'experts.

Eurojust n'était pas très connue en Suisse avant ma nomination à ce poste, mais les procureurs sont désormais familiers des activités de l'agence et commencent à tirer parti du potentiel offert. Pour reprendre les paroles d'un procureur lors d'un des roadshows auxquels je participe régulièrement en Suisse, « de nouveaux horizons s'ouvrent à nous ». Les statistiques reflètent d'ailleurs cette évolution. J'ai ouvert 47 dossiers en 2015 et 90 en 2016, et leur nombre ne cesse de croître.

Les procureurs suisses s'adressent à moi pour des dossiers liés à un large éventail d'infractions prévues par le Code pénal suisse, et mes « clients » comprennent les 26 bureaux des procureurs cantonaux dans les trois régions linguistiques, ainsi que le Bureau du Procureur général. Certains dossiers sont faciles à résoudre, tandis que d'autres, plus complexes, impliquent plusieurs pays et peuvent durer des années. À mesure qu'ils apprennent à collaborer avec Eurojust, les procureurs suisses s'aventurent dans des domaines moins familiers, tels que les ECE. Actuellement, la Suisse participe à deux dossiers pour lesquels des ECE sont actives, et trois autres devraient être établies sous peu. Cette évolution est très importante pour la Suisse, et rien de cela ne serait possible sans l'appui d'Eurojust.

Ce n'est un secret pour personne : la coopération doit aller dans les deux sens. Ainsi, je suis persuadée que ma présence ici apporte une véritable valeur ajoutée – et les réactions de mes collègues des bureaux nationaux au quotidien confirment ce sentiment. La Suisse, en tant que centre financier, est un partenaire très prisé, en particulier dans les dossiers de criminalité économique, de blanchiment d'argent et de corruption. Notre système juridique est assez compliqué et la coexistence de trois langues n'arrange rien. Le fait de pouvoir discuter avec mes collègues et résoudre régulièrement des questions en suspens s'est avéré fort utile. Ainsi, je suis à même d'aider nos procureurs en Suisse en les soutenant et en les conseillant dans leur travail quotidien. »

Maria Schnebli, citée dans *Aktuelle Juristische Praxis/Pratique juridique actuelle*, août 2016, p. 105.

Dossier suisse de vol de bijoux à main armée

Depuis 2013, une OC lituanienne dotée d'une structure hiérarchique avait commis plus de 10 vols à main armée de bijoux sur le sol suisse. Les auteurs menaçaient les victimes avec des armes et avaient recours à la violence physique. Ainsi, au moins l'une des victimes a souffert de dommages cérébraux irréversibles. Une analyse ADN réalisée au cours des enquêtes suisses a permis d'associer les auteurs à des cambriolages commis dans de nombreux pays européens, notamment la Belgique, la République tchèque, le Danemark, l'Espagne, la France, l'Allemagne, l'Italie, les Pays-Bas, l'Autriche, la Finlande et la Norvège. Les objets de valeur volés étaient vendus sur eBay à partir d'ordinateurs dotés d'adresses IP lituaniennes.

Les enquêtes menées en Suisse ont abouti à plusieurs arrestations, facilitées par les autorités lituaniennes sur la base d'une EJ. Cela n'a pas empêché l'OC de poursuivre ses activités. Les petits délinquants ou « soldats » étaient rapidement remplacés par d'autres, et la tête de l'organisation restait intouchable. À ce stade de l'affaire, les autorités suisses ont sollicité le concours d'Eurojust pour renforcer la coopération judiciaire. Une réunion de coordination s'est tenue en décembre 2015. En plus de faciliter l'exécution des demandes d'EJ en cours et planifiées, la réunion a permis de définir une stratégie commune pour démanteler l'OC dans son ensemble en ciblant ses chefs.

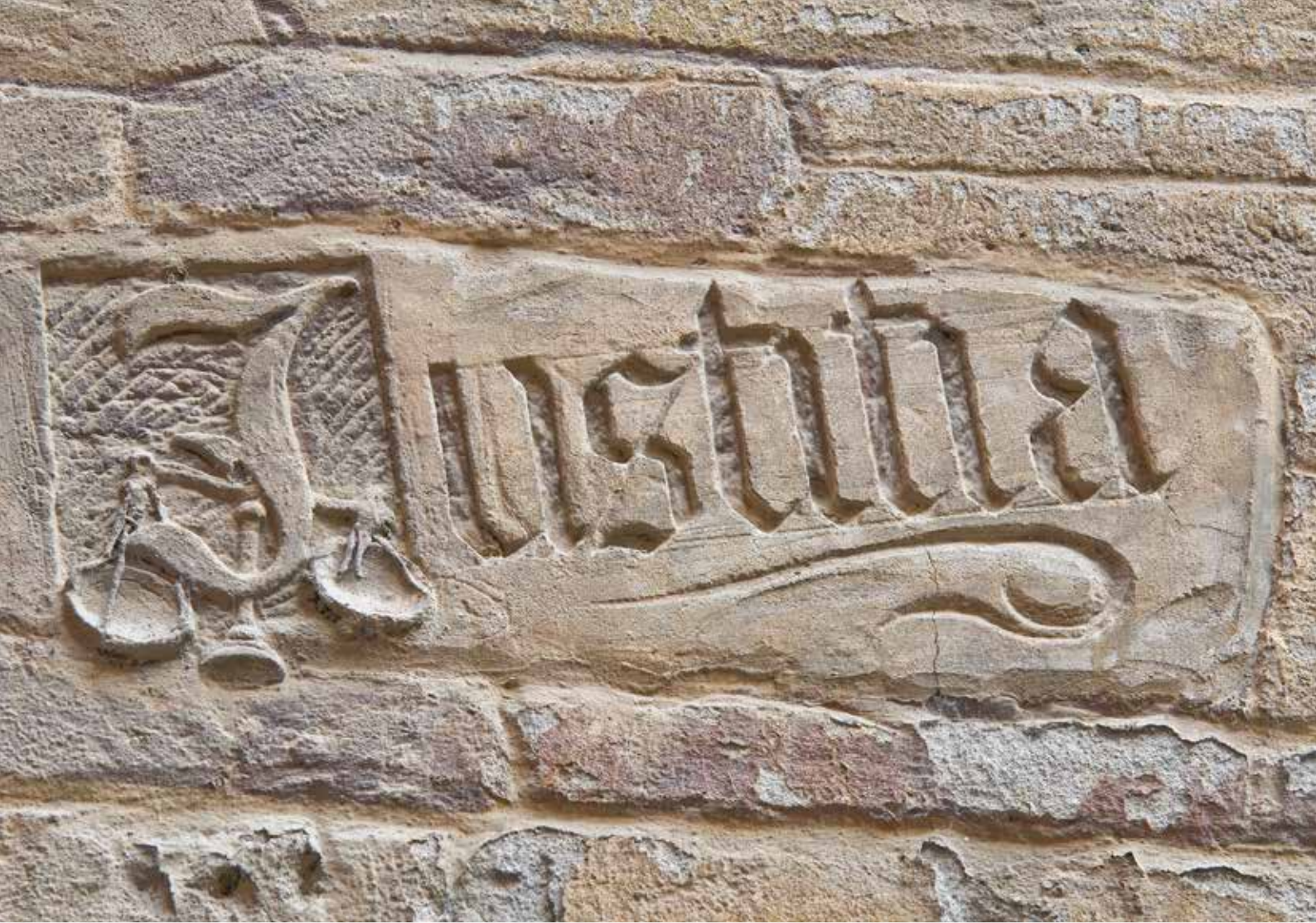
Bien que la coopération fondée sur l'entente judiciaire avec la Lituanie ait donné entière satisfaction, les pays participants ont demandé aux autorités lituaniennes d'ouvrir une enquête, parce que les auteurs étaient de nationalité lituanienne et que les renseignements recueillis en Lituanie pourraient servir dans les enquêtes menées ailleurs en Europe. Toutefois, le manque d'informations fournies par les pays touchés par les cambriolages et l'absence de preuves disponibles en Lituanie ont empêché les autorités lituaniennes d'ouvrir une enquête à ce stade.

La Suisse était également confrontée à certaines difficultés, dont l'existence de plusieurs enquêtes sur les activités de l'OC dans les divers cantons suisses. Après la première réunion de coordination, qui avait permis d'instaurer un dialogue entre tous les pays concernés, Eurojust a soutenu les autorités suisses et lituaniennes afin qu'elles limitent provisoirement la coopération, de manière à relever en priorité les défis spécifiques rencontrés dans ces deux pays.

Une réunion de coordination bilatérale a été organisée en Suisse en juin 2016 avec tous les procureurs cantonaux suisses, le Bureau du procureur fédéral suisse et les autorités lituaniennes. La réunion a permis d'identifier les besoins de coopération et de convenir qu'il était préférable que les poursuites soient menées à la fois en Suisse et en Lituanie, dans la mesure où les suspects arrêtés en Suisse étaient pour la plupart de petits délinquants.

Les parquets des cantons suisses ont accepté de poursuivre les faits de vol, tandis que l'aspect organisationnel était poursuivi par le procureur fédéral suisse. La réunion de coordination a renforcé la confiance mutuelle entre les autorités suisses et lituaniennes et facilité l'établissement de contacts directs entre les parties.

Compte tenu des résultats positifs obtenus en 2016, les efforts de coordination devraient se poursuivre sur le plan multilatéral en 2017.



Défis et bonne pratique

4

À travers son travail opérationnel et stratégique, Eurojust contribue à l'identification des enjeux et des bonnes pratiques dans différents domaines de la coopération judiciaire en matière pénale. En 2016,

Eurojust a traité spécifiquement des difficultés juridiques et pratiques concernant l'interception des télécommunications, les défis liés aux dossiers de fraude fiscale et les MAE.

4.1 Interception des télécommunications

En novembre, le Collège a organisé une discussion thématique pour échanger les expériences concernant les difficultés judiciaires et pratiques dans le domaine de l'interception des télécommunications. À cette occasion, trois thèmes ont été abordés : l'interception traditionnelle des télécommunications, les écoutes dans les véhicules et l'utilisation de virus de type cheval de Troie sur des équipements mobiles.

Interception traditionnelle des télécommunications

Les différentes normes juridiques dans les législations nationales constituent toujours un frein à l'utilisation efficace de l'interception des télécommunications, en particulier dans le contexte de la recevabilité des preuves. Alors que l'article 4(1) de la Convention en matière d'entraide judiciaire de 2000 autorise les pays demandeurs à indiquer expressément les formalités et procédures qu'il convient de respecter, plusieurs exemples ont été cités où un compromis avait été trouvé afin de concilier les cadres juridiques et les possibilités pratiques des pays. Sur la base du principe de reconnaissance mutuelle, les praticiens recommandent aux autorités requérantes de n'exiger des formalités ou procédures que lorsque celles-ci sont considérées comme fondamentales au regard du droit national. Lorsque les États membres ont des règles de procédure différentes pour protéger un même principe juridique (par exemple, la proportionnalité), l'État membre qui demande l'interception doit reconnaître le cadre procédural de l'État membre qui la réalise.

Des problèmes supplémentaires surviennent lorsque la cible de l'interception passe inopinément la frontière d'un autre État membre. Le régime juridique des autori-

sations ex-post varie considérablement d'un pays à l'autre, de sorte que les informations obtenues en interceptant des communications risquent d'être considérées comme irrecevables en tant que preuve si l'autorisation ex-post n'est pas accordée.

Eurojust offre une assistance aux autorités nationales en ce qui concerne les demandes urgentes d'interception, les traductions, le contact avec les autorités nationales pertinentes, ainsi que les demandes d'interception auprès d'États tiers.

Mise sur écoute de véhicules La surveillance secrète, par exemple lorsqu'un véhicule est mis sur écoute pour intercepter les conversations qui d'y déroulent, peut être problématique si le véhicule passe la frontière et se trouve sur le territoire d'un autre État membre. Contrairement à l'interception traditionnelle de télécommunications, régie expressément par l'article 20 de la Convention en matière d'entraide judiciaire de 2000, il n'existe aucun instrument juridique spécifique pour la mise sous écoute d'une voiture dans un environnement transfrontalier. La discussion thématique a permis d'examiner dans quelle mesure l'article 20 pourrait être appliqué par analogie, et de débattre de la nécessité d'obtenir le consentement des pays dans lesquels le véhicule se déplace.

Virus de type cheval de Troie L'utilisation de virus de type cheval de Troie pour intercepter les activités de terminaux mobiles soulève la question de la proportionnalité compte tenu du caractère hautement intrusif de ce type d'interception.

4.2 Difficultés liées aux dossiers de fraude fiscale

L'opération *Vertigo* (voir [Rapport annuel 2015 d'Eurojust](#), p. 54-55) a démontré la plus-value d'Eurojust en matière de coordination de la réponse judiciaire, le rôle important des centres de coordination et les avantages de l'engagement précoce d'Eurojust.

En octobre, une réunion tactique sur la coopération judiciaire en matière de criminalité financière s'est penchée sur les obstacles juridiques, les bonnes pratiques et les solutions concernant les enquêtes et les poursuites de délits fiscaux transfrontaliers. Cette réunion a également permis d'aborder le rôle des ECE dans les dossiers de criminalité

fiscale et la question du gel et de la confiscation des produits des délits fiscaux.

ECE Les avantages des ECE pour résoudre les difficultés identifiées dans les dossiers de criminalité fiscale transfrontalière ont été mis en avant. Les ECE permettent en effet d'accélérer la collecte des preuves financières, de coordonner la coopération dans le cadre des EJ et d'adopter une stratégie commune face aux États qui ne participent pas à l'ECE. Dans la mesure où elle favorise une coopération et une coordination étroites, l'ECE peut également fournir une plateforme permettant d'anticiper les

problèmes juridiques et les critères de recevabilité. Parmi les points abordés, citons également les possibilités d'inclure le gel et la récupération des avoirs dans les objectifs des ECE et de nommer des spécialistes du recouvrement parmi les membres des ECE.

Gel et confiscation Les principaux obstacles juridiques au gel et à la confiscation des produits des délits fiscaux sont les suivants : (i) les décisions de gel et de saisie peuvent être refusées et non exécutées lorsque le certificat émis par l'État membre demandeur est incomplet ou inexact, et (ii) les montants indiqués dans le certificat peuvent ne pas correspondre à la décision de gel. D'autres problèmes sont liés au fait qu'il est obligatoire d'indiquer précisément l'emplacement des biens ou des preuves, conformément à la décision-cadre 2003/577/JAI sur les décisions de gel. Par ailleurs, l'application du principe de double incrimina-

tion peut compliquer l'exécution (de la reconnaissance) de décisions de gel étrangères dans des dossiers de criminalité fiscale.

À cet égard, certains États membres appliquent le principe de double incrimination *in concreto*, ce qui signifie que l'acte décrit dans la lettre de demande/décision de gel doit remplir tous les critères de punissabilité en vertu du droit de l'État requis. Inversement, une interprétation du principe de double incrimination *in abstracto* est suffisante dans certains États membres pour imposer des mesures coercitives pouvant aboutir à une sanction. Le critère de distinction permettant de vérifier si l'exigence de double incrimination est respectée consiste à déterminer si l'État requis est tenu ou non d'imposer sa juridiction pour mener une procédure pénale dans le cadre d'une coopération judiciaire internationale.

4.3 Mandat d'arrêt européen

Eurojust favorise l'application du mandat d'arrêt européen (MAE). En 2016, 315 dossiers concernant la facilitation de l'exécution des MAE ont été enregistrés à Eurojust, constituant 14 % de tous les dossiers. La Grèce a fait le plus grand nombre de demandes (65), suivie par la Pologne (37) et le Royaume-Uni (23). Les États membres les plus sollicités ont été l'Italie (37), l'Allemagne (34) et la Roumanie (34).

Eurojust a été confrontée à un nombre croissant de dossiers dans lesquels les autorités judiciaires éprouvaient des difficultés à exécuter les MAE en raison des conditions d'incarcération prétendument inadéquates dans l'État membre de délivrance. Tant avant qu'après l'arrêt historique *Aranyosi et Căldăraru* rendu par la CJUE (affaires jointes C-404/15 et C-659/15 PPU), Eurojust a apporté son soutien aux autorités nationales de plusieurs façons. Eurojust prévoit la tenue d'une discussion thématique au sein du Collège début 2017.

Concernant les MAE en conflit, l'article 16 de la décision-cadre relative au MAE (DC MAE) stipule que les autorités judiciaires chargées de l'exécution peuvent demander à Eurojust de fournir des conseils sur le lieu de remise de la personne faisant l'objet de MAE délivrés par deux États membres ou plus. Huit dossiers de ce genre ont été ouverts à Eurojust suite aux demandes des autorités judiciaires belges, néerlandaises, autrichiennes, portugaises et anglaises.

Concernant le non-respect des délais prescrits pour l'exécution des MAE, l'article 17(7) de la DC MAE prévoit que, dans des circonstances exceptionnelles, si un État membre ne peut pas observer les délais prévus par l'article 17, il devra en informer Eurojust et fournir les raisons du retard. Vingt-cinq manquements aux délais ont été enregistrés, dont trois ont nécessité des mesures supplémentaires. Comme les années précédentes, les notifications de non-respect des

Avis d'Eurojust sur les MAE en concurrence

Un premier dossier portait sur un ressortissant belge impliqué dans des délits liés à la drogue aux Pays-Bas et en Allemagne. Les autorités de poursuites belges ont reçu deux MAE concernant cet individu en l'espace de trois mois. Dans le premier MAE, les autorités allemandes demandaient la remise de l'intéressé aux fins de poursuites pour son rôle présumé dans la gestion d'une culture de cannabis en Allemagne. Le second MAE a été délivré par les autorités néerlandaises aux fins d'exécution d'une peine de privation de liberté

délais sont concentrées dans quelques États membres (Bulgarie, République tchèque, Irlande, Roumanie, République slovaque, Suède et Royaume-Uni). Le fait que la majorité des États membres n'aient pas signalé de manquements à Eurojust peut s'expliquer de deux façons : soit les manquements aux délais se sont uniquement produits dans les États membres de notification, soit certains États membres n'ont pas rempli leur obligation de notification.

Eurojust a rédigé un rapport sur les *dossiers traités par Eurojust dans le domaine du MAE* couvrant la période 2014-2016. Ce rapport s'inscrit dans le courant du rapport précédent (document 10269/14 du Conseil) et sera publié en 2017. À l'instar du rapport précédent, il examine le rôle d'Eurojust dans ce domaine, aux niveaux opérationnel et stratégique, et propose un aperçu des problèmes pratiques et juridiques identifiés dans le cadre de l'exercice du MAE.

imposée par un tribunal néerlandais en 2013 pour la participation de l'intéressé à une organisation criminelle responsable de l'exploitation d'une culture de cannabis aux Pays-Bas.

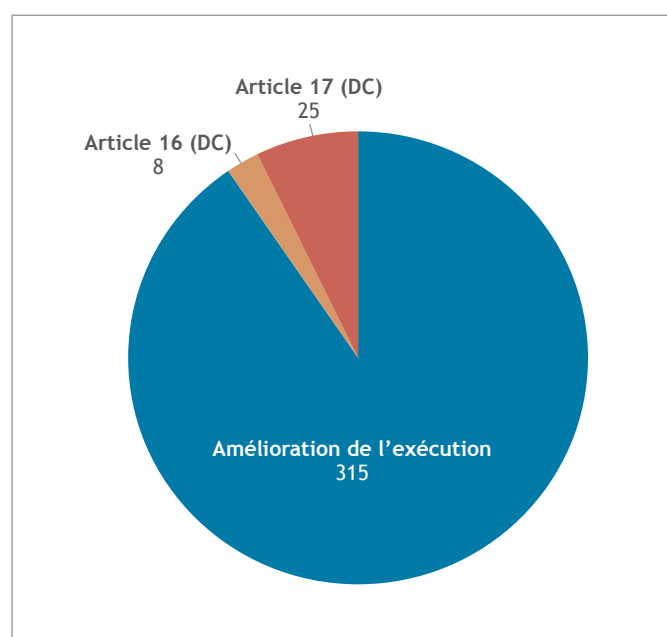
Un deuxième dossier concernait un individu ayant la double nationalité portugaise et capverdienne qui purgeait une peine de prison en France au moment où un MAE néerlandais et deux MAE luxembourgeois ont été délivrés contre cette personne pour divers actes criminels. Aux Pays-Bas, l'intéressé était soupçonné de vol à main armée et de possession d'arme, tandis que les autorités luxembourgeoises souhaitaient le poursuivre pour un grand nombre d'infractions, dont la participation à une organisation criminelle, une tentative de meurtre et des faits d'extorsion avec menaces et violence.

Dans les deux dossiers, le soutien d'Eurojust a été sollicité afin de rechercher une solution aux MAE en compétition. Les bureaux nationaux qui avaient reçu les MAE ont demandé la coopération des bureaux nationaux qui les avaient délivrés. Des **réunions de niveau II** ont été organisées pour déterminer à quelle demande accorder la priorité. Au terme de ces réunions, les bureaux nationaux impliqués se sont accordés sur un point : solliciter l'avis d'Eurojust sur les MAE en concurrence afin de les évaluer officiellement et d'obtenir des conseils sur la priorisation des demandes. Ces avis sont fondés sur le cadre juridique applicable et sur les *Règles générales d'Eurojust concernant les MAE en compétition* (voir *Rapport annuel 2004 d'Eurojust*, p. 82–86). Les efforts de coordination d'Eurojust ont abouti à un accord entre les autorités afin d'exécuter les MAE conformément aux avis d'Eurojust.

Dans le dossier belge, un tribunal belge a confirmé que les deux MAE vers la Belgique pouvaient être exécutés, mais sans donner la priorité à l'un ou l'autre mandat. Les autorités belges chargées des poursuites ont décidé d'exécuter les demandes conformément à l'accord intervenu à Eurojust. Dans la mesure où le MAE allemand avait été émis aux fins de poursuites contre l'individu recherché, la priorité a été donnée à ce MAE sur la demande néerlandaise.

Dans le dossier français, tous les MAE avaient été délivrés pour l'exercice de poursuites. Selon l'avis d'Eurojust, l'individu devait être remis en premier lieu aux autorités néerlandaises en raison, entre autres, du stade plus avancé de l'enquête judiciaire aux Pays-Bas. Toutefois, pour éviter de mettre en péril les enquêtes luxembourgeoises, Eurojust a également conseillé que l'individu sous le coup des MAE soit remis temporairement au Luxembourg pour une courte période, ce qui permettrait de décider officiellement de son inculpation au Luxembourg. En outre, Eurojust a invité les autorités néerlandaises et luxembourgeoises à se consulter concernant la remise subséquente de la personne recherchée des Pays-Bas au Luxembourg après le verdict définitif des tribunaux néerlandais.

Dossiers MAE



Recommandation conjointe sur les conflits de compétence

Dans un dossier d'escroquerie, des véhicules loués en Italie et en Espagne étaient exportés vers la Belgique, la France et la Suisse, accompagnés de documents d'immatriculation bulgares et italiens contrefaits. Une enquête italienne a été lancée en 2013 suite aux plaintes de plusieurs agences de location italiennes ayant déclaré une perte d'environ 2 millions d'euros. Des plaintes similaires ont également été déposées en Belgique et en Espagne, donnant lieu à l'ouverture d'enquêtes. Une enquête française sur la même OC a été

lancée à la suite d'une fouille de routine à la frontière franco-espagnole, qui avait permis de découvrir des véhicules non immatriculés à l'intérieur d'un camion.

La France et l'Italie ont ouvert un dossier. Des réunions de coordination ont été organisées pour identifier toute enquête parallèle, échanger des informations et convenir d'une stratégie pour éviter les conflits de compétence. L'enquête belge a été clôturée en 2014, mais des enquêtes parallèles ont continué en Espagne, en France et en Italie. Eurojust a été invitée à examiner si ces enquêtes parallèles risquaient d'entraîner des conflits de compétence et un éventuel *ne bis in idem*. Plusieurs véhicules volés et certains suspects étaient communs aux trois enquêtes et les délits avaient été commis au cours de la même période.

L'analyse des faits et du *modus operandi* a montré que la majorité des infractions pénales avaient été commises en Italie. Les principaux suspects se trouvaient apparemment en Italie et la plupart d'entre eux étaient de nationalité italienne. Les autorités italiennes détenaient en outre des preuves importantes dans cette affaire. Une recommandation conjointe a été rédigée, puis remise par les membres nationaux de l'Espagne et de l'Italie à leurs autorités respectives, suggérant que l'Italie se trouvait dans une meilleure position pour gérer les poursuites dans la présente affaire et invitant à prendre les dispositions nécessaires à un transfert rapide des procédures et à accepter les procédures transférées par l'Espagne. Les autorités françaises ont appuyé le transfert des procédures vers l'Italie.

Les autorités nationales espagnoles et italiennes ont accepté la recommandation conjointe et les bureaux nationaux concernés ont facilité l'échange des informations sur la procédure de transfert des dossiers entre les deux juridictions. Les autorités italiennes ont estimé que la recommandation offrait des conseils utiles sur l'application et l'interprétation des dispositions légales sur les conflits de compétence et la transmission de procédures, au vu de la législation adoptée récemment.



Meeting of the Consultative Forum under the Dutch and Slovak EU Presidencies, June 2016

M. Herman Bolhaar, Président du Collège des procureurs généraux des Pays-Bas et M. Jozef Szabó, Procureur général adjoint de la République tchèque :

Cette réunion du Forum consultatif, la première sous présidences conjointes, a confirmé une fois de plus le rôle idéal du Forum en tant que plateforme d'échange de stratégies et de bonnes pratiques entre les représentants des ministères publics des États membres, et ce afin d'améliorer la coopération policière et judiciaire internationale dans la lutte contre la grande criminalité et la criminalité organisée, en vue de renforcer la dimension judiciaire de la Stratégie interne de l'UE.



Priorité de l'année :
Conflits de compétence

Lignes directrices pour décider à quelle juridiction confier les poursuites

Version révisée en 2016

PARTIE I : CONTEXTE

L'augmentation de la criminalité transfrontalière a entraîné au fil des ans une multiplication des dossiers dans lesquels plusieurs États membres sont compétents, en vertu de leur législation nationale, pour exercer les poursuites et porter ces affaires devant un tribunal.

Conformément à son mandat, depuis sa création, Eurojust s'efforce d'identifier la juridiction la plus à même d'engager des poursuites dans des dossiers transfrontaliers pour lesquels des poursuites auraient pu être (ou ont été) lancées par deux juridictions ou davantage. Soucieuse de prévenir les conflits de compétence qui pourraient aboutir à une violation du principe *ne bis in idem*, de soutenir le règlement de tels conflits, mais aussi de garantir la mise en place des meilleures pratiques en matière de procédure pénale au sein de l'Union européenne (UE), Eurojust a publié le document *Comment décider à quelle juridiction confier les poursuites* en 2003. Ces *lignes directrices* suggèrent plusieurs critères à prendre en considération dans le cadre de dossiers multijuridictionnels. Depuis leur adoption, ces règles générales aident les autorités nationales compétentes à déterminer la juridiction la mieux placée pour engager des poursuites dans des dossiers transfrontaliers. Les *Lignes directrices* constituent également un outil précieux pour Eurojust lorsqu'elle conseille les autorités nationales compétentes à cet égard. Par ailleurs, depuis leur publication, les *lignes directrices* ont servi de référence à certains États membres lors de l'élaboration de leurs propres législations ou recommandations.

Compte tenu de l'évolution de l'Espace de liberté, de sécurité et de justice de l'UE, de l'expérience opérationnelle acquise par Eurojust depuis plus de dix ans et des besoins exprimés par les praticiens à de nombreuses occasions, Eurojust profite du présent rapport annuel pour publier une nouvelle version de ses *lignes directrices*.

Dans la mesure où la grande majorité des États membres n'ont pas établi de critères de choix de l'État membre « le mieux placé » pour engager des poursuites en cas de conflits de compétence transfrontaliers et où l'UE ne dispose d'aucun outil juridique « horizontal » à cet effet, les *Lignes directrices* se veulent un outil flexible qui assiste les autorités compétentes et leur rappelle les critères à prendre en considération. Elles constituent un point de départ commun sur la base duquel une décision peut être prise. Les *Lignes directrices* ne sont pas contraignantes et s'entendent sans préjudice des législations nationales, européennes et internationales.

Dans ces *Lignes directrices*, le terme « autorités judiciaires » fait référence aux juges, procureurs et autres autorités compétentes en vertu du droit national.

Cadre légal de l'UE

Les *Lignes directrices* prennent en considération le cadre légal européen pertinent, en particulier :

- ▶ La décision-cadre 2009/948/JAI du 30 novembre 2009 sur la prévention et le règlement des conflits de compétence dans le cadre des procédures pénales est à l'heure actuelle le seul instrument européen consacré à cette question. Elle prévoit un mécanisme de consultation directe entre les autorités compétentes pour trouver une solution efficace et éviter les conséquences négatives découlant de l'existence de procédures parallèles. Il est fait référence à certains éléments pertinents dont les autorités compétentes doivent tenir compte (y compris ceux présentés dans le document Eurojust de 2003) dans le préambule (considérant 9).
- ▶ D'autres instruments juridiques en matière pénale, en particulier des textes concernant des types spécifiques d'activités criminelles, notamment la décision-cadre 2002/475/JAI du 13 juin 2002 sur la lutte contre le terrorisme (article 9) et la décision-cadre 2008/841/JAI du 24 octobre 2008 sur la lutte contre la criminalité organisée (article 7), incluent des dispositions relatives aux critères à observer dans le but de centraliser les procédures dans un seul État membre lorsque plusieurs États membres peuvent valablement engager des poursuites sur la base des mêmes faits.
- ▶ Les dispositions relatives à l'assistance fournie par Eurojust afin de faciliter la coopération et la coordination entre les autorités nationales incluent ce qui suit :
 - Article 85(1)(c) du Traité sur le fonctionnement de l'UE ;
 - Articles 6, 7 (recommandations et avis non contraignants d'Eurojust) et 13(7) (obligation pour les États membres d'informer Eurojust lorsque des conflits de compétence apparaissent ou risquent d'apparaître dans des dossiers) de la décision 2002/187/JAI du Conseil établissant Eurojust, telle qu'amendée par la décision 2009/426/JAI du Conseil ;
 - Article 12 et considérants 4, 9, 10 et 14 de la décision-cadre 2009/948/JAI ; et
 - Article 7 de la décision-cadre 2008/841/JAI.

PARTIE II : LIGNES DIRECTRICES PRATIQUES

Principes fondamentaux

- ▶ « *Ne bis in idem* » est un principe élémentaire de droit pénal réglementé aux niveaux national, européen et international, en vertu duquel un défendeur ne peut être poursuivi plus d'une fois pour la même infraction, que ces poursuites aient abouti à la condamnation ou à l'acquittement de celui-ci. Au sein de l'Espace de liberté, de sécurité et de justice de l'UE, les principales sources juridiques de ce principe sont les articles 54 à 58 de la Convention d'application de l'accord de Schengen (CAAS) et l'article 50 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, à interpréter à la lumière de la jurisprudence pertinente de la Cour de justice de l'UE. (Pour une synthèse de la jurisprudence de la Cour de justice concernant le principe *ne bis in idem*, voir le document Eurojust, *The principle of ne bis in idem in criminal matters in the case-law of the Court of Justice of the European Union*.)

Les présentes *Lignes directrices* adhèrent et souscrivent pleinement au principe *ne bis in idem*.

- ▶ Conformément à la décision-cadre 2009/948/JAI (considérant 12), ces *Lignes directrices* défendent le principe qu'au sein d'un espace commun de liberté, de sécurité et de justice dans l'UE, le principe de légalité des poursuites qui régit le droit procédural de plusieurs États membres doit être réputé respecté dès lors qu'un État membre, quel qu'il soit, veille à ce qu'une infraction pénale donnée fasse l'objet de poursuites pénales.
- ▶ Chaque affaire est unique et, en conséquence, toute décision prise quant à la juridiction la mieux placée pour exercer des poursuites doit être fondée sur les faits et le fond de chacune de ces affaires. Tous les éléments jugés pertinents doivent être pris en considération dans l'intérêt de la justice.
- ▶ Au moment de prendre une décision, les autorités judiciaires doivent s'efforcer de trouver un équilibre délicat et équitable entre les arguments pour et contre l'engagement de poursuites dans chaque juridiction.
- ▶ Les autorités judiciaires doivent identifier chaque juridiction dans laquelle des poursuites sont non seulement envisageables, mais aussi dans laquelle il existe de réelles possibilités d'obtenir une condamnation.
- ▶ Dans le cadre de leurs discussions sur la résolution de ces dossiers, les autorités judiciaires doivent explorer toutes les possibilités offertes par les conventions internationales et les instruments de l'UE afin, par exemple, d'obtenir des preuves au-delà des frontières, de transférer des procédures ou de remettre des personnes sous le coup d'un mandat d'arrêt.

- ▶ La décision doit toujours être juste, objective et indépendante, et prendre en considération la Convention européenne des droits de l'homme et la Charte européenne des droits fondamentaux, pour veiller au respect des garanties de procédure de chaque défendeur ou défendeur potentiel.

Marche à suivre

- ▶ Dès que des procédures parallèles sont détectées, les autorités compétentes des États membres concernés doivent entrer en contact les unes avec les autres.

Dans le cadre de son mandat, le Réseau judiciaire européen (RJE) peut assister les autorités compétentes, par exemple en facilitant la communication et en identifiant et obtenant les coordonnées des autorités compétentes à contacter.

- ▶ Ensuite, les autorités compétentes concernées doivent commencer à coopérer et à coordonner leurs actions pour éviter de gaspiller les ressources, d'effectuer des tâches redondantes ou d'enfreindre le principe *ne bis in idem*. Dans la plupart des cas, le dialogue, la confiance mutuelle et la coordination entre les autorités compétentes permettent de trouver une solution.
- ▶ Lorsque des procédures parallèles sont coordonnées, les autorités compétentes doivent envisager de traiter toutes les poursuites dans une seule juridiction, à condition que cela soit possible, en tenant compte de l'incidence que pourrait avoir la poursuite de défendeurs dans une juridiction sur toute poursuite dans une deuxième ou troisième juridiction. Aucun effort ne doit être ménagé afin d'éviter qu'une poursuite n'en compromette une autre.
- ▶ La décision quant à l'endroit où exercer les poursuites doit être prise aussi tôt que possible dans le processus d'enquête ou de poursuite, et en consultation étroite avec toutes les autorités pertinentes dans chaque juridiction.
- ▶ Eurojust occupe une position privilégiée pour soutenir les efforts déployés par les autorités concernées pour coopérer et trouver des solutions, à tout moment dans toutes les étapes précédentes, voire pour identifier les affaires en cours dans les États membres dans lesquelles de tels conflits pourraient survenir (voir ci-après).

Principaux critères

Divers critères doivent être pris en considération au moment du choix de la meilleure juridiction pour l'exercice des poursuites. Tous peuvent influencer la décision finale. La priorité et la pondération à accorder à chaque critère varient d'un dossier à l'autre.

Voici certains des critères à prendre en compte :

Territorialité Avant toutes choses, il doit être présumé que les poursuites doivent avoir lieu, si cela est possible, dans la juridiction où a été commise la majorité – ou la partie la plus importante – des infractions ou bien où a été subie la majorité – ou la partie la plus importante – des pertes. De ce fait, les dimensions quantitative (« la majorité ») et qualitative (« la partie la plus importante ») doivent être dûment considérées.

Lieu où se trouve(nt) le ou les suspects/accusés À ce propos, plusieurs éléments peuvent être pris en compte, notamment :

- ▶ l'endroit où le suspect/l'accusé a été trouvé ;
- ▶ la nationalité ou le lieu de résidence habituel du suspect/de l'accusé ;
- ▶ d'éventuels liens personnels étroits avec un autre État membre ou d'autres intérêts importants du suspect/de l'accusé ;
- ▶ la possibilité d'obtenir la remise ou l'extradition du suspect/de l'accusé vers une autre juridiction ; et
- ▶ la possibilité de transférer les procédures vers la juridiction dans laquelle le suspect/l'accusé se trouve.

Dans les situations où plusieurs codéfendeurs peuvent être identifiés, il convient de prendre en compte non seulement leur nombre, mais aussi les rôles de chacun dans l'accomplissement du délit et l'endroit où chacun se trouve. De nouveau, les dimensions quantitative et qualitative sont importantes.

L'évaluation de ces éléments doit également prendre en considération tous les instruments juridiques de l'UE applicables, notamment ceux relatifs au principe de reconnaissance mutuelle. Leur application peut affecter l'évaluation de ce critère et, partant, la décision finale quant à l'endroit où exercer les poursuites. Par exemple, l'application de la décision-cadre sur la reconnaissance mutuelle des jugements prononçant des peines privatives de liberté (2008/909/JAI) en combinaison avec la décision-cadre relative au mandat d'arrêt européen (2002/584/JAI) pourrait donner une importance secondaire au critère d'emplacement du suspect/de l'accusé, dans la mesure où, par la suite, la personne condamnée peut être transférée vers un autre État membre pour purger sa peine.

Disponibilité et recevabilité des preuves Les autorités judiciaires peuvent uniquement engager des poursuites sur la base de preuves fiables, crédibles et recevables. L'emplacement et la disponibilité des preuves sous la forme requise, ainsi que leur recevabilité et acceptation par le tribunal doivent également être pris en compte. La quantité

et la qualité des preuves dans les États membres concernés sont également déterminantes, même si le cadre légal introduit par la directive concernant la décision d'enquête européenne en matière pénale (2014/41/UE) devrait faciliter la collecte de preuves au-delà des frontières.

Obtention de preuves auprès de témoins, experts et victimes Les autorités judiciaires doivent envisager la possibilité d'obtenir des preuves de la part de témoins, d'experts et de victimes, en ce compris, le cas échéant, la disponibilité pour ceux-ci de se rendre dans une autre juridiction pour apporter ces preuves. La possibilité de recevoir ces preuves par écrit ou par tout autre moyen, notamment à distance par téléphone ou vidéoconférence, doit également être envisagée.

Protection des témoins Les autorités judiciaires doivent toujours veiller à ce que les témoins ou les personnes qui apportent leur concours aux poursuites ne soient pas mis en danger. Lors du choix de la juridiction où mener les poursuites, elles devront prendre en compte, entre autres, le fait qu'une juridiction propose un programme de protection de témoin, alors qu'une autre juridiction n'offre pas cette possibilité.

Intérêts des victimes Conformément à la directive 2012/29/UE sur les droits des victimes, les autorités judiciaires doivent veiller aux intérêts des victimes, en ce compris leur protection, et vérifier qu'il ne leur serait pas porté préjudice si les poursuites devaient être lancées dans une juridiction plutôt qu'une autre. Cette réflexion doit envisager la possibilité que les victimes demandent des indemnisations.

Stade de la procédure Il doit être tenu compte du degré d'avancement de la procédure pénale dans les États membres concernés. Lorsqu'une enquête atteint déjà un stade avancé dans une juridiction, le transfert de l'affaire vers une autre juridiction pourrait ne pas être approprié.

Longueur de la procédure Le temps ne doit pas être un facteur déterminant dans le choix de la juridiction où exercer les poursuites. Toutefois, lorsque les autres facteurs s'équilibrent, les autorités judiciaires doivent tenir compte du temps nécessaire pour mener à bien la procédure dans une juridiction donnée (*justice différée est justice refusée*).

Obligations légales Le cadre juridique existant, en ce compris les obligations et les exigences imposées à chaque juridiction, doit être envisagé, de même que tous les effets possibles d'une décision d'exercer les poursuites dans une juridiction plutôt qu'une autre et le résultat potentiel dans chaque juridiction. Néanmoins, les autorités judiciaires ne doivent pas décider d'exercer les poursuites dans une juridiction donnée dans le seul but d'éviter de se soumettre aux obligations légales en vigueur dans une autre juridiction.

Pouvoirs de sanction S'il va de soi qu'il faut veiller à ce que les peines potentielles disponibles correspondent à la gravité de l'infraction pénale commise, les autorités judiciaires ne doivent pas chercher à instruire les dossiers dans une juridiction pour la simple raison que les peines potentielles y sont plus sévères que dans une autre juridiction. De même, les pouvoirs de sanction dont disposent les tribunaux dans les différentes juridictions ne doivent pas être un facteur primordial dans le choix de la juridiction à laquelle l'exercice des poursuites sera confié.

Produit des infractions Les autorités judiciaires doivent toujours tenir compte des outils juridiques européens et internationaux applicables, notamment les outils de reconnaissance mutuelle de l'UE relatifs au gel et à la confiscation des avoirs, lorsqu'elles évaluent les pouvoirs dont elles disposent pour conserver, recouvrer, saisir et confis-

quer le produit des infractions. Toutefois, elles ne doivent pas décider de poursuivre dans une juridiction plutôt qu'une autre uniquement parce qu'il y serait plus facile de recouvrer le produit des infractions.

Coûts et ressources Bien que les autorités judiciaires doivent être conscientes des coûts et des ressources engagés, le coût des poursuites ou l'impact de celles-ci sur les ressources du Parquet ne doit pas influencer sur le choix d'une juridiction plutôt qu'une autre, à moins que tous les autres critères ne s'équilibrent.

Priorités des États membres Les autorités judiciaires ne doivent pas refuser d'instruire un dossier dans leur juridiction parce que celui-ci n'est pas considéré comme prioritaire dans leur État membre.

Soutien d'Eurojust

- ▶ L'assistance d'Eurojust peut être sollicitée à tout moment par n'importe quelles autorités judiciaires concernées.
- ▶ Dans le cadre de son mandat, et de préférence à un stade précoce, Eurojust peut aider à promouvoir les contacts et consultations préliminaires entre les autorités compétentes, à coordonner leurs actions, à encourager et accélérer l'échange d'informations pour obtenir une vue d'ensemble sur les dossiers, à garantir la bonne application des instruments de coopération judiciaire, à clarifier les liens entre les différents éléments des réseaux criminels et à faciliter les décisions ultérieures quant à la juridiction devant exercer les poursuites. En ce qui concerne les affaires dans lesquelles Eurojust n'a pas encore été impliquée et pour lesquelles les autorités compétentes n'ont pas réussi à dégager un consensus sur toute solution efficace dans le cadre des consultations directes prévues par la décision-cadre 2009/948/JAI, la question doit être signalée à Eurojust par toute autorité compétente concernée.
- ▶ Eurojust est en mesure d'identifier rapidement les procédures parallèles et d'offrir un soutien proactif aux autorités nationales grâce aux informations reçues des États membres conformément à la décision Eurojust du Conseil, lesquelles se rapportent à des dossiers dans lesquels des conflits de compétence sont survenus ou pourraient survenir.
- ▶ Lors des réunions de coordination organisées par Eurojust, les autorités compétentes des États membres concernés sont en mesure de se rencontrer et d'aborder les enjeux, avec le soutien des membres nationaux. En outre, les équipes communes d'enquête (ECE) peuvent s'avérer un outil précieux pour prévenir et résoudre les conflits de compétence, dans la mesure où elles fournissent une structure au sein de laquelle les autorités compétentes peuvent décider de la juridiction qui doit exercer les poursuites et des infractions poursuivies.
- ▶ De plus, en agissant par l'intermédiaire de ses membres nationaux (de façon individuelle ou conjointe) ou en Collège, Eurojust peut formuler des recommandations et des avis non contraignants afin d'inviter les autorités compétentes à accepter que l'une d'entre elles se trouve dans une meilleure position pour mener une enquête ou poursuivre des faits précis.





Administration



5.1 Soutien du travail opérationnel et stratégique

L'administration d'Eurojust soutient le Collège dans son travail opérationnel et, lorsqu'il est en fonction, agit comme Conseil de gestion. En 2016, le Collège a tenu 26 réunions opérationnelles et 7 réunions du Conseil de gestion. En outre, le Collège a organisé deux événements de planification pour se pencher sur les développements organisationnels et la planification stratégique. Le document *Eurojust Operations Manual*, approuvé en novembre par le Collège, fournit des orientations sur l'assistance de l'Administration aux bureaux nationaux dans le traitement des dossiers. Il marque une étape importante de la confirmation d'une approche commune et inclusive de la gestion des dossiers à l'échelle de l'organisation.

Thèmes opérationnels Les autorités nationales ont demandé à Eurojust de rassembler des informations ou de dispenser des conseils juridiques sur les thèmes suivants :

- jugements de la CJUE interprétant les termes juridiques « autorité judiciaire » et « décision judiciaire » dans le contexte de la DC relative au MAE ;

- reconnaissance que l'enlèvement parental d'enfants d'un État membre à l'autre constitue une infraction ;
- articles 18 et 19 de la DC relative au MAE concernant le « transfert temporaire » et l'« audition de la personne » ;
- combattants terroristes étrangers ;
- interception des conversations à l'aide de virus de type cheval de Troie activés à distance sur des smartphones ; et
- droit procédural applicable aux situations d'urgence (par ex. les états d'urgence).

Discussions thématiques Le Collège a partagé son expertise et ses bonnes pratiques dans des domaines d'intérêts opérationnels spéciaux pour Eurojust : les rapports d'évaluation dans le domaine médico-légal et l'interception des télécommunications.

5.2 Réorganisation de l'Administration

En janvier 2017, une nouvelle structure organisationnelle sera mise en œuvre pour l'Administration, à la suite d'une proposition du Directeur administratif *ad interim* adoptée par le Collège. Les principes clés sur lesquels repose cette réorganisation sont l'utilisation optimale des ressources et la création de synergies pour soutenir les besoins opérationnels d'Eurojust. Une nouvelle unité des opérations, née de la fusion du service d'analyse des dossiers et de certains pans du service juridique, sert de point de contact unique

pour les bureaux nationaux et le Collège. L'unité des opérations développera une approche multidisciplinaire pour fournir des services de soutien aux activités opérationnelles. Enfin, pour renforcer les capacités de gouvernance et de communication d'Eurojust et améliorer son image auprès des parties prenantes, un bureau des communications, un bureau des affaires institutionnelles et un bureau de planification, de programmation et de déclaration seront mis en place.

5.3 Personnel et budget

Personnel Fin 2016, Eurojust comptait 347 agents, dont 72 membres nationaux, adjoints et assistants, 196 agents temporaires, 31 agents contractuels, 21 experts nationaux détachés, 8 intérimaires et 19 internes. Eurojust a satisfait à ses obligations concernant la suppression de 5 % des postes dans les agences décentralisées.

Parallèlement à ces réductions de ressources administratives, Eurojust s'est vu accorder trois nouveaux postes opérationnels par l'autorité budgétaire comme « compléments délibérés » aux cibles stipulées dans le cadre financier pluriannuel pour supporter les demandes croissantes liées aux activités de lutte contre le terrorisme, la cybercriminalité et le trafic de migrants.

Budget Le budget d'Eurojust pour 2016 s'élève à 43 539 737 euros, dont un montant réservé de 6 980 000 euros alloué au projet de nouveau bâtiment. Ce budget est inférieur de 7 % à celui demandé initialement par Eurojust. En raison de cette contrainte, et pour garantir le respect de nos obligations légales et l'exécution de nos activités opérationnelles axées sur la demande, le programme de travail d'Eurojust pour l'année 2016 a été modifié pour mieux prioriser les activités de l'agence. Certains projets de développement informatique ont été reportés et plusieurs réunions annulées, notamment la réunion avec les correspondants nationaux d'Eurojust et la réunion avec les points de contact Eurojust dans les États tiers. Ainsi, le budget a pu être totalement alloué

aux dossiers et aux réunions de coordination. Les recrutements ont été différés, portant le taux de vacance à 3,45 %. Dans une certaine mesure, le report de la livraison du nouveau bâtiment a allégé la pression budgétaire vers la fin de l'exercice, et un taux d'exécution du budget de 99,89 % a été atteint.

Rapport d'activité annuel consolidé Comme prévu par l'article 47 du Règlement financier d'Eurojust, le *Rapport d'activité annuel consolidé* (RAAC) est préparé par le

Directeur administratif pour rendre compte des réalisations de l'agence au cours de l'année. Le RAAC détaille le degré de mise en œuvre des objectifs du Programme de travail annuel d'Eurojust, évalué sur la base d'indicateurs de performances clés spécifiques, ainsi que des ressources humaines et financières allouées et des contrôles internes réalisés. Le RAAC est présenté à l'autorité budgétaire chaque année au plus tard le 1^{er} juillet. Il est disponible sur le site web d'Eurojust.

5.4 Avancées organisationnelles

Dans la foulée de l'évaluation d'Eurojust et de ses activités en vertu de l'article 41a de la décision Eurojust du Conseil et conformément au plan d'action relatif à la mise en œuvre des recommandations adoptées par le Collège en 2015, un groupe de travail a été mis sur pied pour examiner et rationaliser les structures de travail en interne et établir des priorités. En 2016, le Collège a pris des décisions concernant notamment : (i) l'augmentation des services et ressources de l'Administration pour soutenir les activités opérationnelles ; (ii) des mesures concrètes en faveur de l'insertion, du traitement et de la suppression des données de manière commune et harmonisée dans le système CMS ; et (iii) un nombre limité de projets politiques en ce qui concerne les priorités en matière de criminalité et les instruments de coopération judiciaire.

L'Administration a continué d'assister le Collège dans la surveillance et l'analyse de l'impact des réformes législatives sur le projet de réglementation d'Eurojust et l'établissement du parquet européen (PE). Le Conseil a dégagé une orientation générale sur le projet de réglementation d'Eurojust en février 2015, à l'exclusion des dispositions relatives au PE.

En 2016, Eurojust a fait connaître ses vues à la Commission, au Conseil et au Parlement européen par rapport à sa coopération avec le futur PE, s'appuyant sur son expertise et son expérience pratique en matière de coopération judiciaire pénale, et a exprimé son inquiétude quant aux conséquences possibles sur ses ressources.

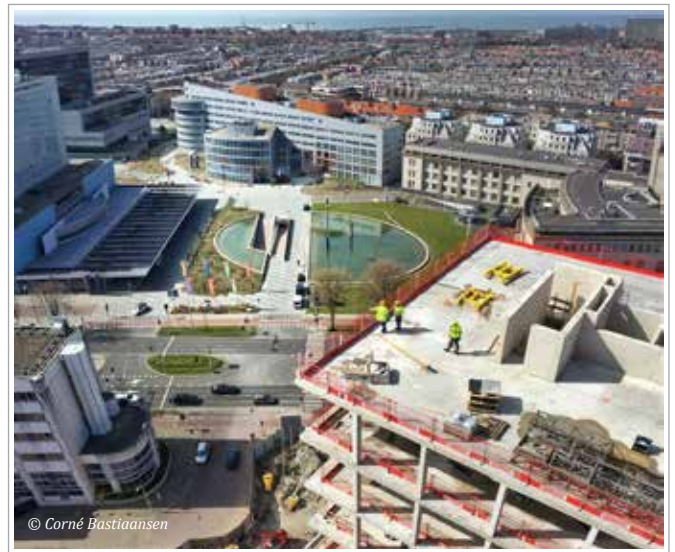


Équipe de direction d'Eurojust après la réorganisation de l'Administration

5.5 Nouveaux locaux

En 2016, la construction des nouveaux locaux s'est poursuivie comme prévu et le programme s'est déroulé conformément au calendrier. Au 1^{er} avril, le point le plus haut de la construction a été atteint, marquant le début de la phase de construction finale. La livraison du bâtiment par l'entrepreneur à l'État hôte et à Eurojust est prévue entre décembre 2016 et la fin du premier trimestre 2017.

Eurojust espère emménager dans ses nouveaux locaux vers la fin du deuxième trimestre 2017, dans l'attente d'une livraison conforme au cahier des charges d'Eurojust.



Quelques publications d'Eurojust en 2016



Accès public aux documents

Le nombre de demandes d'[accès public aux documents d'Eurojust](#) a baissé en 2016, avec un total de 15 demandes, soit trois de moins qu'en 2015. Par ailleurs, Eurojust a reçu trois demandes de consultation en vertu de l'article 4(4) du Règlement 1049/2001, en sa qualité de tiers auteur du document demandé. Aucune candidature confirmatoire n'a été reçue en 2016. Eurojust a continué d'alimenter le [registre public](#) de documents accessible via le site web d'Eurojust. La liste constamment enrichie de documents mis directement à la disposition du public a pour but de faciliter l'accès des citoyens aux documents détenus par Eurojust, sans devoir formuler de demande d'accès officielle, et d'améliorer la transparence et la disponibilité des informations sur les activités d'Eurojust.



Eurojust et
les réseaux
de praticiens



Les secrétariats du Réseau judiciaire européen (RJE), du réseau d'experts nationaux pour les ECE (Réseau ECE) et du réseau d'enquêtes et de poursuites en matière de génocides, de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre (Réseau génocide) sont hébergés par Eurojust, et utilisent ses ressources. Ses membres font partie du personnel d'Eurojust.

6.1 RJE

Le [Réseau judiciaire européen](#), établi en 1998, est un réseau de points de contact nationaux nommés par les États membres pour faciliter la coopération judiciaire en matière pénale. Chaque jour, les points de contact du RJE aident les praticiens en leur offrant des conseils juridiques et pratiques et en établissant des contacts directs entre les autorités nationales compétentes. Son secrétariat a été établi en 2003.

Réunions Les réunions plénières du RJE ont eu lieu à Amsterdam et à Bratislava. Elles ont permis d'aborder des sujets tels que la TEH/l'exploitation de la main-d'œuvre, les enquêtes financières, la preuve électronique, la coopération et les synergies avec le Réseau européen sur les droits des victimes (ENVR) et l'EJCN. Trois réunions ont été tenues à Eurojust : la réunion régulière, la réunion des correspondants nationaux et la réunion des correspondants chargés des aspects techniques.

Des réunions régionales du RJE ont eu lieu en Allemagne, aux Pays-Bas, en Autriche, au Portugal et en Roumanie. Des rencontres nationales ont été organisées en Lettonie, en Pologne, en Roumanie et au Royaume-Uni. Grâce à ces réunions, les points de contact du RJE et les autorités locales ont pu aborder divers aspects de la coopération ju-

diciaire internationale, notamment les relations entre le RJE et Eurojust. Les représentants des bureaux nationaux d'Eurojust ont assisté à ces réunions.

Coopération avec Eurojust Le RJE et Eurojust ont poursuivi la mise en œuvre de leurs plans d'action concernant la sixième série d'évaluations mutuelles dans les États membres.

À l'occasion de la réunion plénière du RJE sous la présidence néerlandaise, les points de contact du RJE ont rencontré leurs collègues des bureaux nationaux d'Eurojust lors d'ateliers bilatéraux examinant comment garantir le meilleur soutien aux praticiens en renforçant les synergies entre le RJE et Eurojust. Dans de nombreux cas, un bon niveau de coopération a été confirmé. L'accent a été mis sur l'importance de contacts et de consultations étroits et réguliers entre les points de contact du RJE et les bureaux nationaux d'Eurojust. En conclusion, il a été décidé de ré-examiner le document conjoint.

Site web du RJE Plusieurs sections du site web ont été mises à jour. Une nouvelle version du Compendium a été distribuée. Cet outil supporte l'élaboration de toutes sortes de demandes de coopération judiciaire, sur la base d'instruments de reconnaissance mutuelle ou d'entraide judiciaire.

De nouvelles versions ont été créées pour la section de la bibliothèque judiciaire relative au stade de mise en œuvre des instruments juridiques. En outre, le Secrétariat du RJE a développé un nouvel outil de déclaration en ligne pour les activités des points de contact du RJE, disponible depuis janvier 2017.

Le RJE a continué à développer ses relations avec les autres réseaux judiciaires et les États tiers. Les coordonnées de ceux-ci sont à la disposition des points de contact du RJE dans une nouvelle section du site web du RJE, intitulée « Cooperation with third countries and judicial networks ».

Formation Le Secrétariat du RJE a organisé la septième session de formation linguistique pour les points de contact du RJE en collaboration avec le REFJ. Pendant une semaine, les points de contact ont pu améliorer leurs compétences linguistiques et informer les autres participants quant au fonctionnement du RJE et de son site web.

Document conjoint Eurojust-RJE

Le document conjoint, [Assistance à la coopération internationale en matière pénale pour les praticiens, Réseau judiciaire européen et Eurojust, « Que peut-on faire pour vous ? »](#), a été traduit dans toutes les langues officielles de l'UE et est disponible sur les sites web du RJE et d'Eurojust. Il vise à informer les praticiens des services et de l'assistance que peuvent leur fournir le RJE et Eurojust afin de garantir que le RJE et Eurojust traitent les dossiers relevant de leurs mandats et utilisent le temps et les ressources de manière optimale, tout en évitant le chevauchement des activités.

6.2 Réseau ECE

Mis en place en 2005, le réseau des experts nationaux pour les équipes communes d'enquêtes (ECE) est composé de points de contact nationaux judiciaires et policiers chargés de promouvoir l'utilisation des ECE et de renforcer les échanges d'informations et de bonnes pratiques. Son secrétariat a été établi en 2011. Depuis 2013, le Secrétariat gère le programme de subventions établi par Eurojust pour apporter un soutien financier aux activités des ECE (voir section 1.4).

Réunion annuelle La 12^e réunion annuelle du Réseau ECE s'est tenue en juin et s'est penchée tout particulièrement sur les défis et les opportunités des ECE dans les dossiers d'IIS. Pendant deux jours, des experts et des praticiens de toute l'Europe, ainsi que d'autres agences et parties prenantes, ont étudié des mesures concrètes pour améliorer l'utilisation des ECE dans les dossiers d'IIS. Les [conclusions](#) de la réunion sont disponibles sur le site web d'Eurojust.

Projets Le Réseau ECE a révisé [deux documents utiles pour les praticiens](#), également disponibles sur le site web d'Eurojust : le **Guide pratiques des ECE**, complété et enrichi minutieusement et qui comprend désormais une section sur les questions fréquemment posées, et le **Modèle d'accord pour la création d'une ECE**, simplifié

par rapport au modèle précédent, qui comprend plusieurs modifications basées sur l'analyse des accords existants. Ce dernier a été approuvé par une résolution du Conseil des ministres.

Le Réseau ECE a continué de recueillir des informations sur les législations nationales relatives aux ECE (publication de nouveaux résumés pour DK, IT, LV, HU, PL, PT, FI et UK) et sur la pratique des ECE sur le plan national (20 nouvelles évaluations d'ECE). Ces informations sont disponibles dans l'espace à accès restreint de la plateforme web ECE, à laquelle les praticiens de l'UE peuvent avoir accès sur demande.

Formation En plus de la formation sur les *Équipes communes d'enquête* (voir chapitre 3) et des conclusions de la réunion annuelle, le Réseau ECE et son secrétariat ont contribué à une formation sur les ECE ciblant spécifiquement les défis soulevés par les dossiers d'IIS. Cet événement a été organisé en coopération avec le CEPOL, le REFJ et le Secrétariat de la Convention de coopération policière pour l'Europe du Sud-Est (PCC-SEE). Pendant trois jours, il a réuni 25 participants issus d'États membres et d'États touchés par ce type d'activité criminelle organisée afin d'améliorer l'utilisation des ECE dans ce domaine.

6.3 Réseau génocide

Le [Réseau génocide](#) a été mis en place en 2002 pour assurer une collaboration étroite entre les autorités nationales chargées des enquêtes et des poursuites en matière de génocides, de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre, en échangeant des informations opérationnelles, des bonnes pratiques et des expériences. Il s'agit d'un réseau de praticiens — enquêteurs, procureurs et agents d'entraide judiciaire. Son secrétariat a été établi en juillet 2011.

Réunions Deux réunions plénières ont eu lieu à Eurojust. Elles se sont concentrées sur les difficultés pratiques rencontrées dans le dossier contre les leaders des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR) en Allemagne et sur les crimes liés au pillage et à la destruction de sites du patrimoine culturel en Syrie et en Irak. Les [conclusions](#) des deux réunions annuelles sont disponibles sur le site web d'Eurojust. En outre, une réunion *ad hoc* a été organisée pour aborder et faire avancer les enquêtes nationales liées au conflit armé actuel en Syrie, en tenant compte de l'afflux important de réfugiés syriens sur le territoire européen, parmi lesquels se trouvent des victimes, des témoins et des auteurs d'atrocités. Les rapports des réunions ont été publiés en tant que documents 10169/16 et 13409/16 du Conseil.

La [première journée européenne de lutte contre l'impunité](#) a été organisée le 23 mai par la présidence néerlandaise, le Réseau génocide, Eurojust et la Commission européenne. L'objectif de cet événement annuel est de susciter une prise de conscience face aux crimes les plus odieux, de promouvoir les enquêtes et les poursuites nationales, d'aborder la position et la participation des victimes dans les procédures pénales et de relancer l'engagement de l'Union à combattre l'impunité de tels crimes. Le rapport a été publié en tant que document 10233/16 du Conseil.

Formations En octobre, le Réseau génocide a mis en œuvre un programme sur l'instruction et la poursuite des faits de violence sexuelle liés aux conflits, en coopération avec des experts du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie et de l'Équipe d'experts de l'état de droit des Nations Unies. Le Réseau génocide a poursuivi sa coopération avec le REFJ afin de mettre en place des programmes de formation des juges et des procureurs et a commencé à coopérer avec le CEPOL pour élaborer un programme de formation ciblée sur l'instruction des crimes internationaux fondamentaux.

Projets Diverses collectes et évaluations de données factuelles ont été menées en 2016. L'étude la plus complète a permis d'évaluer l'application actuelle de la décision

2003/335/JAI du Conseil sur l'établissement d'unités spécialisées au niveau national en vue d'instruire et de poursuivre les crimes internationaux fondamentaux. L'existence de ces unités est justifiée par le fait qu'elles disposent des compétences spécifiques pour traiter des problèmes juridiques et pratiques complexes et que ces compétences,

ainsi que les bonnes pratiques et les leçons apprises sont conservées au sein de la même unité. L'étude s'est également penchée sur les questions relatives à la protection et à la participation des victimes dans le processus judiciaire. Les conclusions ont été publiées en tant que document 10234/16 du Conseil.

6.4 Forum consultatif

Le [Forum consultatif](#) a été mis en place en 2010 pour renforcer la coopération judiciaire et la confiance mutuelle entre les États membres, et pour apporter le point de vue de l'autorité judiciaire aux institutions européennes chargées de développer l'Espace de liberté, de sécurité et de justice.

Réunion commune Après une période de réflexion sur la forme et le contenu futurs, 2016 a été la première année au cours de laquelle les présidences organisatrices ont convoqué une réunion commune. Le Collège des procureurs généraux des Pays-Bas et le Bureau du procureur général de la République slovaque ont convoqué conjointement la 11^e réunion du Forum consultatif en juin, laquelle s'est concentrée sur les évolutions les plus récentes dans les domaines de la cybercriminalité, du terrorisme et du trafic de migrants, ainsi que sur la coopération avec les États tiers clés dans la lutte contre la grande criminalité et la criminalité organisée.

EJCN Le Forum consultatif a étudié les conclusions du séminaire stratégique sur le thème des *clés du cyberspace*, abordant les difficultés fréquemment rencontrées par les procureurs dans le cadre de l'instruction et de la poursuite de la cybercriminalité. Le Forum s'est intéressé tout particulièrement à la coopération avec les prestataires de services et au chiffrement. Il s'est félicité de l'initiative de la présidence néerlandaise d'établir l'EJCN comme un moyen d'encourager les contacts entre les praticiens judiciaires chargés de la lutte contre la cybercriminalité dans les États membres et d'améliorer l'efficacité des enquêtes et des poursuites dans les dossiers de cybercriminalité.

Réponse judiciaire au terrorisme et au trafic de migrants Les représentants des États membres concernés ont partagé leurs expériences relatives au renforcement de la réponse judiciaire face aux menaces et aux récentes attaques terroristes en France et en Belgique. Les difficultés et les leçons tirées des enquêtes et des poursuites liées à l'IIS ont été examinées, en portant une attention particulière à la déclaration de compétence en haute mer et à l'avantage de considérer ce type de délit comme une forme grave de criminalité organisée.

D'autres points ont été soulignés, notamment la nécessité de renforcer et de rationaliser la coopération judiciaire internationale en optimisant les contacts entre les praticiens et en partageant les législations et les bonnes pratiques, et de soutenir les enquêtes en utilisant des techniques d'enquête spéciales et en recourant aux ECE, le cas échéant.

Coopération avec les États tiers Des avis ont été échangés sur les défis juridiques et pratiques rencontrés et sur les éventuels moyens d'améliorer la coopération avec les autorités judiciaires des États tiers en ce qui concerne l'exécution des demandes d'EJ, les échanges d'informations et le recueil de preuves. Eurojust a offert un aperçu de ses activités en cours dans le domaine des relations extérieures, insistant sur la valeur ajoutée des accords de coopération, des procureurs de liaison détachés auprès d'Eurojust et de son réseau de points de contact judiciaires dans les États tiers pour faciliter la coopération judiciaire.

Les [conclusions](#) de la réunion sont disponibles sur le site d'Eurojust.

Remerciements



Nous remercions **Francisco Jiménez Villarejo**, Membre national pour l'*Espagne*, pour son travail et sa contribution précieuse en tant que Vice-président du Collège d'Eurojust de novembre 2013 à novembre 2016.

Remerciements et au-revoir



Petter Sødal, Procureur de liaison pour la *Norvège* auprès d'Eurojust d'octobre 2013 à août 2016



Klaus Rackwitz, Directeur administratif d'octobre 2011 à septembre 2016

ISBN: 978-92-9490-126-2



EUROJUST

Maanweg 174, 2516 AB The Hague, Pays-Bas

Téléphone: +31 70 412 5000 - E-mail: info@eurojust.europa.eu - Site Internet: www.eurojust.europa.eu